

Agréé, Monsieur le Ministre, &c., &c., &c.

(Sig.) A. Blanc

Monsieur Takahira.

Ministre du Japon

Rome.

附屬書用

二十八年八月一日附伊國外務大臣宛往翰

Rome, the 1st August 1895.

Monsieur le Ministre.

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's note of the 29th ultimo and numbered 22030 proposing to me a further extension

of the term of the Italo-Japanese Treat of Commerce for the exchange of the ratifications until the 8th day of this month.

I beg leave to say in reply that having referred the matter to the Imperial Government I am now instructed to express their pleasure to consent to Your Excellency's proposal as aforesaid.

Accept, Monsieur le Ministre, the renewed assurance of my highest consideration.

(Sig.) Takahira

His Excellency

Baron Blanc

Minister for Foreign Affairs of

His Majesty the King of Italy.

第六節 對 佛 交 涉

四一四 明治二十八年八月十日

陸奥外務大臣ヨリ
會藏駐佛公使宛(往電)

總事務第二課之指令ノ件

No. 339. A. Negotiations with Great Britain practically concluded. Now Treaty to be signed very soon. You will take first favorable opportunity to sound French Government as to their willingness to open negotiations in Paris for Treaty revision upon following basis:

I. Treaty to be reciprocal in all provisions. All unilateral clauses admitted in former negotiations being suppressed

II. Unilateral questions relating to Tariff, foreign Settlements and adhesion by Japan to International Industrial property and copy-right conventions, to be arranged in Protocol.

III. Consular Jurisdiction to cease when Treaty takes effect and whole Empire to be opened at the same

time.

IV. New Treaty to take effect some years hence upon one years previous notice from Japanese Government. Time during which Treaty remains in abeyance being dependent upon actual date of signature such time not being less than five years from present date. Japanese Government engage by self-denying diplomatic note not to give previous notice above referred to until codes hitherto promulgated have been brought into operation.

V. More important articles of imports to be subject to conventional tariff. Remaining articles to come under general statutory Tariff.

VI. Tariff to take effect exceptionally a few months after exchange of ratifications of Treaty. Actual date being dependent upon date of conclusion of new Treaty, but in no case to exceed six months.

VII. Most favored nation treatment being guaranteed in all matters of commerce and navigation. You can assure French Government that negotiations with Great Britain progressed on these lines. Apply to Aoki for particulars regarding British negotiations. Designate future telegrams on Treaty revision alphabetically.

(Via Peters.) Sent July 14th 1894. Mutsu

四一五 明治三十七年七月三日 陸奥外務大臣ヨリ 曾禰駐佛公使宛

條約改正交渉開始方ニ付訓令ノ件

附屬書一 日佛通商航海條約案

二 議定書案

條約改正ニ關スル件 (第三)

佛國政府ニ對スル條約改正ノ義ニ關シテハ本月十四日及電訓置候次第有之候處其後英國ニ對スル談判彌ヨ結了シ本月十六日調印相濟候ニ付テハ閣下ニハ好機ヲ見計ヒ右電訓中ニ所載ノ要領ヲ開示シテ同國政府ノ意嚮御探知御具報相成度候

將又本問題ニ關スル帝國政府今回ノ提案ハ各國同時ニ實施

カ其節ハ

本條約ハ調印ノ日ヨリ少クモ四ヶ年ノ後迄ハ實施セラレサルモノトス

尤此通知ハ調印ノ日ヨリ三ヶ年ヲ經タル後何時ニテモ爲スコトヲ得ヘシ

ト取極置キ同條ニ規定ノ條約實施ニ關スル通知ヲ明治三十二年七月十六日ニ先タツコト一ヶ年ニシテ之ヲ爲スコトヲ致候ヘハ恰モ我目的通り右明治三十二年七月十六日ヨリ實施スルコトヲ得ル都合ニ可相成候

又西班牙及葡國ニ對スル分ニモ前述ノ主意ニ從ヒ條約案第十八條中ノ二ヶ處ヲ佛國ニ對スル分同様相改メ五ヶ年及四ヶ年トアルヲ削除シ空白ニナシ被置度候

右申進候 敬具

明治三十七年七月二十日

附屬書一

日佛通商航海條約案

PROJET

du

ノ運ニ相成候目的ニ有之然ルニ英國トノ新約ハ調印ノ日即チ本月十六日ヨリ五ヶ年即チ(明治三十二年千八百九十九年)七月十七日ヨリ實施セラルヘキ筈ニ候ニ就テハ過般御送附ニ及置候佛國政府へ提出スヘキ條約案第十八條中

本條約ハ調印ノ日ヨリ少クモ五ヶ年ノ後迄ハ實施セラ

レサルモノトス

トアルヲ

本條約ハ調印ノ日ヨリ少クモ〇〇〇ノ後迄ハ實施セラ

レサルモノトス

ト改メ又

尤此通知ハ調印ノ日ヨリ四ヶ年ヲ經タル後何時ニテモ

爲スコトヲ得ヘシ

トアルヲ

尤此通知ハ調印ノ日ヨリ〇〇〇ヲ經タル後何時ニテモ爲スコトヲ得ヘシ

ト改メ置カレ度而シテ詰リ前記明治三十二年七月十七日ヨリ新約ノ實施セラルヘキコトヲ標準トシテ佛國トノ新約調印ノ日ニ應シ右二ヶ處ノ空處ニ年月數ヲ書入ルルコトト致度假令ハ佛國トノ條約明年一月調印ノ運ニ至リタリトスル

TRAITE DE COMMERCE ET
DE NAVIGATION

Sa Majesté l'Empereur du Japon, et.....

.....
animés d'un égal désir de maintenir les bons rapports déjà heureusement établis entre Eux, en étendant et en augmentant les relations entre leurs Etats respectifs, et persuadés que ce but ne saurait être mieux atteint que par la révision des traités jusqu'ici en vigueur entre les deux Pays, ont résolu de procéder à cette révision sur les bases de l'équité et de l'intérêt mutuels, et ont nommé, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur du Japon.....

Et.....

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivants:

Article I.

Les sujets ou citoyens de chacune des deux Hautes Parties Contractantes auront toute liberté d'entrer, de voyager ou de résider en un lieu quel-

conque du territoire de l'autre, et y jouiront d'une pleine et entière protection pour leurs personnes et leurs propriétés.

Ils auront un accès libre et facile aux tribunaux pour la poursuite ou la défense de leurs droits ; ils auront, sur le même pied que les sujets ou citoyens du Pays, la faculté de choisir et d'employer des avoués, des avocats et des mandataires afin de poursuivre et de défendre leurs droits devant ces tribunaux, et quant aux autres matières qui se rapportent à l'administration de la justice, ils jouiront de tous les droits et privilèges dont jouissent les sujets ou citoyens du Pays.

Pour tout ce qui concerne le droit de résidence et de voyage, la possession des biens et effets mobiliers de quelque espèce que ce soit, la transmission des biens mobiliers par succession testamentaire ou autre, et le droit de disposer de quelque manière que ce soit des biens de toutes sortes qu'ils peuvent légalement acquérir, les sujets ou citoyens de chacune des deux Parties Contractantes jouiront, dans le territoire de l'autre, des mêmes privilèges, liber-

tés et droits et ne seront soumis, sous ce rapport, à aucuns impôt ou charge plus élevés que les sujets ou citoyens du Pays ou les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée. Les sujets ou citoyens de chacune des Parties Contractantes jouiront, dans le territoire de l'autre, d'une liberté entière de conscience, et pourront, en se conformant aux lois, ordonnances et règlements, se livrer à l'exercice privé ou public de leur culte ; ils jouiront aussi du droit d'inhumer leurs nationaux respectifs, suivant leurs coutumes religieuses, dans des lieux convenables et appropriés qui seront établis et entretenus à cet effet.

Ils ne seront contraints, sous aucun prétexte, à payer des charges ou taxes autres ou plus élevées que celles qui sont ou seront imposées aux sujets ou citoyens du Pays ou aux sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

Les sujets ou citoyens de chacune des Parties Contractantes qui résident dans le territoire de l'autre, ne seront astreints à aucun service militaire obligatoire, soit dans l'armée ou la marine, soit dans la

garde nationale ou la milice ; ils seront exempts de toutes contributions imposées en lieu et place du service personnel, et de tous emprunts forcés, de toutes exactions ou de contributions militaires.

Article II.

Il y aura, entre les territoires des deux Hautes Parties Contractantes, liberté réciproque de commerce et de navigation.

Les sujets ou citoyens de chacune des Parties Contractantes pourront exercer en quelque lieu que ce soit du territoire de l'autre, le commerce en gros ou en détail de tous produits, objets fabriqués et marchandises de commerce licite, soit en personne, soit par leurs représentants, tant seuls qu'en société avec des étrangers ou des sujets ou citoyens du Pays ; ils pourront y posséder ou louer et occuper des maisons et des magasins, louer des terrains à l'effet d'y résider ou d'y faire le commerce, le tout en se conformant aux lois, aux règlements de police et de douane du Pays, comme les nationaux eux-mêmes.

Ils auront pleine liberté de se rendre avec leurs

navires et leurs cargaisons dans tous les lieux, ports et rivières du territoire de l'autre, qui sont ou pourront être ouverts au commerce étranger, et ils jouiront respectivement, en matière de commerce et de navigation, du même traitement que les sujets ou citoyens du Pays, sans avoir à payer aucun impôt, taxe ou droit de quelque nature ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du Gouvernement, des fonctionnaires publics, des particuliers, des corporations ou établissements quelconques, autres ou plus élevés que ceux imposés aux sujets ou citoyens du Pays.

Il est toutefois entendu que les stipulations contenues dans cet Article ainsi que dans l'Article précédent ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, de police et de sécurité publique en vigueur dans chacun des deux Pays et applicables à tous les étrangers en général.

Article III.

Les habitations, magasins et boutiques des sujets ou citoyens de chacune des Hautes Parties Contract-

antes dans le territoire de l'autre, ainsi que les terrains que en dépendent, servant soit à la demeuere, soit au commerce, seront respectés.

Il ne sera pas permis de procéder à des perquisitions ou visites domiciliaires dans ces habitations et terrains, ou bien d'examiner ou d'inspecter les livres, papiers ou comptes, sauf dans les conditions et formes prescrites par les lois, ordonnances et règlements applicables aux sujets ou citoyens du Pays.

Article IV.

Il ne sera imposé à l'importation dans le territoire de de tous articles produits ou fabriqués dans le territoire de Sa Majesté l'Empereur du Japon, de quelque endroit qu'ils viennent, et à l'importation dans le territoire de Sa Majesté l'Empereur du Japon, de tous articles produits ou fabriqués dans le territoire de de quelque endroit qu'ils viennent, aucuns droits autres ou plus élevés que ceux imposés sur les articles similaires produits ou fabriqués dans tout autre pays étranger. De même, aucune prohibition ne sera maintenue ou imposée sur l'importation

prohibition soit également étendue à l'exportation des articles similaires à destination de tout autre pays.

Article VI.

Les sujets ou citoyens de chacune des Hautes Parties Contractantes seront exempts, dans le territoire de l'autre, de tout droit de transit, et jouiront d'une parfaite égalité de traitement avec les sujets ou citoyens du Pays, relativement à tout ce qui concerne l'emménagement, les primes, les facilités et le drawbacks.

Article VIII.

Tous les articles qui sont ou pourront être légalement importés dans les ports du territoire de Sa Majesté l'Empereur du Japon sur des navires Japonais pourront, de même, être importés dans ces ports sur des navires.....; dans ce cas ces articles n'auront à payer aucuns droit ou charge, de quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux imposés sur les mêmes articles importés par des navires japonais. Réciproquement, tous les articles qui sont ou pourront

dans le territoire de l'une des Parties Contractantes d'un article quelconque produit ou fabriqué dans le territoire de l'autre, de quelque endroit qu'il vienne, à moins que cette prohibition ne soit également appliquée à l'importation des articles similaires produits or fabriqués dans tout autre pays. Cette dernière disposition n'est pas applicable aux prohibitions sanitaires ou autres provenant de la nécessité de protéger la sécurité des personnes, ainsi que la conservation du bétail et des plantes utiles à l'agriculture.

Article V.

Il ne sera imposé dans le territoire de chacune des Hautes Parties Contractantes, à l'exportation d'un article quelconque à destination du territoire de l'autre, aucuns droit ou charge autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront payables à l'exportation des articles similaires à destination d'un autre pays étranger quel qu'il soit; de même, aucune prohibition ne sera imposée à l'exportation d'aucun article du territoire de l'une des Parties Contractantes à destination du territoire de l'autre, sans que cette

être légalement importés dans les ports du territoire de sur des navires.....pourront, de même, être importés dans ces ports sur des navires japonais; dans ce cas, ces articles n'auront à payer aucuns droit ou charge de quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux imposés sur les mêmes articles importés par des navires..... Cette égalité réciproque de traitement sera accordée indistinctement, soit que ces articles viennent directement des pays d'origine, soit qu'ils viennent de tout autre lieu.

De la même manière, il y aura parfaite égalité de traitement relativement à l'exportation; ainsi, les mêmes droits d'exportation seront payés, et les mêmes primes et drawbacks seront accordés, dans les territoires de chacune des Hautes Parties Contractantes, sur l'exportation de tout article qui est ou pourra être légalement exporté, que cette exportation ait lieu sur des navires japonais ou sur des navires..... et quel que soit le lieu de destination, qu'il soit un des ports de chacune des Parties

Contractantes ou un des ports d'une Puissance tierce.

Article VIII.

Aucun droit de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou autres droits similaires ou analogues de quelque nature ou sous quelque dénomination que ce soit, levés au nom ou au profit du Gouvernement, des fonctionnaires publics, des particuliers, des corporations ou des établissements de toutes sortes qui ne seraient également et sous les mêmes conditions imposés, en pareil cas, sur les navires nationaux en général, ne seront imposés dans les ports des territoires de chacun des deux Pays, sur les navires de l'autre. Cette égalité de traitement sera appliquée réciproquement aux navires respectifs de quelque endroit qu'ils arrivent et quel que soit le lieu de destination.

Article IX.

En toute ce qui concerne le placement, le chargement et le déchargement des navires dans les port, bassins, docks, rades, havres ou rivières des territoires des deux Pays, aucun privilège ne sera accordé aux navires nationaux, qui ne serait également

accordé aux navires de l'autre Pays, l'intention des Hautes Parties Contractantes étant que, sous ce rapport aussi, les navires respectifs soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Article X.

Le cabotage dans les territoires de l'une ou de l'autre des Hautes Parties Contractantes est excepté des dispositions du présent Traité, et sera régi par les lois, ordonnances et règlements du Japon et de... respectivement. Il est toutefois entendu que les sujets japonais dans le territoire de... et les sujets ou citoyens... dans le territoire de Sa Majesté l'Empereur du Japon, jouiront, sous ce rapport, des droits qui sont ou pourront être accordés par ces lois, ordonnances et règlements aux sujets ou citoyens de tout autre Pays.

Tout navire japonais chargé à l'étranger d'une cargaison destinée à deux ou plusieurs ports du territoire de... et tout navire... chargé à l'étranger d'une cargaison destinée à deux ou plusieurs ports du territoire de Sa Majesté

l'Empereur du Japon, pourra décharger une partie de sa cargaison dans un port, et continuer son voyage pour l'autre ou les autres ports de destination où le commerce étranger est autorisé, dans le but d'y décharger le reste de sa cargaison d'origine, en se conformant toujours aux lois et aux règlements de douane des deux Pays.

Article XI.

Tout vaisseau de guerre ou navire de commerce de l'une ou de l'autre des Hautes Parties Contractantes qui serait forcé par un mauvais temps ou par suite de tout autre danger de s'abriter dans un port de l'autre, aura la liberté de s'y faire réparer, de s'y procurer toutes les provisions nécessaires, et de reprendre la mer, sans payer d'autres charges que celles qui seraient payées par les navires nationaux. Dans le cas, cependant, où le capitaine du navire de commerce se trouverait dans la nécessité de vendre une partie de sa cargaison pour payer les frais, il sera obligé de se conformer aux règlements et tarifs du lieu où il aurait relâché.

Si un vaisseau de guerre ou un navire de commerce

de l'une des Parties Contractantes a échoué ou naufragé sur les côtes de l'autre, les Autorités Locales en informeront le Consul-Général, le Consul, le Vice-Consul ou l'Agent Consulaire du lieu de l'accident, et, s'il n'y existe pas de ces officiers consulaires, elles en informeront le Consul-Général, le Consul, le Vice-Consul ou l'Agent Consulaire du district le plus voisin.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires japonais naufragés ou échoués dans les eaux territoriales de... auront lieu conformément aux lois, ordonnances et règlements de... et, réciproquement, toutes les mesures de sauvetage relatives aux navires... naufragés ou échoués dans les eaux territoriales de Sa Majesté l'Empereur du Japon, auront lieu conformément aux lois, ordonnances et règlements du Japon.

Tous navires ou vaisseaux ainsi échoués ou naufragés, tous débris et accessoires, toutes fournitures leur appartenant, et tous effets et marchandises sauvés des dits navires ou vaisseaux, y compris ceux qui auraient été jetés à la mer ou les produits des

dits objets, s'ils sont vendus, ainsi que tous papiers trouvés à bord de ces navires ou vaisseaux échoués ou naufragés, seront remis aux propriétaires ou à leurs représentants, quand ils les réclameront. Dans le cas où ces propriétaires ou représentants ne se trouveraient pas sur les lieux, les dits produits ou objets seront remis aux Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires respectifs, sur leur réclamation, dans le délai fixé par les lois du Pays, et ces officiers consulaires, propriétaires ou représentants payeront seulement les dépenses occasionnées pour la conservation des dits objets ainsi que les frais de sauvetage ou autres dépenses auxquels seraient soumis, en cas de naufrage, les navires nationaux.

Les effets et marchandises sauvés du naufrage seront exempts de tous droits de douane, à moins qu'ils n'entrent à la douane pour la consommation intérieure, auquel cas ils payeront les droits ordinaires.

Dans le cas où un navire appartenant aux sujets ou citoyens d'une des Parties Contractantes ferait

naufrage ou échouerait sur le territoire de l'autre, les Consuls-Généraux, les Consuls, Vice-Consul, ou Agents-Consulaires respectifs seront autorisés, en l'absence du propriétaire, capitaine ou autre représentant du propriétaires à prêter leur appui officiel pour procurer toute l'assistance nécessaire aux sujets ou citoyens des Etats respectifs. Il en sera de même dans le cas où le propriétaire, capitaine ou autre représentant serait présent, et demanderait une telle assistance.

Article XII.

Tous les navires qui, conformément aux lois Japonaises, sont considérés comme navires Japonais, et tous les navires qui, conformément aux lois..... sont considérés comme navires.....seront respectivement considérés comme navires Japonais et.....pour le but de ce Traité.

Article XIII.

Si un marin déserte d'un vaisseau de guerre ou d'un navire de commerce appartenant à l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes sur le territoire de l'autre, les Autorités Locales seront tenues

de prêter toute l'assistance en leur pouvoir pour l'arrestation et la remise de ce déserteur, sur la demande qui leur sera adressée par le Consul du Pays auquel appartient le navire ou vaisseau du déserteur ou par le représentant du dit Consul.

Il est entendu que cette stipulation ne s'appliquera pas aux sujets ou citoyens du Pays, où la désertion a eu lieu.

Article XIV

Les Hautes Parties Contractantes conviennent qu'en tout ce qui concerne le commerce et la navigation, aucuns privilège, faveur ou immunité que l'une ou l'autre des Parties Contractantes a déjà accordés ou accorderait à l'avenir, au Gouvernement ou aux sujets ou citoyens de tout autre Etat, seront étendus immédiatement et sans condition au Gouvernement ou aux sujets ou citoyens de l'autre Partie Contractante, leur intention étant que le commerce et la navigation de chaque Pays soit placé, à tous égards, par l'autre, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Article XV.

Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra nommer des Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls, Pro-Consuls, et Agents consulaires dans tous les ports, villes et places de l'autre, sauf dans les localités où il y aurait inconvénient à admettre de tels Officiers consulaires.

Cette exception ne sera cependant pas faite à l'égard de l'une des Parties Contractantes, sans l'être également à l'égard de toutes les autres Puissances.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls, Pro-Consuls et Agents consulaires exerceront toutes leurs fonctions et jouiront de tous les privilèges, exemptions et immunités qui sont ou seront accordés à l'avenir aux Officiers consulaires de la nation la plus favorisée.

Article XVI.

Les sujets ou citoyens de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, de la même protection que les sujets ou citoyens du Pays relativement aux patentes, marques de fabrique et dessins, en remplissant les formalités prescrites par la loi.

Article XVII

Le présent Traité prendra, du jour ou il entrera en vigueur, lieu et place de.....

.....et de tous les Arrangements et Conventions subsidiairement conclus ou existant entre les Hautes Parties Contractantes, et à partir du même jour, les dits.....Arrangements et Conventions cesseront d'être obligatoires, et, en conséquence, la juridiction jusqu'à lors exercée par tribunauxau Japon et tous les privilèges, exemptions et immunités exceptionnels dont jouissaient jusqu'à lors les sujets ou citoyens.....comme une partie de cette juridiction ou comme y appartenant, cesseront et prendront fin absolument et sans notification, et tous ces droits de juridiction appartiendront à partir de ce moment aux tribunaux japonais et seront exercés par ces mêmes tribunaux.

Article XVIII.

Le présent Traité n'entrera en vigueur que cinq

ans au moins après sa signature. Il entrera en vigueur une année après que le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur du Japon aura notifié au Gouvernement de.....son intention pourra être faite à un moment quelconque après l'expiration de quatre ans après la date de la signature. Le présent Traité restera valable pendant une période de sept ans après le jour ou il entrera en vigueur.

L'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes aura le droit, à un moment quelconque après que six ans se seront écoulés depuis l'entrée en vigueur de ce Traité, de notifier à l'autre, son intention de mettre fin au présent Traité, et à l'expiration de douze mois après cette notification, ce Traité cessera et finira entièrement.

Article XIX.

Le présent Traité par les Hautes Parties Contractantes et les ratifications en seront échangées à.....dans.....mois après sa signature.

En foi de quoi &c., &c., &c.

附屬勅諭

總 則 條 款

PROJET DE PROTOCOLE.

Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur du Japon et le Gouvernement de.....

.....jugant utile, dans l'intérêt des deux Pays, de régler certaines matières spéciales qui les concernent mutuellement, séparément du Traité de Commerce et de Navigation signé en ce jour, sont convenus, par leurs Plénipotentiaires respectifs, des dispositions suivantes:

1^o Il est convenu par les Parties Contractantes qu'un mois après l'échange des ratifications du Traité de Commerce et de Navigation signé en ce jour, le Tarif d'importation y annexé sera applicable à l'importation au Japon des articles produits ou manufacturés dans le territoire deet énumérés dans le dit Tarif, le tout en se conformant aux dispositions de l'Article.....du Traité detant que le dit Traité qui existe actuellement entre les Parties Contractantes restera

en vigueur, et aux dispositions de l'Article IV du Traité signé en ce jour après que le Traité du.....

.....aura pris fin. Mais aucune disposition de ce Protocole ou du Tarif y annexé n'aura pour effet de limiter le droit du Gouvernement Japonais de restreindre ou de prohiber l'importation des drogues, médecines, aliments et boissons altérés; des gravures, peintures, livres, cartes, gravures lithographiées ou autres, et photographies indécentes ou obscènes, ou tous autres articles indécents ou obscènes; des articles en violation des lois sur les patentes, les marques de fabrique ou la propriété littéraire du Japon; ou tout autre article qui, pour des raisons sanitaires ou en vue de la sécurité ou de la morale publiques, pourrait offrir des dangers.

Le Gouvernement Japonais se réserve le droit de convertir, de temps en temps, quand il le jugera nécessaire de le faire, soit avant, soit après l'entrée en vigueur du dit Tarif, les droits *ad valorem* spécifiés dans le dit Tarif en droits spécifiques équivalents, pourvu que chaque conversion n'entre en vigueur que six mois après qu'elle aura été publiée.

Le Gouvernement Japonais se réserve aussi le droit de réviser tous les deux ans les droits spécifiques ainsi convertis. Toutes ces révisions seront basées sur la différence de taux du change extérieur pendant les trois mois calendriers précédant immédiatement la première conversion des dits droits, et les trois mois calendriers qui précèdent immédiatement cette révision. Mais la dite revision n'entrera en vigueur qu'au moins six mois après qu'elle aura été publiée.

A l'égard des articles non énumérés dans le dit Tarif, le Tarif général en vigueur établi par la législation intérieure du Japon sera appliqué à partir de la même date, sous réserve des dispositions de l'article du Traité de..... et de l'article IV du Traité signé en ce jour respectivement, comme il a été dit plus haut.

A partir du jour où le Tarif susmentionné entrera en vigueur, le Tarif d'importation aujourd'hui en vigueur relativement aux articles et marchandises importés au Japon par les sujets ou citoyens..... cessera d'être obligatoire.

obligatoire.

En foi de quoi &c., &c., &c.

Fait à.....&c., &c.

四一六 明治三十七年七月二十六日

會聯駐佛公使ヨリ
陸奥外務大臣宛(來電)

佛國外務大臣ト開談ノ件

附屬書 佛國外務大臣應答要領

At our interview with French Minister for Foreign Affairs on the treaty revision he asks fifteen days to prepare to answer. He adds that, being himself too busy to (too,) and having no one in Paris to confide the charge, his intention has been to open negotiations at Tokyo and to give instructions to the French Minister in Japan on the subject. As to the Korean question he expressed earnest desire of French Government to see pacification.

Rec'd 28 July 1894. (Via Peters.) Sone

附屬書

明治二十七年八月九日附會聯公使來電

佛國外務大臣應答要領

陸奥外務大臣時代 對佛交渉 四一六

2° Le Gouvernement..... consent à ce que les divers quartiers étrangers soient complètement incorporés aux Communes Japonaises respectives à partir de la date où le Traité de Commerce et de Navigation signé ce jour entrera en vigueur. Quand cette incorporation sera effectuée, ces quartiers feront intégralement partie du système municipal du Japon; les Autorités Japonaises compétentes assumeront toutes les obligations et devoirs municipaux y relatifs, et les fonds et bien municipaux appartenant aux dits quartiers seront, en même temps, transférés aux dites Autorités Japonaises.

3° Les Plénipotentiaires soussignés ont convenu que ce Protocole sera soumis à l'approbation des deux Hautes Parties Contractantes en même temps que le Traité de Commerce et de Navigation signé en ce jour, et que, quand le dit Traité sera ratifié, les stipulations contenues dans ce Protocole seront également considérées, sans qu'il soit nécessaire d'une ratification formelle ultérieure.

Il est également convenu que ce Protocole prendra fin en même temps que le dit Traité cessera d'être

A. French Minister for Foreign Affairs gave me the following answer on the subject of treaty:

1. Disposed to open negotiations and to accept in principle the proposed basis.
2. Desirous however to see in the first place new treaty between England and Japan.
3. In case the negotiations opened in Paris Stenkiewicz will be commissioned probably.
4. In that case it will be necessary for him to consult previously French Minister in Japan who had been charged with the question.

Consequently can I show him secretly new treaty between England and Japan. That would be a means of resolving the question very soon. I think you will do well to explain to French Minister in Japan your desire to open negotiations in Paris.

Sone

Paris,	Aug.	9,	1894.
Petersburg,	"	10	"
Tokio,	"	11	"

四一七 明治三十七年八月六日 陸奥外務大臣ヨリ
會藏駐佛公使宛(往電)
佛國公使ト會談ノ件

No. 595. 6. I called French Minister from Nikko and had an interview, Aug. 16th, on treaty revision.

I told him of your telegram and asked him whether Paris or Tokyo is preferable to him as seat of negotiation.

He said that Paris better for Japan to open negotiations after war is over because if Japan came out victorious her augmented power would enable her to conclude treaty on more advantageous terms.

I said, his suggestion may be feasible if Japan is now taking a fresh initiative regarding treaty revision, but since it is a long pending question already communicated to French Government there would be no necessity to wait for the close of war.

He said, he would communicate his private opinion to French Government and asked if I had any objection.

I answered that I cannot agree with him, but I could not prevent him from doing so.

cepted its basis, question of compensation would not come up.

Thus you will see that French Minister may prove himself antagonistic to treaty revision. Remembering this, you are hereby instructed to exert yourself to smooth the way. Get copy of English treaty from Aoki. You may show it to French Minister for Foreign Affairs, but negotiations must be carried according to draft for France sent to you.

Aug. 16, 1894. Mutsu

四一八 明治三十七年八月二十九日 會藏駐佛公使ヨリ
陸奥外務大臣宛(來電)

會談遷延ノ件

D. French Minister for Foreign Affairs desired me to wait fifteen days to talk on the subject of Treaty Revision as he is making study on it.

Paris, Aug. 29, 1894. Sone

(再錄 一三六)

明治三十七年九月五日附在露西公使宛往電

陸奥外務大臣時代 對佛交涉 四一八 四一九

He is going to send a telegram as follows:

"Minister for Foreign Affairs has called me to discuss the question of revision of treaty which, he says, has been already signed with England and will be concluded soon with the United States. I expressed to him my opinion that under the existing circumstance it would be preferable that the negotiations be carried on in Paris.

Moreover, I think personally, that it would be better to wait until war between China and Japan is over."

French Minister displayed strong jealousy regarding attitude of England, and deprecated strict secrecy observed in regard to negotiations.

I told him, it would have been impossible for England to divulge the pending affairs.

French Minister asked me that, in return for many advantages to be secured by new treaty, what compensation Japan would give to France.

I told him that new treaty was drafted with a view to promote friendship and commerce for mutual advantages and, since French Government already ac-

譯語に出ノ件

To Nissi from Mutsu

(11) In French text of draft treaty in paragraph I, Article III strike out the words "terrains qui en dependent" and insert in their stead "edifices dependents" and in paragraph II strike out the words "et terrains" and insert "magasins et boutiques" instead. In case adoption of text of new English treaty is insisted upon, remember that word "premises" used in Article III of that treaty means edifices but not land and translate into French accordingly. Inform Japanese Ministers in Germany and France.

Sept. 5th 1894.

四一九 明治三十七年九月十一日 陸奥外務大臣ヨリ
會藏駐佛公使宛(往電)

草案に用ヒ置スル件

(12) Correct all drafts according to my telegram of September 5th. In case draft for France was already presented without those correction you will

六六九

take care in case French Government desire to adopt wording of Article III of English treaty that the word premises means edifices and not land and make translation accordingly.

(Via Peters.), Sent 11 Sept. 1894. Mutsu

四二〇 明治三十七年九月三日

曾禰駐佛公使宛ヨリ
陸奥外務大臣宛(來電)

佛政府ノ回答ニ關スル件

F. French Minister for Foreign Affairs said to me that Minister of Commerce whom he consulted with on the subject of treaty revision being on leave of absence he cannot answer me two or three weeks.

Paris, Sept. 13, 1894. Sone

四二一 明治三十七年九月十五日

曾禰駐佛公使ヨリ
陸奥外務大臣宛

條約草案提出ニ關スル件

第一六號

佛西葡各國ニ提出スヘキ新條約草案第三條第一節及第二節ニ於テ字句改削ノ件及ヒ若シ佛國政府ニ於テ日英條約ノ用

G. French Minister for Foreign Affairs ask me further delay to answer on the subject of treaty revision.

Paris, Oct. 9, 1894. Sone

四二三 明治三十七年十月十日

中野神奈川縣知事ヨリ
陸奥外務大臣宛

輸入品課税土地所有權問題ニ對スル

在留佛國人ノ意見ニ關スル件

甲第五六七號

左記ノ通相聞ヘ候ニ付此段及報告候也

明治二十七年十月十日

神奈川縣知事 中野健明

外務大臣子爵 陸奥宗光殿

佛國公使ハ今回條約改正ノ參考ニ供スル爲メ頃日(九月下旬日不)
詳)東京公使館ニ在留佛國商店會社等ノ重役及其他ノ重立者ヲ會シテ條約改正ニ對スル意見ヲ諮問ス其答議ノ概要左ノ如シト云フ

治外法權制度ノ箇條々々多少反對アリシモ佛國輸入品

陸奥外務大臣時代 對佛交涉 四二三 四二四

語ヲ襲用セント主張スル場合ニ於テハ其條約第三條ニ所謂 Premises トハ土地ノ意ニ非スシテ建設物ヲ意味スルヲ以テ其意ヲ體シテ佛譯スヘキ旨ノ御電訓¹致敬承候西葡政府ニ向テハ夫々訂正ヲ加ヘ候上一切ノ書類ヲ添ヘ何レモ本日發送致候將タ佛國政府ニ於テハ兼テ我ヨリ提出シ置タル條約大意²(七月十六日受ノ電訓)ニ關シ外務大臣ヨリ商務大臣ニ諮詢中ノ處會々同大臣賜暇他行中ニ付何分ノ返答尙二三週間猶豫アリ度旨申出候事ハ去十三日(九月)付ノ電報³ニ於テ御承知相成候儀ト存候右ノ場合故佛國政府ニ對シテハ條約草案今以テ提出ノ運ニ至ラス候

右雜件申進候 敬具

明治二十七年九月十五日

在佛特命全權公使 曾禰荒助

外務大臣 陸奥宗光殿

註 123 夫々四一九、四一四、四二〇文書

四二二 明治三十七年十月九日

曾禰駐佛公使ヨリ
陸奥外務大臣宛(來電)

佛政府ノ回答ニ關スル件

ニ科税スル件ニ關シテハ殆ント異議ナカリシ云々
日英新條約ニ於テ英國臣民ニ土地所有權ヲ與ヘサリシコトナルカ此點ニ付テハ一致シテ反對セリ其理由ハ日本國人佛國內ニ於テ土地所有權ヲ有スル以上ハ佛國人モ亦日本國內ニ於テ宜シク土地所有權ヲ有スヘキハ當然ナリト云フニ在リ云々

佛國公使ハ既ニ此答議ヲ本國政府ヘ報告セリト云フ

四二四 明治三十七年十月十一日

曾禰駐佛公使ヨリ
陸奥外務大臣宛

佛國側ノ回答振報告ノ件

附屬書 二十七年九月二十九日附佛外務大臣來翰

第十九號

十一月二十六日到

日佛條約改正提議ノ件ニ付過日當國外務大臣「アノトウ」氏口答ノ大意ハ先月十三日T號電信¹及同十五日第十六號郵信²ヲ以テ申進候通ニ有之其後本官ハ爲念書面ヲ可成至急得確答(度)旨申入候處先月二十九日別紙寫ノ通答翰到來右條約草案中ニハ帝國内ニ住スル佛國人民ノ身命財產及ヒ輸

入物品課税ニ關シテ重大ナル改革相見候ニ付右草案寫ヲ商務大臣ニ示シテ其意見ヲ詢ヒ同時ニ在東京佛國公使ヘモ右草案寫ヲ送り自ラ充分ニ研究センコトヲ訓令シタルニ該兩官ノ回答ニ接シタル上ニテ直ニ佛國政府ノ見込ヲ通知スヘキ旨回答申來候猶外務大臣ヨリ私交上ノ談話トシテ過日本官ニ告クル所ニヨレハ佛國政府ハ領事裁判權撤去其他帝國政府ヨリ提議ノ條件ニ對シテハ大體異議ナシト雖モ只關稅率ニ關シテ特ニ鄭重ヲ加ヘ充分ノ調査ヲ遂ケタル上ニテ開談ヲ要スルヲ以テ「アルマン」(Harmand)氏ヨリ實際上ノ報告ヲ得タル上ニテ本省商務局長「ボンパル」(Bompard)氏ヘ詳細ノ訓令ヲ與ヘ多分同官ヲシテ談判ノ任ニ當ラシムル積ナリト談話有之候(中略)

右申進候 敬具

在佛特命全權公使 曾 禰 荒 助印

明治二十七年十月十一日

外務大臣 陸 奥 宗 光殿

追テ本件ニ關スル電信文寫ニ通相添候右申添候也

註 1 及 2 四二〇及四二二文書

Agreez etc. etc. (Signe) G. Hanotoux

四二五 明治二十七年十月二十日

曾禰駐佛公使ヨリ
陸奥外務大臣宛(來電)

佛政府ヨリ回答ノ件

H. French Minister for Foreign Affairs officially wrote me that he has appointed French Director of Commercial Affairs and Sienkiewicz Commissioners for negotiation about treaty revision in Paris.

Paris, Oct. 20, 1894. Some

四二六 明治二十七年十月二十日

陸奥外務大臣ヨリ
曾禰駐佛公使宛

約定税目案編成理由説明ノ件

送三十六號 條約改正ニ關スル件(第七)
八月三十日附貴信ヲ以テ我約定税目案ニ所掲ノ物品ハ悉皆其税金五萬圓以上ニ涉ルモノニ有之候哉否御來問有之候ニ付茲ニ右約定税目案編製ノ理由ヲ左ニ説明致候
今同帝國政府ノ條約改正ニ關スル提議タルヤ連合談判ノ方

陸奥外務大臣時代 對佛交涉 四二五 四二六

附屬書 二十七年九月二十九日附佛國外務大臣來翰

Paris 29 Septembre 1894.

Monsieur le Ministre,

Par votre communication en date du 21 Septembre, vous voulez bien rappeler à mon attention, le projet de traité que vous m'avez précisément adressé au nom du Gouvernement Japonais, en me demandant une prochaine réponse.

En raison de l'importance considérable des innovations contenues dans ce projet en ce qui concerne tant l'état des personnes et des biens de nos nationaux dans l'Empire du Levant que de la quotité des droits à acquitter par nos produits à l'entrée de Son territoire, j'ai dû, en même temps que j'en envoyais copie, pour avis, à mon collègue M. le Ministre du Commerce, transmettre ce document à notre Ministre à Tokyo, qu'il en fasse personnellement une étude approfondie. J'attends la réponse à cette double communication, et aussitôt que je l'aurai reçue, je ne manquerai pas de vous faire connaître les sentiments du Gouvernement à l'égard du projet de convention dont vous avez bien voulu me saisir.

法ニ因ラス又各締盟國ヲ通シテ劃一ノ條約ヲ締結スル方案ニモ無之以上ハ最早日本トノ貿易僅少ナルカ又ハ全ク皆無ナル諸國ニ向テ從來談判ノ基礎トナリタル殆ト五百餘種ノ品目ヲ掲クル約定税目ヲ締結スルノ理由無之ハ言ヲ待タスシテ明ラカナリ是ヲ以テ帝國政府ハ日本トノ貿易上税目ノ約定ヲ要スルニ足ルヘキ輸入價格ヲ有スル國々ニ限リ各別ニ約定税目ヲ締結スルコトトナシ而シテ約定税目ニ掲クル物品ハ其性質上若クハ重要ノ輸入品トシテ特別ノ詮議ヲ要スルモノニ限ルコトトナセリ

千八百九十二年間諸條約國(支那朝鮮ヲ除ク)ヨリノ輸入總額ハ左ノ如シ

五千四百八十九萬七千三百十三圓

其内英、獨、米、佛ノ四ヶ國ヨリノ輸入價格ハ即チ左ノ如シ

五千百七十二萬四千二百二圓

其殘額三百十七萬三千百十一圓ハ他ノ締盟國十二ヶ國ヨリノ輸入價格ナリ

右ノ計算ニ依ルトキハ歐米各締盟國及其所屬地ヨリ日本ヘノ輸入價格ノ十分ノ九ハ英、獨、米、佛ノ四ヶ國ニ屬セリ

而シテ爾餘ノ各國ヨリノ輸入ハ千八百九十二年間ニ於テハ
孰レモ其總額百萬圓ニ達セザリシナリ

前述ノ如キ次第ナルヲ以テ帝國政府ハ英、獨、米、佛、ノ
四ヶ國ニ限り約定税目案ヲ提出スルコトナセリ而シテ此
等約定税目ニ掲定スル所ノ稅率ハ新條約中ニ有ル所ノ最惠
國待遇條款及均一待遇條款ノ効力ニ依テ各互ニ相ヒ均霑ス
ルコトヲ得約定税目ヲ締結セサル各國ニ於テモ亦均シク之
ニ依テ其利益ニ霑フコトヲ得ヘシ

將又約定税目ニ掲クヘキ輸入品ノ種類ノ撰定ニ至テハ帝國
政府ハ實際上ノ關係如何ニ考察ヲ加ヘタリ即チ第一、千八
百九十年乃至九十二年ニ於ケル一ヶ年ノ平均輸入價格五萬
圓ニ達セサル物品ハ税目ニ掲定セサルコトトシ且ツ爾餘ノ
物品モ亦其性質上約定税目ヲ以テ之ヲ保護スルニ足ラス又
ハ保護ヲ要セスト認メタルモノハ之ヲ掲定セサルコトトナ
セリ第一種類即チ日本カ他ノ諸國ト均ク其課稅ニ關シ自由
ノ措施ヲ爲シ得ヘキ種類ニ屬スル物品ハ左ノ如シ

各種ノ酒類

烟草

砂糖 (但シ此內精糖ハ英國政府ニ於テ達テ約定税目

中ニ掲定スルコトヲ主張シタルヲ以テ帝國政府
ハ其請求ヲ納レ新訂約定税目中ニ掲定セリ)

又左記ノ物品ハ其輸入價格前記ノ標準額ハ超過スト雖トモ
其性質上多額ノ關稅ヲ課セラル、ノ虞ナキモノナルヲ以テ
之ヲ約定税目中ニ掲定セス

- 一、兵器類
- 二、鐵道客車
- 三、汽關車
- 四、船舶
- 五、藥材、製藥、化學用品
- 六、機械類
- 七、綿花、羊毛、苧麻類
- 八、石炭
- 九、茶鉛

右ノ内第一目ハ官用ニ供スル爲メニ輸入シ第二及第三目ハ
政府又ハ政府ノ補助ヲ受クル會社ノ爲メニ輸入シ第四目即
チ船舶ノ輸入モ亦政府ノ獎勵スル所ナリ第五目ハ多額ノ關
稅ヲ課セラルルカ如キ性質ノモノニ非ラス第六及第七目ハ
之ニ過度ノ重稅ヲ課スルトキハ日本ノ製造業ヲ萎縮セシム
ルニ至ルヘシ第八目ハ殆ト皆外國航行汽船ノ消費スル所
ニシテ實際通過品トシテ輸入スルニ過キス第九目ハ專ラ日
本輸出製茶ノ荷造ニ用ユルモノナリ此等ノ理由アルヲ以テ
帝國政府ハ前記ノ物品ヲ約定税目ニ掲定セサルコトトナセ

附屬書 明治二十七年十二月十九日附佛外務大臣來翰

第二十二號

十二月二十四日到

日佛條約改正提議ニ關スル佛國政府回答ノ件ニ付前月十二
日機密第十九號ヲ以テ申進候處同月二十日更ニ外務大臣ヨ
リ公文ニ接シ共和國政府ハ帝國政府ノ見込ニ基キ新條約ノ
開談ヲ諸シ該談判ヲ巴里ニ開ク爲メ外務省通商局長全權公
使ボンペル (Bampard) 及ヒ全權公使シヤンキビツチ
(Sienkiewicz) 兩官ヲ委員ニ指命シタル旨通知有之候尤
其趣ハ同日直ニ電信ヲ以テ及具申候得共今便爲念別紙來翰
寫及御送附候且ツ「シヤンキビツチ」公使目下任所「グニ
ュープ」地方ヘ出張中ニ付本月末若クハ十二月初ニ非サ
レハ開談ノ都合ニ立至兼候

明治二十七年十一月九日

在佛特命全權公使 會 禰 荒 助

外務大臣子爵 陸 奥 宗 光 殿

註 1 及 2 四二四及四二五

附屬書

明治二十七年十月十九日附佛國外務大臣來翰

佛國側談判委員任命ノ件

四二七 明治三十七年十一月九日

會禰駐佛公使ヨリ
陸奥外務大臣宛

陸奥外務大臣時代 對佛交涉 四二七

リ

油槽、包席、生皮及豆類ハ其輸入價格前記ノ標準額ヲ超過
スレトモ此等ハ約定税目ニ關係ナキ國々ヨリ輸入スルモノ
ナレハ之ヲ省ケリ

前述ノ如前記四ヶ國ニ對スル約定税目ニ編入スルコトニ決
シタル品目ハ千八百九十二年ノ輸入總額八百七十二萬八
千五百八十一圓ノ内三千五百六十四萬九千五百八十六圓ニ
當ル價格ヲ表シ即チ最惠國待遇ヲ享受スヘキ諸國ヨリノ全
輸入價格ノ三分ノ二ニ當レリ是レ我提案ノ寛大ナルコトヲ
證スルニ足レリ

以上ハ實際談判ノ場合ニ當リ必要ノ節御開陳可被成候
右申進候 敬具

明治二十七年十月二十二日

註 明治二十七年八月三十日附機密第十三號會禰公使來

信ハ之ヲ省略ス

Monsieur le Ministre,
Paris le 19 Octobre 1894.

Par une lettre en date du 21 Septembre dernier, vous avez bien voulu me confirmer le désir exprimé par votre Gouvernement que les négociations relatives à un nouveau traité de commerce entre le Japon et la France aient lieu à Paris.

Pour faire suite à ma communication du 29 du même mois, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement de la République est disposé à entrer à ce sujet dans les vues du Gouvernement Impérial, et qu'il a désigné, pour suivre la négociation à Paris, Mr. Bompard, Ministre Plénipotentiaire, Directeur des Consuls et des Affaires Commerciales, conjointement avec M. Sienkewicz, Ministre Plénipotentiaire.

Je vous serais donc très obligé, si vous vouliez bien vous mettre en relations avec les deux commissaires français au Ministère des Affaires Etrangères.

Veillez agréer etc. etc.
(Sig.) G. Hanotaux

四二九 明治三十七年十二月十一日 曾爾駐佛公使ヨリ
陸奥外務大臣宛(來電)

佛國側ノ修訂案ニ關スル件

K. French Government proposes to add to new treaty the following article:

"All articles of the treaty and arrangements concluded previously between France and Japan and which are not annulled nor modified by the present treaty remain in full and entire vigour" and adds that otherwise she will be obliged to propose to insert all articles of the treaty and arrangements in question for example Article I of the existing treaty customs experts and so forth; as to the property of land French Government says that she perfectly understands the situation of Japanese Government on the question but she demands that Japanese Government also, taking into consideration the situation of French Government, will accord to express at least in the protocol her wishes to grant this right to foreigners as soon as possible; as to the tariff for wine and champagne French Government insists strongly.

Paris, Dec. 11, 1894. Some

四二八 明治三十七年十二月八日 曾爾駐佛公使ヨリ
陸奥外務大臣宛(來電)

佛國側ノ稅目修訂案ニ關スル件

I. At the meeting of the commissioners for the revision of Treaty held here to-day, for the first time, French Government demand the following reduction in the proposed tariff: the Extract of logwood 8 instead of 10, silk satin and silk and cotton mixtures 10, watches of all kinds 10, mousseline de laine 5.

French Government propose to add to tariff the following articles: Wine, common soap, saffron, Printing-Machine, Barometer, Telescope, corks, 5; Candle and wax candle, scientific instruments for designs, chlorate of potash, medicament and pharmaceutical products not denominated, mirror, ordinary glass, glass works, crystal, button, flannel, 8; champagne, arms and munitions, glass (opera) perfumery clothing not denominated except hat, other glass works, 10; spirits, jewelry 15; some other amendments on the text of treaty will be proposed 11th December. Wait for telegraphic instructions.

Paris, Dec. 8, 1894. Some

四三〇 明治三十七年十二月十六日 曾爾駐佛公使ヨリ
陸奥外務大臣宛(來電)

修訂上ノ問題ニ關シテ請訓ノ件

M. I have received a part of the amendments of French Government, the remaining part will be received in a few days. The wording of the proposed treaty appearing to the French Government unsatisfactory as pure French, French Government in his amendments change considerably turn of phrases of the proposed treaty without changing sense of it. May I ask to authorize me to accept the amendments so far as original sense remains unchanged without telegraphing you word by word? Answer by telegraph as soon as possible. Some

Received via Petersburg, Dec. 16 1894.

四三一 明治三十七年十二月十八日 陸奥外務大臣ヨリ
曾爾駐佛公使宛(往電)

佛修訂案關係カニ關スル件

No. 1152. (20) Since great importance is attached to the wording of treaty every modification in English, American, Italian and other treaties have been

reported by telegraph word by word, and if French amendments are not too voluminous telegraph them immediately but if you think sending them by mail would not much interfere with early conclusion of negotiations you may send them by earliest mail to which I will answer by telegraph.

Sent, Dec. 17, 1894. Mutsu

四三三 明治二十七年十二月八日 陸奥外務大臣ヨリ
會藏駐佛公使宛(注電)

佛國側ノ稅面修訂ニ付訓令ノ件

No. 1154. (21) The Japanese Government are anxious to adhere to the principles upon which their present tariff proposals rest as explained in my despatch No. 36 of Oct. 22, 1894, since they think those principles are equitable and not unfavorable to French interests. If new tariffs upon basis of present proposals had been in operation during 1893, over 72 per cent of French imports would have been subject to Conventional rates against less than 65 per cent of British and 63 per cent of German imports. The

U. S. have waived conventional tariff but Japan's original proposals to that Powers contemplated bringing less than 58 per cent of American imports under conventional tariff. Adhesion to principles referred to would exclude from Conventional tariff, on the ground of quantity, all articles which French Government ask (to be,) brought under Conventional tariff except arms and munitions, chlorate of potash and wine. These three items, however, would be excluded on account of quality and use, Arms and munitions, being imported by or on account of the Government, do not require any protection against high duties any more than vessels of war. Chlorate of potash is used in manufacture of munitions of war and articles which are extensively exported. It consequently requires no protection and may be classed with raw cotton. Wine is a luxury and would naturally come under Statutory tariff equally with all other similar articles. The acceptance of French demands would be virtual abandonment of idea of Statutory tariff, because if Japan should in favor of France, disregard the basis

upon which her tariff proposals rest, she could not consistently refuse similar concessions to other Powers. Under these circumstances Japanese Government confidently hope French Government will not insist upon extension of list of articles appearing in conventional tariff. Regarding the demand for reductions in the proposed conventional rates of duty the Japanese Government cannot, except in case of gold or platina watches, make any concession without suffering consequences for beyond the limits of the demand itself. Japan in her tariff negotiations with each Power is compelled to keep constantly in mind her negotiations with all the Treaty Powers. If for instance she grants a reduction of duty on extract of logwood she must anticipate a similar demand in respect of the more important item of aniline dyes. All the tissues, in respect of which France asks a reduction of duty, appear in the Anglo-Japanese tariff. If Japan should grant the concession demanded, she could not refuse similar demands from other Powers, in respect of all other tissues. Besides, the rates proposed by Japan are those which were ac-

cepted by all the Powers at the time of the two Treaty Revision conferences. Again, the one item Mousseline de lain, in which France is especially interested, now pays duty under the existing tariff at the rate of about 6½ per cent, Japan might perhaps make some concessions on gold and platina watches without inviting similar demands from other Powers but a reduction of 50 per cent seems excessive. The tariff proposals put forward by Japan embody the rates which she is prepared to accept without asking any reciprocal tariff concession except the application of the most favored nation principle. If Japan is called upon to make other concessions which would inevitably prove far-reaching in their effect, it would not be unreasonable for her to ask in return for some direct and special tariff concessions in favor of her staple articles of export. Present these considerations to French Government in the most effective manner and urge them to forgo their demands regarding tariff. Reply to your telegram K will be sent shortly.

December 18, 1894. Mutsu

四三三 明治三十二年十月三十一日 會藏駐佛公使ヨシノ
陸奥外務大臣宛(來電)

佛國側ノ修田申報ノ件

To Mutsu From Sone

M. I have received the following French amendments:

Article I.

There shall be reciprocally full and entire liberty of commerce and navigation between the States and possessions of the two High Contracting Parties.

French in Japan and Japanese in France shall enjoy the most complete and constant protection for their persons and property.

They may in all the extent of the reciprocal States and possessions travel, reside, apply themselves (se livrer) to the industry, commerce and agriculture; possesses all movable goods, values and effects of whatever nature they may be; acquire, possess, transfer by succession, by will, donation or by all other manners whatsoever of property of all sorts. They shall enjoy to this effect the same privileges, liberties and rights as the nationaux or the ressortis-

possess churches and devote themselves (se livrer) to the public and private exercise of their worship; and also under the same conditions the right of burying their respective countrymen according to their religious customs in the cemeteries conveniently situated which will be established in case where they will not exist (il n'en existerait point) and maintained for that purpose.

Article III.

French in Japan and Japanese in France shall not be compelled under any pretext whatsoever to bear the charges or to pay taxes, imposts, contributions or licenses under whatsoever denominations other or higher than those which are or will be levied upon the nationaux or the subjects or citizens of the most favored nation.

They shall be exempted from all compulsory services whatever whether in the army, marine (dans les armées de terre ou de mer) national guard or national militia. They shall be exempted from all contributions imposed in lieu of personal service, from all forced loans and from all other extraor-

sants of the most favored nation without being subject to pay the imposts or duties (droits) other or higher than those which would (seraient) imposed upon the nationaux themselves.

They shall have free and easy access (instead of of access free and easy) to (au près des) tribunals of justice for claiming as well as for defending their rights in all instances and in all degrees of jurisdiction established by the law. They shall be free (seront libre) to choose and employ under all the circumstances the legists, lawyers, advocates and agents of all classes whom they will judge proper and shall enjoy in this respect the same rights and privileges as those which will be granted to the nationaux.

Article II.

The subjects of each of the two High Contracting Parties shall enjoy in all the extent of the States and possessions of the other contracting party the most perfect liberty of conscience and may, subject to the laws, ordinances and regulations of the country,

dinary contributions of what nature soever.

Article IV.

The subjects or citizens of the High Contracting Parties may in any part of the States and possessions of the other contracting party exercise all sorts of industry or of metier, make(?) commerce by wholesale as well as by retail in all products, objects fabricated or manufactured, and of all articles of lawful commerce either in person or by agents (agents instead of representants) singly or in entering into commercial association with the foreigners or the nationaux; then may there own, hire and occupy houses, warehouses and shops which may be necessary to them; lease land (terres instead of terrains), take it in long lease or emphyteutic lease for the purpose of residing there, of there making commerce or of applying themselves to industry and agriculture subject, as the nationaux themselves and ressortissants of the most favored nation, to the laws and regulations of police and of customs of the respective country.

Article V.

French in Japan and Japanese in France shall have full liberty of entering with their ships and cargoes into all ports inouillages and rivers of their respective territories which are or may be opened to foreign commerce and shall enjoy respectively in matters of commerce and navigation the same treatment as the nationaux and the ressortissants of the most favored nation without having to pay any imposts, taxes or duties of what nature soever or of whatever denominations levied in the name of or for the profit of the Government, public functionaries, private individuals of (de instead of des) corporations or establishments of any kind other or higher than those imposed upon the nationaux or the ressortissants of the most favored nation subject respectively to the laws, ordinances and regulations of each of the two countries.

Article VI.

The dwellings, industrial or agricultural establishments, warehouses and shops of the subjects or citizens of each of the High Contracting Parties situated in the States and possessions of the other contracting

party as well as all the (dependences), serving to dwelling or used for commerce, industry and agriculture *of* (?) the said establishments, dwellings, warehouses and shops shall be respected.

It shall not be (point instead of pas) allowable to proceed there to make a search or a domiciliary visit or (non plus instead of ou bien) to examine or inspect the books, papers or accounts except under the conditions and with the forms prescribed by the laws, ordinances and regulations for the nationaux.

May I ask you to reconsider my demand in my telegram M. Identity of sense can be declared in the verbal process.

(Rec'd Dec. 24, 1894)

N. Art. VII of French amendments is Art. IV of the proposed draft of treaty of which second sentence beginning with "De même" is omitted; only there are some changes in wording.

Art. VIII is Art. V of the proposed draft of treaty, the latter part beginning with "de même" *is* being?) omitted; some changes in wording.

Art. IX is Art. VI of the proposed draft of treaty

with some changes in wording and following paragraph is added: "the merchandises of all nature of the origin of one of the two countries and imported in the other shall not be subject to the duties of exercise city-toll or of consumption levied for the account of the State or communes superior to those which 'grèvent' or 'grèveraient' similar merchandise of national production."

Art. X is Art. VII of the proposed draft of treaty with some changes in wording.

Art. XI is Art. VIII of the proposed draft of treaty, the phrase "or on the vessels of the most favored nation" (being?) added after "national vessels in general."

Art. XII is Art. IX of the proposed draft of treaty; some changes in wording.

Art. XIII is Art. X of the proposed draft of treaty; in second paragraph phrase "where foreign trade is permitted" is omitted and the last paragraph of Art. XI of Anglo-Japanese treaty brought in here as the third paragraph.

Art. XIV is Art. XI of the proposed draft of treaty;

in the first paragraph "man of war" is omitted, in the second paragraph two words "without delay" are added after "inform", third and fourth paragraph no change, in fifth changes in wording, in sixth words between "in case of" and "not present" are omitted, the last sentence "The same rule and so forth", is omitted.

Art. XV. The ships of war of one of the two Powers may enter, stay and repair in the ports of the other Power access to which is permitted to the most favored nation; they shall be there submitted to the same rule and shall there enjoy the same honours, advantages, privileges, and exemptions granted to the latter.

Art. XVI. The packet ships charged with postal service and belonging to the companies subsidized by one of the two contracting States shall not be in the ports of the other State turned away from (their destination) nor be subject to attachment, embargo or arrêt de Prince.

Art. XVII. is Art. XII of the proposed draft of treaty; change in wording.

Art. XVIII is Art. XIII of the proposed draft of treaty; in the first paragraph active form is changed into passive, in the second no change.

Art. XIX is Art. XIV of the proposed draft of treaty; words "industry, agriculture and right of property" are added after "navigation" in the two places.

Art. XX is Art. XV of the proposed draft of treaty; in the first paragraph the clause beginning with "except" changed as follows: "but these agents shall enter into functions and enjoy the rights, privileges and immunities only after having obtained the authorization of the territorial Government. Regarding the residence of these agents the two Governments shall not respectively put any restrictions which are not common in their countries to all nations." Second paragraph of the proposed draft of treaty is omitted, third paragraph is second of French amendments.

Art. XXI is Art. XVI of the proposed draft of treaty; change in wording.

Art. XXII is Art. XVIII of the Anglo-Japanese

Government entertain contrary opinion and will specify the arrangements which they think ought to be maintained, the Japanese Government will consider the question.

Your reference to Customs exports is not fully understood.

Regarding the ownership of land, the Japanese Government regret that they find themselves unable to meet the wishes of the French Government. The withholding at the time, of the right to own land is not dictated by spirit of illiberality but, under existing circumstances, it seems to the Japanese Government to be a reasonable and necessary precaution. Consequently, whenever the Japanese Government are satisfied that the right can safely be granted the will spontaneously take steps in that direction but, as they must alone determine when that time arrives, they think their liberty of action should remain unimpaired. The Japanese Government would not wish to make any direct conventional engagement on the subject and they are equally unwilling to make declarations which would have the appearance of

treaty.

Art. XXIII. The articles of the present treaty shall be applicable to Algeria.

Art. XXIV, article mentioned in my telegram K.

Art. XXV is Art. XVIII of the proposed draft of treaty; change in wording.

Art. XXVI is Art. XIX of the proposed draft of treaty; word "territory" in all cases is changed into "States and possessions" in French amendments sent by mail.

(Rec'd Dec. 24, 1894)

四三四 明治廿七年十二月廿四日

陸奥外務大臣
御藏印公使宛(世爵)

韓國國へ送附條約改正案

No. 1175. (22) Article proposed by French Government, as reported in your telegram K, is irreconcilable with article XVII of our proposals. The Japanese Government think that all existing rights, which are consistent with present revision scheme and which it is desirable to maintain, will be continued under the new treaty. If, however, the French

pledges regarding future legislation. Consequently, Japanese Government hope that French Government will not insist upon their demand.

No. 1176. (23) Your telegram N shows that French amendments have produced not only many transpositions of sentences and phrases but also some important changes in sense as well as introduction of new items not found in original draft. The original draft being adopted by Cabinet decision and it being impossible to reduce your telegram N into exact French text, I myself find it impossible to pass judgement on French amendments but since telegraphing whole French text by spelling code is almost impossible and unsafe owing to liability of mistakes in transmission, not to say of its enormous cost, I wish you will send French amendments by earliest mail.

Sent, Dec. 27, 1894. Mutsu

譯 四號電信へ前出四二六

又號電信へ四三三後付ナマリを參照

四三五 明治三十七年十二月十三日 會藏駐佛公使ヨリ
陸奥外務大臣宛(來電)

税關ニ對スル佛國側ノ意向情報ノ件

O. I have already explained to French Government the principles exposed in your despatch 36 but French Government insist that entry of wine and champagne to the list of conventional tariff is for France most important condition. I have demanded to reconsider the gestion but as to the two articles French Government seem unchangeable.

Rec'd Dec. 23, 1894 (via Petersburg), Sone

譯 your despatch 36 ヲ前出四二六明治三十七年十月二十一日附機密送第三十六號會藏公使宛往信ヨリ

四三六 明治三十八年一月二日 會藏駐佛公使ヨリ
陸奥外務大臣宛(來電)

輸入品評價問題ニ關スル件

Q. French Government, desiring to insert in new treaty a clause concerning exports for the conflicts between the Japanese Custom House authorities and French merchants upon the valuation of

merchandise, ask me how Japanese Government intend to solve these conflicts. French Government appear to be afraid that these conflicts will be brought before tribunal.

Rec'd Jan. 2, 1895. (via Petersburg), Sone

四三十七 明治三十八年一月六日 會藏駐佛公使ヨリ
陸奥外務大臣宛(來電)

約定税關問題ニ關シテ之

R. On the subject of the new tariff, I have had occasion of talking unofficially with French Director of Commercial Affairs as to the wine. It is impossible to make (them?) withdraw their demand as I have telegraphed to you. I think the matter can be settled on the following terms:

Japanese Government admit to put wine and other articles which have no need of protection, for example, arms, munitions of war, chlorate of potash, printing machines and instruments to the list of conventional tariff and French Government consent to other Japanese proposals.

May I ask to telegraph me for my personal infor-

mation the definitive attitude of the Japanese Government on the subject?

(Via Petersburg) Rec'd Jan. 6, 1895. Sone

譯 本件ニ關シテ前出四三六明治三十八年一月二日東京會藏公使來電ノ號參照

四三八 明治三十八年一月十一日 陸奥外務大臣ヨリ
會藏駐佛公使宛(往電)

約定税關及評價問題ニ關シテ之

No. 11, (25). Although the introduction of wine and champagne into conventional tariff would not be directly of much importance to Japan, nevertheless indirectly the consequences would be far-reaching and very serious. Owing to the war Japan will probably be compelled shortly to seek new sources of revenue. One of those sources will no doubt be augmentation of internal taxes on *sake* and tobacco. Beer has proved to be the natural and infact the only substitute for *sake*. In order therefore to make an additional tax on *sake* effective, it will probably be necessary to increase the customs duties on im-

ported beer. If Japan should, after making tariff proposals which cannot be regarded as unfavorable to France, consent to include champagne and wine in conventional tariff, she could not refuse similar demands on behalf of beer and tobacco and thus her power of internal taxation would be affected to a much larger extent than is represented by the total value of champagne and wine imported. I trust the French Government will reconsider their demand.

In reply to your telegram Q, the Japanese Government can not give any pledge regarding future legislation but I have no doubt when the proper moment arrives to makes a change in the existing system of customs appraisalment. The Japanese Government will adopt a reasonable and practicable (practical?) system,

In reply to your telegram R, the Japanese Government are not prepared to compromise the question of an extention of conventional tariff until every effort has been exhausted to induce French Government withdraw their demands. I consequently hope you will continue your efforts in that direction.

Sent (via Petersburg), Jan. 11, 1895. Mutsu

四三九 明治三十八年一月三十一日 會藏駐佛公使ヨリ
陸奥外務大臣宛(來電)

佛國側ノ修正條款ニ關スル件

To Mutsu from Some (Via Peters.)

T. On the subject of tariff, in spite of explanations and observations furnished upon that principles of basis of proposed tariff, French Government refuse adhesion stating that some articles, importation of which had not amounted to 50,000 yen, may become important in future and insist upon adding to the list of tariff articles mentioned in my telegram I, except butter, chlorate of potash, clothing not denominated except hat, olive oil, cork, medicament and pharmaceutical products not denominated, mirrors, ordinary glass, glass works, crystal, other glass works, button, flannel. As for the extract of logwood and woolen tissues, they accept proposed rate whilst insisting upon a reduction of duty on mousseline de laine to five per cents and watches of all kinds ten

tion of property of land I think there no better means than to grant this right. French Government do not accept clauses of prohibition of merchandise of Art. IV and Art. V of our draft of treaty unless Japanese Government denominate certain merchandise which might be subjected to such prohibition, otherwise they say such clauses might cause danger and inconveniences. French Government criticize similar clauses of Anglo-Italian treaty (of) 1883 as dead letter. French Government consent to restore clauses of sanitary and other prohibitions etc. in Art. IV.

(Rec'd Jan. 23, 1895)

四四〇 明治三十八年一月三十一日 陸奥外務大臣ヨリ
會藏駐佛公使宛(往電)

交渉方法ニ付訓令ノ件

(26) It is evident French Government do not yet fully appreciate far-reaching nature of their demands or serious consequences to Japan of acceptance of even portion of those demands, besides, present procedure by which amendments are proposed separately

per cents. As for arms, munitions and spirits, French Government will submit to re-examination of the competent authority. I think it will not be possible to arrive at (an) understanding without making certain exceptions to the principles of proposed tariff. As to the question concerning Art. 1 of the existing treaty, French Government insist no longer after several objections have been raised. As for the system of solution of conflicts upon Custom-House valuation, French Government support absolute necessity of regulating in the protocol.

(Rec'd, Jan. 22, 1895)

U. On the subject of property of land, in spite of my assiduous persistence, French Government do not appear inclined to accept our argument unless Japanese Government admit emphyteutic lease, that is to say, of 99 years appeared in Art. IV of the counter-project because they say if Japanese Government do not admit both property of land and this lease, liberty of industry, could not exist effectively. A grant of emphyteutic lease would have certain inconveniences for the future legislation but to get rid of the ques-

is unsatisfactory and disadvantageous to Japan. The Japanese Government cannot safely commit themselves to any concessions until they know all demands. Under these circumstances and in view of probable early change in French Cabinet it is deemed best not to press negotiations with France. The Japanese Government do not wish to break off negotiations but they think that if negotiations can be prolonged time will work to advantage of Japan since delay will enable the Japanese Government to ascertain all French demands before replying to any of them while additional treaties which may in (the) meantime be concluded will probably exercise favorable influence. You can give as reason for delay necessity of using mails to and from Japan in view of extensive nature of demands, but you should endeavor to induce French Government to formulate all amendments as soon as possible. Reply by memorandum will be made after all demands are received.

Sent, Jan. 31, 1895. Mutsu

四四一 明治三十七年十二月六日

曾爾駐佛公使ヨリ
陸奥外務大臣宛

佛國側ノ條約修正案申報及第一回談判狀況

報告ノ件

附屬書一 税目ニ關スル佛國側ノ修正案

二 條約ニ關スル佛國側ノ修正案

三 同右

第二十六號

二十八年一月二十二日到

日佛條約改正ニ關シテハ先般申進候補委員ノ一人ナル「シヤンキビツチ」氏任所出張ノ爲メ凡ソ一ヶ月延引相成居候處過日同氏歸國ニ付直ニ開談ヲ促シ本月八日外務省通商局長ボンパール氏及ヒ「シヤンキビツチ」氏ト本官トノ間ニ第一回ノ談判ヲ外務省ニ相開申候元東京在勤大使館書記官カズナブ氏加藤公使館書記官ノ兩名ヲ書記ニ指名シ談判ノ顛末ヲ逐時ニ筆記セシメ議事録調製可致ニ付右印刷出來ノ都度御送附可致候得共茲ニ當日談判ノ大意申進候同日通商局長ハ先ツ日本政府提出草案ノ大體ニ對シテハ佛國政府ニ於テ異議ナキ旨ヲ述ヘ且ツ曰ク

該草案中條目ニ至テハ多少ノ修正案アレトモ是ハ逐條談判ノ時ニ至テ提起スヘシ第一佛國政府力最モ重キヲ

且滿期ノ曉ニ至リ兩國交際ノ位置特ニ日本ニ住スル佛國人民ノ位置 (situation) ハ如何ナルヘキヤ此點太タ懸念スヘキモノアリ第一新條約ハ全ク通商航海ニ限リ一言モ修好ノ文字ナシ修好ノ常例ナル現行條約第一條ノ如キハ無効ニ歸スヘキヲ以テ更ニ其場合ヲ考慮セサルヲ得ス若シ現行條約中該條ノ如キハ永遠ニ存在スルモノトスレハ條約文面ニ此事ヲ明記スルヲ要ス若又草案第十七條ニ明記セル如ク條約執行ノ日ヨリ從來ノ諸約束ハ皆ナ其効ヲ失フトスレハ修好ニ關スル條規ハ勿論之ヲ第一條ニ復活セシメサルヘカラス且ツ稅關ニテ價格ノ選定ニ異議ヲ生シタルトキ之ヲ決定スルニ必要ナル鑒定人ノ件ヲ條約中ニ明記スルコトヲ要ス其他在來ノ約束ニシテ新條約ニ規定ナキモノハ調査ノ上一々之ヲ條約本文若クハ議定書中ニ掲載セサルヘカラス因テ本官ハ現行條約中修好ニ關スルモノ、如キハ新條約ノ爲ニ廢棄ニ歸セラル、モノニ非ス鑒定人規則ノ如キハ若シ我國ニ於テ佛國政府ヲ満足セシムルニ足ルヘキ成規ナキ場合ニ於テハ勘考スル所アルヘシト述ヘ且ツ土地所有權ニ關スル事ト新稅則案ニ付テハ篤ト熟考ノ上我政府ヘモ具申致

置クハ關稅則ト土地所有權ノ二件ナリ關稅ニ付テハ我商業ニ大關係ヲ有スル葡萄酒其外數種ノ品目ヲ加ヘ且ツ草案指定ノ物品稅率ニ多少ノ減額ヲ加ヘタル別紙ノ草案ヲ提出ス(別紙甲號)土地所有權ハ是非トモ條約上ニ於テ今日之ヲ得タキ精神ナレトモ日本政府ニ於テ何分ニ之ヲ承諾シ難キ事情アラハ一步ヲ讓リセメテ議定書中ニナリトモ日本政府ハ早目ニ此權利ヲ國民同様ニ外國人ニ與フル希望ナル旨ヲ記入セラル、コトニ致シタシ今般ノ提案ニ於テ全然對等ヲ目的トスルモノナレトモ土地所有權ヲ外人ニ與ヘサレハ之ヲ對等ト謂フコト能ハス尤此點ニ付テハ日本ノ事情ハ充分推察セリト雖モ日本政府ニ於テモ亦タ佛國政府ノ事情ヲ酌量アリタシ然ラサレハ我政府ハ議會ニ向テ辯解ノ道ヲ失ヒ從テ條約批准ニ大ナル障礙ヲ生スヘシ佛國政府ハ常ニ深ク兩國間ノ友誼ヲ敬重スルユヘ成シ得ヘキ丈ノ讓與ヲ爲スニ躊躇セサルヘシ日本政府ニ於テモ宜ク此意ヲ諒セラレタシ

シヤンキビツチ公使ハ本條約滿期後ノ事ニ論及シテ曰ク新條約ハ現行條約ト違ヒ全ク有期ノモノタルユヘ一

スヘク本官ノ意見ヲモ陳述可致旨相約申候且ツ又彼委員ハ頻ニ我草案ノ文章ハ外國人ノ佛文ニシテ佛國人ノ佛文ニ非ス且ツ箇條ノ長キニ過クルヲ述ヘ條目變更ト字句改作ヲ提議致候ニ付本官ハ此議ニ關シテ其修正案ヲ見タル上ニテ意見ヲ陳フヘキ旨申置候

第一回談判ハ大體右ノ通ニ有之其他ニ於テ彼委員ハ一致シテ頻ニ日本政府ハ得ル所多クシテ與フル所少ナキ旨ヲ主張致候

其後三日ヲ經テ本月十一日第二回談判ヲ同省ニ開キ當日日本官ハ先ツ我約定稅則案ノ說明ヲ與ヘ去ル八月三十日附機密第三六號貴訓ニ準據シテ草案調製ノ基本ト該案ニ掲載セサル諸物品ノ性質等ニツキ審ニ說明致候上彼提出案ニツキ再考ヲ促候處通商局長ハ葡萄酒シヤンパンニ酒ニ品特定ヲ主議シテ曰ク

該二品ハ佛國最大產物ノ一ニシテ商業上第一位ヲ占ムルモノユヘ是非トモ約定稅則ニ加入スルコトヲ承諾アリタシ且ツ二品トモ營生上ニ有益ナルコト全ク「アルコール」ト異ナリ却テ其正敵ナルユヘ「アルコール」ノ害ヲ防クニハ宜ク葡萄酒ノ輸入ヲ獎勵シテ一舉兩得

スヘシ

右二品ニツキ我提議ヲ承諾アラハ他ノ品目ニツキテハ可成貴國政府ノ冀望ニ副フヘシ

シヤンキビツチ公使ハ重ネテ現條約効力有無ノ件ニ論及シテ曰ク

第十七條ノ意味不明瞭ナルユヘ現行條約中修好ノ條款果シテ永遠ノ効力ヲ有スルヤ否ヤ甚タ懸念ナリ依テ大隈伯案ノ如キ一條ヲ條約ノ末條ニ加ヘ從來ノ條約及諸約束中ニ於テ本條約ニヨリテ廢棄セラレサルモノハ總テ存在スル旨ヲ明記スルコトヲ要ス(別紙乙號)

然ル時ハ別ニ新條約面ニ舊來ノ諸約束ヲ復活セシムルノ必要ナクシテ大ニ本談判ヲ簡省スルニ至ルヘシ若シ然ラザレハ多分ノ條目ヲ掲ケサルヘカラサルユヘ大ナル困難ヲ生スヘシ

本官ハ右二項ノ提議ニ對シテ即答スルコトヲ得ス暫ク猶豫ヲ請フト述ヘ同日K號電報²ヲ以テ閣下ノ御訓令ヲ仰キタル次第ニ有之候猶條目變更字句改正ニ關シテハ大分ノ修正提出ノ趣ニ付逐條談判ヲ開クニ先チ彼ヨリ全文ノ修正案ヲ調製スルコトニ相成「シヤンキビツチ」氏自ラ執筆ヲ任シ目

下調製中ニ有之依テ本官ハ右修正案ヲ檢讀シタル上ニテ第三回談判ノ時日ヲ定ムルコトニ決シ當日ハ散會致候右修正案出來ノ上ハ直ニ電信ヲ以テ可申進候得共同日彼ヨリ提出セル約六ヶ條ノ修正案別紙ニ相添申候(別紙丙號)

右申進候 敬具

明治二十七年十二月十六日

在佛特命全權公使 曾 禰 荒 助

外務大臣子爵 陸 奥 宗 光殿

註 1 及 2 四二六及四二九

附屬書一

甲號 税目ニ關スル佛國側ノ修正案

Tarif annexé au Traité signé
entre la France et le Japon.

Droits sur le valeur %

T teintures d'aniline..... 10
Rouge d'Andrinople et tissus de coton en couleur... 10
Fer en barre et verge 7½
Extrait de bois de campêche 8

Satin en soie et satins en soie et coton mélangés ... 10
Acier en saumons, lingots ou plaques..... 5
Montres de toutes sortes..... 10
Tissus de laine, mousselines de laine,
laine pure ou mélangés 5
Draps de laine, pure laine 10
Fils de laine et tissus 8
Armes et munitions 10
Vins..... 5
Champagne 10
Spiritueux 15
Savons communs..... 5
Candelles et bougies 8
Bijouterie, joaillerie..... 15
Lorgnettes..... 10
Parfumerie 10
Safran 5
Machines à imprimer 5
Instruments scientifiques pour le dessin 8
Baromètres 5
Télescopes..... 5
Beurre..... 5

Chlorate de potasse 8
Vêtements non dénommés autre que les chapeaux ... 10
Huile d'olive..... 10
Bouchons 5
Médicaments et produits pharmaceutiques non
dénommés 8
Miroirs, glaces, verrerie, cristaux ordinaires 8
Verrerie autre 10
Boutons 8
Flanelle 8
Les droits de douane pourront être payés au choix
de l'importateur, en l'une quelconque de monnaies
ayant cours à l'intérieur du Japon.
Les droits d'importation sur la valeur seront cal-
culés sur le prix réel des marchandises au lieu
d'achat, de production ou de fabrication augmenté
des frais de transport dudit lieu jusqu'au port de
déchargement ainsi que les frais d'assurance et de
commission s'il en existe.

附屬書II

乙號 條約ニ關スル佛國側ノ修正案

Art.

Toutes les dispositions des traités et arrangements conclus antérieurement entre la France et le Japon et qui ne sont pas annulés ou modifiés par le présent traité, demeurent en pleine et entière vigueur.

通關轉川
條約に關スル佛國國へ參出條

Art. I.

Il y aura réciproquement pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les Etats et possessions des deux Hautes Parties Contractantes.

Les Français au Japon et les Japonais en France jouiront de la plus complète et constante protection pour leurs personnes et leurs propriétés.

Ils pourront, dans toute l'étendue des Etats et possessions réciproques, voyager, résider, se livrer à l'industrie, au commerce et à l'agriculture; posséder tous biens, valeurs et effets mobiliers de quelque nature que ce soit; acquérir, posséder, transmettre par succession, par testament, donation ou de toute

autre manière que ce soit des biens de toutes sortes.

Ils jouiront à cet effet des mêmes privilèges, libertés et droits que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée sans pouvoir être tenus à acquitter des impôts ou droits autres ou plus élevés que ceux qui seraient imposés sur les nationaux eux-mêmes.

Ils auront un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice tant pour réclamer que pour défendre leurs droits en toute instance et à tous les degrés de juridictions établies par les lois. Ils seront libres de choisir et d'employer dans toutes les circonstances les légistes, avoués, avocats et agents de toute classe qu'ils jugeront à propos et jouiront sous ce rapport des mêmes droits et privilèges que ceux qui seront accordés aux nationaux.

Art. II.

Les sujets ou citoyens de chacune des deux hautes parties contractantes jouiront dans toute l'étendue des Etats et possessions de l'autre partie contractante de la plus parfaite liberté de conscience et pourront, en se conformant aux lois, ordonances et règlements du

pays posséder des églises et se livrer à l'exercice public ou privé de leur culte; ils jouiront aussi sous les mêmes conditions du droit d'inhumier leurs nationaux respectifs, suivant leurs coutumes religieuses dans les cimetières convenablement situés qui seront établis le cas où il n'en existerait point, et entretenus à cet effet.

Art. III.

Les Français au Japon et les Japonais en France ne seront contraints, sous aucun prétexte, à subir des charges ou à payer les taxes, impôts, contributions ou patentes sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus sur les nationaux ou les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

Ils ne seront astreints à aucun service obligatoire soit dans les armées de terre ou de mer soit dans la garde ou milice nationale. Ils seront exempts de toutes contributions imposées en lieu et place du service personnel, de tous emprunts forcés et de toute autre contribution extraordinaire de quelque nature qu'elle soit.

Art. IV.

Les sujets ou citoyens de chacune des hautes parties contractantes pourront en quelque lieu que ce soit des Etats ou possessions de l'autre partie contractante, exercer toute espèce d'industrie ou de métier, faire le commerce tant en gros qu'en détail de tous produits, objets fabriqués ou manufacturés et de tous articles de commerce licite, soit en personne, soit par leurs agents, seuls ou en entrant en société commerciale avec des étrangers ou avec des nationaux; ils pourront y posséder, louer et occuper les maisons, magasins et boutiques qui leur seront nécessaire; louer des terres, les prendre à longbail ou à bail emphytéotique à l'effet d'y résider, d'y faire le commerce ou de s'y livrer à l'industrie et à l'agriculture, en se conformant, comme les nationaux eux mêmes et les ressortissants de la nation la plus favorisée aux lois et règlements de police et de douane des pays respectifs.

Art. V.

Les Français au Japon et les Japonais en France auront pleine liberté d'entrer avec leurs navires et

leurs cargaisons dans tous les ports, moulages et rivières de leurs territoires respectifs, qui sont ou pourront être ouverts au commerce extérieur et jouiront respectivement en matière de commerce et de navigation du même traitement que les nationaux et les ressortissants de la nation la plus favorisée sans avoir à payer aucuns impôts, taxes ou droits de quelque nature ou de quelque dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou établissements quelconques, autres ou plus élevés que ceux imposés aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée en se conformant respectivement aux lois, ordonnances et règlements de chacun des deux pays.

Art. VI.

Les habitations, établissements industriels ou agricoles, magasins et boutiques des sujets ou citoyens de chacune des hautes parties contractantes situés dans les Etats et possessions de l'autre partie contractante, ainsi que toutes les dépendances, servant à l'habitation ou usitées pour le commerce, l'industrie

et l'agriculture, des dits établissements, habitations, magasins et boutiques, seront respectés.

Il ne sera point permis d'y procéder à des perquisitions ou visites domiciliaires, non plus que d'examiner ou d'inspecter les livres, papiers ou comptes, sans dans les conditions et formes prescrites par les lois, ordonnances et règlements applicables aux nationaux.

註 後半ハ次號附屬書尙四三三來電參照

四四二 明治三十七年十二月二十二日 會藏駐佛公使ヨリ
陸奥外務大臣宛

佛國側ノ條約修正案送附ノ件

附屬書 條約ニ關スル佛國側ノ修正案

第二十七號 明治二十八年一月三十一日到

本月十六日附第二十六號¹及昨二十一日附M號電信ヲ以テ佛國政府談判委員ヨリ提起シタル條約修正案第一條ヨリ第六條迄具報候處別紙第七條以下修正全案昨夜落手候ニ付不取敢及御追送候右申進候 敬具

明治三十七年十二月二十二日

在佛特命全權公使 會 彌 荒 助 印

外務大臣子爵 陸 奥 宗 光 殿

追テ第一回委員會記事三部差出申候

又此頃以來「シヤンキンベンチ」公使病氣ニ付會合延期

致居候

右二件申添候也

註 1 及 2 四四〇及四四三 委員會記ノシテ會藏ノ

附屬書

條約ニ關スル佛國側ノ修正案

Art. VII.

Aucun droit autre ou plus élevé que celui imposé sur les articles produits ou fabriqués dans un autre pays étranger ne sera imposé à l'importation dans les Etats et possessions de la République Française d'aucun article produit ou fabriqué dans les territoires et possession de S. M. l'Empereur du Japon quel que soit l'endroit d'où il vienne, de même, aucun droit autre ou plus élevé que celui imposé sur les articles produits ou fabriqués dans un autre pays étranger ne

陸奥外務大臣時代 對佛交涉 四四二

sera imposé à l'importation dans les territoires et possessions de S. M. l'Empereur du Japon d'aucun article produit ou fabriqué dans les territoires et possessions de la République Française quel que soit l'endroit d'où il vienne.

Art. VIII.

Il ne sera imposé dans les Etats et possessions de chacune des parties contractantes à l'exportation d'aucun article aux Etats et possessions de l'autre, aucun droit ou taxe autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront payable à l'exportation des articles similaires à un autre pays étranger quelconque.

Art. IX.

Les sujets ou citoyens de chacune des Haute Parties Contractantes jouiront dans les Etats et possessions de l'autre de l'exemption de tous droits de transit quelconques et d'une parfaite égalité de traitement avec les nationaux pour tout ce qui concerne le magasinage, les primes, les facilités et les "drawbacks."

Les marchandises de toute nature, originaires de l'un des deux pays et importées dans l'autre, ne

pourront être assujéties à des droits d'accise, d'octroi ou de consommation perçus pour le compte de l'Etat ou des communes, supérieurs à ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires de production nationale.

Art. X.

Tous les articles qui sont ou pourront être légalement importés dans les ports des Etats et possessions de la République Française sur les navires français pourront de même être importés dans ces ports sur les navires japonais ; dans ce cas, ces articles n'auront à payer aucuns droit ou charge, de quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux imposés sur les même articles importés par les navires français. Réciproquement tous les articles qui sont ou pourront être importés dans les ports des Etats et possessions de S. M. l'Empereur du Japon, sur des navires japonais dans ces ports sur les navires français ; dans ce cas, ces articles n'auront à payer aucun droit ou charge de quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux imposés sur les mêmes articles importés par des navires japo-

sous les mêmes conditions imposés, en pareil cas, sur les navires nationaux en général ou les navires de la nation la plus favorisée ne seront imposés dans les ports des Etats et possessions de chacune des deux Hautes Parties Contractantes sur les navires de l'autre. Cette égalité de traitement sera appliquée réciproquement aux navires respectifs de quelque endroit qu'ils arrivent et quelque soit le lieu de destination.

Art. XII.

En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement, leur déchargement dans les ports, rades, havres, bassins, docks ou rivières des Etats et possessions des deux pays, il ne sera accordé aux navires nationaux aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre puissance ; la volonté des Hautes Parties Contractantes étant que sous ce rapport aussi les bâtimens français et japonais soient respectivement traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. XIII.

Il est fait exception aux dispositions du présent traité pour le cabotage, dont le régime reste soumis

naïs. Cette égalité réciproque de traitement sera accordée indistinctement, soit que ces articles viennent directement des pays d'origine, soit qu'ils viennent de tout autre lieu.

De la même manière, il y aura parfaite égalité de traitement relativement à l'exportation, ainsi les mêmes droits d'exportation seront payés, et les mêmes primes et drawbacks seront accordés, dans les Etats et possessions de chacune des Hautes Parties Contractantes, sur l'exportation de tout article qui est ou pourra être légalement exporté que cette exportation ait lieu sur des navires Français ou sur des navires Japonais et quelque soit le lieu de destination, qu'il soit un des ports de chacune des parties contractantes ou un des ports d'une Puissance tierce.

Art. XI.

Aucun droit de port, de tonnage, de pilotage, de phare, de quarantaine ou autres droits similaires ou analogues de quelque nature ou sous quelque dénomination que ce soit, levés au nom ou au profit du Gouvernement, des fonctionnaires publics, des particuliers, des établissemens de toutes sortes qui ne seraient également et

aux lois, ordonnances et réglemens de la France et du Japon respectivement. Il est entendu, toutefois, que les Français au Japon et les Japonais en France jouiront pour tout ce qui concerne le cabotage des droits et privilèges qui sont ou seront accordés par ces mêmes lois, ordonnances et réglemens aux sujets ou citoyens de tout autre pays.

Tout navire japonais chargé à l'étranger d'une cargaison destinée en tout ou en partie à deux ou plusieurs ports des Etats et possessions de la République Française et tout navire française chargé à l'étranger d'une cargaison destinée en tout ou en partie à deux ou plusieurs ports des Etats et possessions du Japon pourra en se conformant aux lois et aux réglemens du douane du pays, décharger une partie de la cargaison dans un port et continuer son voyage pour l'autre ou les autres ports de destination, dans le but d'y décharger une autre partie ou le reste de sa cargaison d'origine.

Le Gouvernement Japonais concède, toutefois, aux navires français le droit de continuer, comme par le passé et pour toute la durée du présent traité, à

transporter des cargaisons entre les ports ouverts de l'Empire à l'exception des ports d'Osaka, de Niiigata et d'Ebismunato.

Art. XIV.

Tout navire de commerce de l'une des deux Haute Parties Contractantes qui serait forcé par le mauvais temps ou pour toute autre raison de se réfugier dans un des ports de l'autre Partie Contractante aura la liberté de s'y faire réparer, de s'y pourvoir de tous les approvisionnements dont il aura besoin et de reprendre la mer sans payer d'autres droits que ceux qui seraient acquittés en pareille circonstance par les bâtiments nationaux. Dans le cas cependant où, pour les frais, le capitaine serait dans la nécessité de vendre une partie de sa cargaison, il serait obligé de se conformer aux règlements et tarifs du lieu où il aurait relâché.

S'il arrive qu'un navire quelconque de l'une des parties contractantes échoue ou fasse naufrage sur les côtes de l'autre partie, les autorités locales en informeront sans retard le consul général, le consul, le vice-consul, ou l'agent consulaire de la nationalité du

navire, le plus voisin.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires français naufragés ou échoués dans les eaux territoriales de S. M. l'Empereur du Japon auront lieu conformément aux lois, ordonnances et règlements du Japon, et, réciproquement, toutes les mesures de sauvetage relative aux navires Japonais naufragés ou échoués dans les eaux territoriales de la République Française auront lieu conformément aux lois, ordonnances et règlements Français.

Tous navires ainsi échoués ou naufragés, tous débris et accessoires, toutes fournitures leur appartenant, et tous effet et marchandises sauvés des dits navires, y compris ceux qui auraient été jetés à la mer ou les produits des dits objets, s'ils sont vendus, ainsi que tous papiers trouvés à bord de ces navires ou vesseaux échoués ou naufragés seront remis aux propriétaires ou à leurs représentants quand ils les réclameront. Dans le cas où les propriétaires ou représentants ne se trouveraient pas sur les lieux, les dits produits ou objets seront remis aux consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires

respectifs, sur leur réclamation, dans le délai fixé par les lois du pays, et ces officiers consulaires, propriétaires ou représentants payeront seulement les dépenses occasionnées pour la conservation des dits objets ainsi que les frais de sauvetage ou autres dépenses auxquels seraient soumis, en cas de naufrage, les navires nationaux.

Les effets et marchandises sauvés du naufrage seront exempts de tous droits de douane, à moins qu'ils n'entrent dans la consommation intérieure, auquel cas ils paieront les mêmes droits que s'ils avaient été importés par un navire national.

Dans le cas où un navire appartenant aux sujets ou citoyens d'une des parties contractantes ferait naufrage ou échouerait sur le territoire de l'autre partie contractante, les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs seront autorisés à prêter leur appui officiel pour procurer toute l'assistance nécessaire aux sujets ou citoyens des Etats repectifs.

Art. XV.

Les navires de guerre de l'une des deux puissances

pourront entrer, séjourner et se radoubber dans ceux des ports de l'autre puissance dont l'accès est permis à la nation la plus favorisée : ils y seront soumis aux mêmes règles et y jouiront des mêmes honneurs, avantages, privilèges et exceptions concédés à cette dernière.

Art. XVI.

Les paquebots chargé d'un service postal et appartenant à des compagnies subventionnées par l'un des deux Etats Contractantes ne pourront être, dans les ports de l'autre Etat, détournés de leur destination ni être sujets à saisie-arrêt, embargo ou arrêt de Prince.

Art. XVII.

Tous les navires qui, conformément aux Lois Françaises sont considérés comme navires français et tous les navires qui conformément aux Lois Japonaises sont considérés comme navires japonais, seront respectivement considérés comme français et japonais pour l'application du présent traité.

Art. XVIII.

Les consuls généraux, consuls, consuls suppléants,

vice-consuls, chanceliers et agents consulaires de chacune des Hautes Parties Contractantes résidant dans les Etats et possessions de l'autre partie recevront des autorités locales toute aide et assistance pour la recherche, saisie et arrestation des deserteurs des navires de leur pays respectifs.

Il est entendu que cette stipulation ne s'appliquera pas aux sujets ou citoyens du pays où la desertion aura lieu.

Art. XIX.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent que, dans toutes les matières relatives au commerce, à la navigation, à l'exercice de l'industrie et de l'agriculture et aussi au droit de propriété, tout privilège, faveur ou immunité quelconque que l'une des elles a déjà accordées ou accorderait à l'avenir au Gouvernement, sujets ou citoyens de tout autre pays seront étendues immédiatement et sans conditions au Gouvernement et aux sujets ou citoyens de l'autre partie, leur intention étant que pour tout ce qui concerne le commerce, la navigation, l'industrie, l'agriculture et aussi le droit de propriété, les Fran-

çais au Japon et les Japonais en France jouissent, sous tous les rapports, du traitement de la nation la plus favorisée.

Art. XX.

Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra nommer des consuls généraux, consuls, consuls suppléants, vice-consuls, chanceliers et agents consulaires dans tous les ports, villes et places de l'autre partie, mais ces agents n'entreront fonctions et ne jouiront des droits, privilèges et immunités qu'après en avoir obtenu l'autorisation du gouvernement territorial. En ce qui concerne la résidence de ces agents, les deux Gouvernements ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune dans leur pays à toutes les nations.

Les consuls généraux, consuls, consuls suppléants vice-consuls, chanceliers et agents consulaires pourront exercer en toute liberté leurs fonctions et attributions et jouiront de tous les privilèges, exemptions et immunités qui sont ou seront accordés aux officiers consulaires de la nation la plus favorisée.

Art. XXI.

Les sujets ou citoyens de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront dans les Etats et possessions de l'autre partie de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne les brevets d'invention, les marques de fabrique ou de commerce, ainsi que les dessins ou modèles industriels et de fabrique de toute espèce en remplissant les formalités prescrites par la loi.

Art. XXII.

Le Gouvernement de la République Française donne, en ce qui le concerne, son adhésion à l'arrangement suivant :

Les diverses concessions étrangères qui existent au Japon seront incorporées aux communes respectives du Japon et feront dès lors partie du système municipal du Japon.

Les autorités Japonaises compétentes assumeront, en conséquence, toutes les obligations et tous les devoirs municipaux qui résultent du nouvel état de choses, et les fonds et biens municipaux qui pourraient appartenir aux concessions seront de plein droit transférés aux dites autorités Japonaises.

Lorsque les changements ci-dessus indiqués auront été effectués, les baux à perpétuité en vertu desquels les étrangers possèdent actuellement des propriétés dans les concessions seront confirmés et les propriétés de cette nature ne donneront lieu à aucun charge ni condition quelconques, autres que celles expressément stipulées dans les baux en question. Il est entendu toutefois qu'aux autorités consulaires dont il y est fait mention seront substituées les autorités Japonaises.

Les terrains situés dans les concessions étrangères que le Gouvernement Japonais aurait concédés exempts de rente vu l'usage public auquel ils étaient affectés resteront, sous la réserve des droits de la Souveraineté territoriale, affranchir d'une manière permanente de tous impôts, taxes et charges. Ils ne seront point détournés de l'usage auquel ils étaient primitivement destinés.

Art. XXIII.

Les dispositions du présent traité sont applicables à l'Algérie.

Art. XXIV.

Toutes les dispositions des traités et arrangements conclus antérieurement entre la France et le Japon qui ne sont pas annulés ou modifiés par le présent traité demeurent en entière vigueur.

Art. XXV.

Le présent traité ne produira ses effets que cinq ans au moins après sa signature. Il entrera en vigueur une année après que le Gouvernement de S. M. l'Empereur du Japon aura notifié au Gouvernement de la République Française son intention de le voir mis à exécution. Cette notification pourra être faite à un moment quelconque après l'expiration des quatre années qui suivront la date de sa signature.

Le présent traité restera obligatoire pendant une période de douze ans à partir du jour où il aura été mis à exécution.

Chacune des Hautes Parties Contractantes aura le droit, à un moment quelconque après que onze années se seront écoulées depuis l'entrée en vigueur du présent traité, de notifier à l'autre partie son intention d'y mettre fin et à l'expiration du douzième mois qui suivra cette notification, ce traité cessera et ex-

pirera entièrement.

Art. XXVI.

Le présent traité sera ratifié.....

註 第一條ヨリ第六條迄ハ前出四四〇附屬書三及四三三參照

四四三 明治三十八年二月六日 曾爾駐佛公使ヨリ 陸奥外務大臣宛

第二回談判應問ノ狀況報告ノ件

第一號 二月十三日到

佛國政府ヨリ提出シタル日佛條約修正案ニ付テハ追々及御電報置候處今便右修正ノ個條ヲ翻譯シ別紙和文修正案御參考ノ爲メ及御送付候尙佛國修正案ノ精神及ヒ税目ニ關シ是迄本官及佛國政府委員ト應問ノ一班是亦爲御參考次ニ開陳仕候

條約其物ニ付テハ未タ討論ヲ開キ不申唯我提案ノ主義ヲ說明シ又彼レノ修正案ニ付テハ其主意ヲ相叩キ候迄ニ有之候税目ノ事ニ關シテハ通商局長ボムバール氏擔任ノ事故種々相談候處既ニ電信ニテ申進候通葡萄酒ニ付テハ彼曰ク葡萄

酒ハ佛國第一ノ商品ナルヲ以テ是非トモ保護品内ニ之ヲ掲載シ度シ然ル時ハ其他ノ品物ニ付テハ大ニ勘考スル所アルヘク又兵器彈藥「クロラート」ノ如キハ保護ヲ要セスト貴官ノ云ハル、所ヲ以テ見レハ之ヲ税目中ニ入ル、モ敢テ貴政府ノ全ク反對セラル、所ニアラサルヘシ要スルニ葡萄酒ハ會テ申セシ如ク「スピリチュ」ノ正敵ナルヲ以テ貴國ニ於テモ其蔓延ニ付損失スル所ナカルヘシ而シテ之ヲ佛國ノ保護品目ヨリ除却スル時ハ我國人民殊ニ議院ヲ經過スルコト難カルヘキハ更ニ言ヲ俟タスト

條約文ノ修正ニ就テハ元東京駐在佛公使「シエンキウイチ」氏ノ擔當ニ付同氏宅ヲ訪問シ種々山々ノ談ヲ爲シタル末條約談ニ移リ左ノ如キ問答ヲ爲セリ

下官曰ク工業農業ノ二字ヲ加ヘラレタルハ如何ナル思考ヨリ出タルヤ

彼曰ハク日英條約中ニ製造所ナル文字アルヲ以テ其意味ヲ明亮ナラシメタルニ過キス

下官曰ハク修正案第一條末項ニ於テ原案ニ掲ケタル quant aux autres métiers 云々ヲ削ラレタルハ如何ナル思考ナルヤ

下官曰ハク原案第四條及第五條ノ末項禁止ノ條件ヲ削ラレタルハ如何
彼曰ハク如此條項ハ相互ノ感情ヲ害スル事ト考ヘ之ヲ削リタリ況ンヤ實際ニ於テ稍其事ヲ見ルコトナカルヘキヲヤ又但書ハ議定書ニ詳記シアルヲ以テ茲ニ之ヲ削ルモ妨ナカルヘシ尤モ彼ヲ削リ此處ニ記入スルモ貴意ニ任ス
彼尙曰ハク如何ニモ今回ノ原案ハ全ク英文ヨリ佛文ニ譯サレタルコト、見ヘ其主意ハ推考スルヲ得レトモ佛文ノ長所タル明確ヲ缺ク所ヨリ故ニ不得已修正シタル

所アリ不惡之ヲ了セラレタシ

彼尙言ヲ續ケテ曰ク「軍艦或ハ商船」云々ノ句ニ於テ軍艦ノ二字ヲ削除シタルハ別ニ之カ爲メ一條ヲ設ケタレハナリ商船トアルヲ船舶ト改メタルハ時ニ或ハ遊船ナキニシモ非レハナリ又持主船長ノ不在及ヒ請求ト否トニ拘ラス救助ヲ與フルハ領事ノ職掌ナレハナリ云々此日既ニ點燈ヲ過キ且ツ同氏病氣快後未タ時日之レナキニ付相當ノ辯好ヲ修メテ歸宅候彼ノ削リタル條項并ニ原案第十七條ノ如キハ討議ニ入りタル時之ヲ回復セントスル見込夫レ迄ハ無言ニ付スルヲ得策トスルカ如シ第一ニハ稅目ヲ確定スルコトヲ要スルト確信候故ニ去月末并ニ本月初ニ電信ヲ以テ伺出候鑑定人及葡萄酒ノ事ニ關シ御訓令ニ接シ次第稅目ノ討議ニ入ルヘキ心得ニ有之候

右申進候 敬具

明治二十八年一月六日

在佛特命全權公使 曾 禰 荒 助

外務大臣子爵 陸 奥 宗 光 殿

註 「別紙和文修正案」ナルモノ見當ラス
1及2四三五及四三七文書

行ノ成規ヲ變更セサルコト」ヲ明記シタキ旨主張致候次ニ本官ハ彼修正案第一條第一項ト爲サントセシ即チ現行條約第一條復活ノ必要ナキ理由ヲ述ヘ一旦新條約滿期ノ日ニ至リ之カ爲メ兩國交際ノ友誼ニ變動ヲ生スルコトナキハ勿論今若シ試ニ該條ヲ設クレハ條約滿期ノ日は亦他ノ箇條ト共ニ消滅ニ歸スルユヘ反テ全ク此事ニ言及セサルノ愈ルニ如カサル旨申述候處一二抗議ノ末結局彼ニ於テ該項撤去ノ事ニ同意致候

彼修正案第四條ニ代ルニ我原案第十七條ヲ以テスル事モ大略彼ニ於テ同意ヲ表候

土地所有權ノ件ニ關シテ本官ハ更ニ我國ノ内情ト我政府ノ底意ヲ詳話シ帝國政府ハ國論ノ向背ニヨリ忽チ土地所有權ヲ外國人ニ與ヘルノ本心ナレトモ是ハ全ク民法ノ制定ニ讓リ條約ノ範圍外ニ置キタキ精神ナル旨陳述候處彼ニ於テモ多少我意ヲ諒察シ最早前日ノ如ク「日本政府ハ早晚土地所有權ヲ外國人ニ與フルノ意思アルコト」ヲ議定書中ニ掲載スルコトハ主張不致候得共兎ニ角今日ヨリ多少ノ擔保ヲ得ルノ必要ヲ論シ彼修正案第四條ニ提出セル永代借地 (bail emphytéotique) ノ文字ヲ維持スルコトヲ固執シタトヘ帝

陸奥外務大臣時代 對佛交涉 四四四

四四四 明治二十八年二月九日 曾禰駐佛公使ヨリ
陸奥外務大臣宛

第三回談判應問狀況報告ノ件

第三號

三月十八日到

日佛條約談判ノ件ニ關シテハ其後佛國政府ヨリ提出セル修正案ニ對シ閣下ノ御答訓相待候際彼委員ノ一人ナル「シャンキビツチ」氏遽ニ病氣ニ罹リ且ツ年末歳首トナリ踵テ當國內閣辭職大統領更迭等種々ノ故障ニヨリ談判遷延殆ト六週間ニ及ヒ其間本官ハ屢々彼當局者ヲ訪ヒ私交上ノ談話ヲ以テ其意向ヲ叩キ一月十九日始テ第三回談判相開候運ニ立至候

當日本官ハ先ツ關稅評價ニ關スル異議處分方ノ件ニツキ口ヲ開キ閣下御電訓ノ旨ニ基キ帝國政府ハ他日現行ノ規定ヲ改正スル場合ニ至ラハ必ス雙方ノ便宜ヲ計リ成ル可ク公平ニシテ成ルヘク費用ヲ要セサル良法ヲ施行スヘント雖モ今日之ヲ條約上ニ規定スルコトハ承諾スル能ハサル旨辯明致候處彼全權委員ハ頻ニ前議ヲ維持シ從價稅ニツキ價格ノ評定ニ異議ヲ生スルハ各國免レサルノ事實ナルユヘ特ニ今日ヨリ其處分方ヲ議定書ニ規定スルカ若クハ「日本政府ハ現

國政府ノ本意ハ遠カラシテ忽チ土地所有權ヲ許與スルニアルモ是ハ席上ノ談話ニ止リ毫モ他日ノ左券トナスニ足ラス今後輿論ノ方針ハ何方ニ向フヤ知ル能ハサルノミナラス現内閣ノ精神ハ果シテ將來内閣ノ同意ヲ得ルヤ否ヤ是亦知ルコト能ハス因テ今日ニ於テ多少ノ安全ヲ確保シ置カサレハ日本ニ行ク佛蘭西人ハ安心シテ農商工業ニ着手スルコト能ハス條約第一條ニ所謂營業ノ自由ハ實際幾分力空文ニ屬スルノ觀アリ夫故必ス九十九年ノ永期借地ノ事ヲ議定セサルヘカラサル旨主張セリ結局彼内情ヲ探ルニ右ノ擔保ヲ得サレハ議會ニ於テ條約批准ニ困難アランコトヲ恐ル、様相見申候彼委員我條約第四條第五條末尾輸出禁止ノ件削除ノ理由ヲ辯明シ是ハ實際無用ノ條款ナルノミナラス却テ兩國交際ノ感情ヲ損スルノ嫌アリ若シ此文字ヲ存スル時ハ兩國政府ハ何時タリトモ自己ノ專意ニヨリ或物品ノ輸出入ヲ禁止スルノ權利ヲ有スルモノニシテ容易ナラヌ危險ヲ生スルノ恐アリ況ンヤ該條文ニ基キ商人ハ議會ニ向ヒ或商品ノ輸出入禁止ヲ提議スルコトヲ得ルオヤ

日本政府提案ハ固ヨリ右様ノ主意ニ非サルコト明カナレトモ佛國政府ハ毫モ之ヲ存スルノ必要アル場合ヲ發見セス然

シ日本政府ニ於テ萬一米穀輸出禁止必要ノ場合ヲ計リ此事ヲ設ケラル、ノ意ナラハ特ニ物品ヲ擧テ輸出禁止ノミ約定スルコトニ同意スヘキ旨主張セリ因テ本官ハ千六百六十二年英伊條約ヲ引用シテ抗論相試候處英伊條約ニ特ニ此事ヲ設ケタルハ或ハ兩國通商上ニ特種ノ理由アリタルモノナルヘケレトモ日佛間ノ貿易ニ於テハ毫モ此事ヲ豫防スルノ利ヲ見ス却テ其害ヲ見ルノ恐レアルユヘ是非削除シタキ旨主張致候

最後ニ稅則ニ關シテ長時間ノ問答ニ涉リ本官ハ反覆辯論再三再四我案ノ基礎ヲ説明セシニ拘ラス終ニ彼ノ同意ヲ得ルコト能ハス茲ニ彼國委員ノ主張スル所ヲ大約スレハ佛國政府ハ固ヨリ日本政府提案ノ精神ヲ諒知セリト雖モ日本政府モ亦タ佛國政府ノ意ヲ諒セラレ佛國ノ爲ニ多少例外ノ讓與ヲ承諾セラレタシ現ニ輸入年額五萬圓ニ足ラサルモ將來五萬圓ヲ超過スヘキ見込アル物品ハ稅目ニ加入シタシ且ツ日本政府ノ稅則案中一二ノ品目ヲ除クノ外ハ皆ナ日英稅則ニ列擧スル品目ナルユヘ單ニ佛國ノ爲ニスルモノハ時計、蘇木越斯、アニリンダイス、ノ三品ニ外ナラス特ニ佛國ノ商賈ニ重キヲ有ス

別紙議定書修正案本日接手致候ニ付不取敢及御送付候猶又本條約修正案第一回議事録本書、第二回議事録寫印刷出來ニ付是亦併テ及御送付候
右申進候 敬具

明治二十八年二月九日

在佛特命全權公使 會 禰 荒 助

外務大臣子爵 陸 奥 宗 光 殿

別 紙 目 録

佛國政府修正條約案 一部

佛國政府修正議定書案 一部

第一回談判議事録本書 一部

第二回談判議事録寫 三部

合計六通

註 佛國政府修正條約案ハ前出四四一附屬書(第一條ヨリ第六條迄及四四二附屬書第七條ヨリ第二十六條迄ノ二通)ニ付參照
議事録ハ全部省略ス

四四五 明治三十八年二月三日

會禰駐佛公使ヨリ
陸奥外務大臣宛(來電)

佛國側ノ議定書修正案申報ノ件

陸奥外務大臣時代 對佛交渉 四四五

ル葡萄酒ヲ稅則ニ除去スルコトニ至テハ飽迄同意ヲ表スルコト能ハス乍去佛國政府ハ敢テ我修正案ヲ固守セス「ブール」(beurre) 以下十箇ノ品目ヲ塗抹シ蘇木越斯、Mousseline de laine ハ原案稅率百分ノ十二復シ arnes et Munitions 及 spiritueux ハ更ニ商務卿ニ協議ノ上再考スル所アルヘシ時計稅率百分ノ十八決シテ過當ト認ムルコト能ハス

ト云フニ在リ

當日談判ノ顛末ハ大略右ノ如クニシテ尤困難ヲ感スルハ本條約ヨリハ寧ロ稅則ノ方ニ有之特ニ葡萄酒ニ付テハ固守動カサルノ意向相見候因テ閣下ニ於テ篤ト御熟慮ノ上我ニ於テ多少ノ讓與ヲ許諾シ早ク談判ノ局ヲ結フ方得策ト相信候本月一日電信ヲ以テ御訓示相成候如ク此際暫ク談判ヲ延引シ他諸外國トノ談判進行ヲ待テ再ヒ開談ニ至ル時ハ却テ彼ノ感觸ヲ惡クシ益々固守シテ讓ラサルノ結果ニ立至候哉モ難計且又内閣更迭ノ如キハ毫モ談判上ニ關係ヲ及ホスコト無ク通商局長ハ殆ト全權ヲ有シ一モ外務卿ニ謀ラスシテ自ラ決斷スル程ノ權力ヲ有居候故成ルヘク迅速ニ談判ヲ繼續シテ結局ヲ見ル様致度候

附屬書 佛國側ノ議定書修正案

V. I have received French amendments of Protocol. Preamble same as that of Protocol between Japan and England with slight modification in wording.

Article 1, paragraph 1 is same as that of Protocol between Japan and England with the following changes: 6 months instead of 1 after ratification of the treaty; the addition of word industries between produce and manufacture; the addition of right of French Government after right of Japanese Government making thus reciprocal; the addition of word treaty before Protocol and Tariff; the latter part concerning sanitary precaution changed as follows: Reciprocal right will extend equally to sanitary or other prohibitions arising from the necessity of protecting the health of persons as well as conservation of cattle and of plants useful to agriculture.

Paragraph 2 same as Article 1 paragraph 2 of Protocol between Japan and England except the last 3 years instead of 6 calendar months, and rule for calculating ad valorem duty annexed to French counter-proposal of tariff transferred here.

Paragraph 3, if Japanese Custom House judge insufficient the value declared it can proceed to estimation of merchandise by experts of whom one will be appointed by Custom House authorities and the other by importer. In case *to traffic* (two?) experts differ, they or, in the event of their failing to concur, President of Tribunal of Commerce who has jurisdiction over the locality will appoint third arbitrator. If the report of experts states that the value of merchandise does not exceed *of* (by?) 10 per cent the value declared, duties will be levied upon the amount of the declaration and experts' cost will be sustained by Custom House. If the value of merchandise as determined by experts exceeds *of* (by?) more than 10 per cent the value declared, experts' cost will be to the charge of the the declarer who will pay also duties according to the value *declared* (determined?).

Paragraph 4, if contest arises between Custom House authorities and declarer concerning quality or designation of merchandise passing through Custom House and which is subjected to specific duty, it will

(Via Petersburg), Feb. 13, 1895. Sone

蓋印欄

帝國露ノ露露露露露露

Projet de Protocole.

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur du Japon et le République Française estimant qu'il est utile aux intérêts des deux pays de régler certaines questions spéciales qui les intéressent mutuellement et que ne sont pas prévues au Traité de Commerce et de Navigation signé ce jour d'hui, leurs Plénipotentiaires respectifs sont convenus des stipulations suivantes :

I. Il est convenu entre les H. P. C. que, six mois après l'échange des ratifications du Traité de Commerce et de Navigation signé ce jour d'hui, le Tarif d'importation ci-annexé sera, sous réserve des stipulations de l'article 19 du Traité de 1858, aussi longtemps que le dit Traité restera en vigueur, puis subéquentement des articles 7 et 19 du Traité en date de ce jour, applicable au produits du sol, des industries ou manufactures des Etats et Possessions de la R. F. à

be regulated *by* (in?) the same way as prescribed in the two preceding paragraphs for the valuation of merchandise subjected to ad valorem duty.

Paragraph 5, it is agreed that the right of demanding experts' decision will equally belong to either of the parties.

Paragraph 6 same as paragraph 3, article I of Protocol between Japan and England.

Paragraph 7, the first paragraph annexed to French counter-proposal of Tarif transferred here.

Paragraph 8 same as paragraph 4, article I of the said Protocol between Japan and England.

Paragraph 9 same as paragraph 5, article I of the said Protocol.

Article II same as that of the said Protocol.

Article III same as that of the said Protocol.

Article IV, Japanese Government also undertakes not to make notification provided for in article 25 of the Treaty of this day so long as the Code of the Empire shall not have been put into force.

(Article V?) same as that of the said Protocol. No change in the last formal clauses.

leur importation au Japon. Mais rien de ce qui est contenu dans le Traité dans ce Protocole ou dans le Tarif annexé ne pourra être tenu comme limitant ou déterminant le droit du Gouvernement Français et du Gouvernement Japonais de restreindre ou de prohiber l'importation des drogues, médecines, nourriture ou breuvages falsifiés, d'imprimés, peintures, livres, cartes, lithographies ou autres gravures indécentes ou obscènes, ou d'autres objets indécents ou obscènes, d'articles violant les droits qui, en France et au Japon, réglementent les brevets d'invention, les marques de fabrique ou la propriété littéraire. Ce droit réciproque s'étendra également aux prohibitions sanitaires ou autres provenant de la nécessité de protéger la santé des personnes, ainsi que la conservation du bétail et des plantes utiles à l'agriculture.

Les droits "ad valorem" établis par le dit Tarif seront, autant que cela sera reconnue possible, convertis en droits spécifiques par une Convention supplémentaire qui sera conclue entre les deux Gouvernements dans le délai de 6 mois à dater du

présent Protocole. Pour l'évaluation des dits droits spécifiques, il est convenu qu'on prendra pour base la moyenne des prix établie par les relevés des Douanes japonaises des trois dernières années, en y ajoutant les frais d'assurance et de transport du lieu d'achat, de production ou de fabrication jusqu'au port d'arrivée, ainsi que les frais de commission s'il y a lieu. Dans le cas où la Convention supplémentaire ne serait pas entrée en vigueur au moment où le Tarif nouveau commencerait à être appliqué, ce seront les droits "ad valorem" qui, dans l'intervalle, seront perçus. Ces droits seront calculés sur le prix réel des marchandises au lieu d'achat, de production ou de fabrication augmentés des frais de transport du dit lieu jusqu'au port de déchargement ainsi que des frais d'assurance et de commission s'il en existe.

Si la Douane japonaise juge insuffisante la valeur déclarée, elle pourra faire procéder à l'estimation de la marchandise par des experts dont l'un sera nommé par elle et l'autre par l'importateur. En cas de partage des deux arbitres experts, ceux-ci, ou à défaut d'entente entre eux le Président du Tribu-

al de Commerce du ressort nommeront un tiers arbitre. Si l'expertise constate que la valeur de la marchandise ne dépasse pas de 10% celle qui est déclarée, le droit sera perçu sur le montant de la déclaration et les frais d'expertise seront supportés par la Douane. Si la valeur des marchandises sujettes aux droits, telle qu'elle est déterminée par les experts, excède de plus de 10% la valeur déclarée, le coût de l'expertise sera à la charge du déclarant qui paiera aussi les droits d'après la valeur ainsi évaluée.

Si des contestations surviennent entre les autorités de la Douane et un déclarant relativement à la qualité ou à la désignation de marchandises qu'on passe à la Douane et qui sont sujettes à des droits spécifiques, ou les réglera de la même manière qu'il est prescrit dans les deux articles précédents pour l'évaluation des marchandises sujettes à droits "ad valorem."

Il est entendu que le droit de demander une expertise appartiendra également à l'une ou l'autre des parties.

En ce qui concerne les article non énumérés dans

ledit Tarif, le Tarif général du Japon s'appliquera dès qu'il sera en vigueur sous réserve des stipulations de l'article 19 du Traité de 1858 ou des articles 7 et 19 du Traité conclu ce jour d'hui.

Les droits de douane pourront être payés au choix de l'importateur ou exportateur en l'une quelconque des monnaies ayant cours à l'intérieur du Japon.

A dater du jour où ledit Tarif aura son effet, le Tarif d'importation actuellement en vigueur au Japon cessera d'être appliqué en ce qui concerne les objets et marchandises importées au Japon par des citoyens français.

En ce qui concerne toutes les autres stipulations des Traités et Conventions actuellement existantes, elles seront maintenues sans conditions jusqu'à l'époque où le Traité de Commerce et de Navigation sera mis en vigueur.

II. Le Gouvernement Japonais consent, en attendant l'ouverture complète du pays aux citoyens français, d'étendre le système existant des passeports de façon à permettre aux français, sur la production d'un certificat favorable émanant de la Légation de France

à Tokyo ou de l'un quelconque des Consuls de France dans les ports ouverts, d'obtenir sur leur demande du Ministère Impérial des Affaires Etrangères à Tokyo ou des autorités principales de la Préfecture dans laquelle est situé un port ouvert, des passeports valables pour toute l'étendue du pays et pour toute période n'excédant pas douze mois.

Il est entendu que les Lois et Règlements existants et régissant les citoyens français qui visitent l'Empire du Japon sont maintenus.

III. Le Gouvernement Japonais s'engage, avant la cessation de la juridiction consulaire française au Japon, à adhérer aux Conventions Internationales concernant la protection de la propriété industrielle et de la propriété littéraire.

IV. Il s'engage aussi à ne pas faire la notification prévue par l'article 25 du Traité de ce jour tant que les Codes de l'Empire n'auront pas été mis en vigueur.

V. Les Plénipotentiaires soussignés sont convenus que le présent Protocole sera soumis aux deux H. P. C. en même temps que le Traité de Commerce et de

Navigation signé en ce jour et que, quand ledit
Traité sera ratifié, les arrangements contenus dans
ce Protocole seront également considérés comme ap-
prouvés sans qu'il soit nécessaire d'une ratification
formelle subséquante.

Il est convenue que ce Protocole prendra fin et ces-
sera d'être obligatoire en même temps que le Traité
auquel il est annexé.

En foi de quoi, etc.....

四四六 明治三十八年二月十三日 曾禰駐佛公使ヨリ
陸奥外務大臣宛(來電)

佛修正案第二十四條撤回ノ件

附屬書一 佛修正案第二十四條

二 我改正條約案第十七條

W. French Government consent to withdraw article
24 of their counter-project of treaty and to insert
article 17 of our draft of treaty.

(Via Petersburg), Feb. 13, 1895. Sone

註 佛修正案第二十四條及我提案第十七條ハ次ノ通りナ
リ

tribunaux.....au Japon et tous les privilèges,
exemptions et immunités exceptionnels dont jouis-
saient jusqu'à lors les sujets ou citoyens.....
.....comme une partie de cette juridiction ou comme
y appartenant, cesseront et prendront fin absolument
et sans notification, et tous ces droits de juridiction
appartiendront à partir de ce moment aux tribunaux
japonais et seront exercés par ces mêmes tribunaux.

四四七 明治三十八年二月十五日 曾禰駐佛公使ヨリ
陸奥外務大臣宛(來電)

稅則修正案五ノ件

X. French Government propose to make the follow-
ing changes on their amendments of Tariff:

"Arm and munitions other than those of war"
10 per cent, instead of "arms and munitions";
"Cognac, rum, liqueur" 15 per cent, instead of
"spirits."

(Via Petersburg), Paris, Feb. 15, 1895. Sone
Rec'd Feb. 17, 1895.

附屬書一

佛修正案第二十四條

Art. XXIV.

Toutes les dispositions des traités et arrangements
conclus antérieurement entre la France et le Japon
qui ne sont pas annulés ou modifiés par le présent
traité demeurent en pleine et entière vigueur.

附屬書二

我改正條約案第十七條

Art. XVII.

Le Présent Traité prendra, du jour où il entrera
en vigueur, lieu et place de

.....et de tous les Arrangements et Conven-
tions subsidiairement conclus ou existant entre les
Hautes Parties Contractantes, et à partir du même
jour, les dits..... Arrangements et
Conventions cesseront d'être obligatoires, et, en con-
séquence, la juridiction jusqu'à lors exercée par les

四四八 明治三十八年三月二十六日 曾禰駐佛公使ヨリ
陸奥外務大臣宛

稅則修正ノ件

第四號 四月十二日到

曩ニ條約談判會第三回ニ於テ佛國政府ハ稅則案中、酒精
(spiritueux) 兵器 (armes et munitions) ノ二品目ニ關
シテハ再考ヲ加フヘキコトヲ約束シタル旨本月十九日附第
三號ヲ以テ申進候處去ル十五日右ニ關スル回答ニ接シ更ニ
左ノ通再修正案提出致來候
"armes et munitions autres que celles de guerre 10%
"Cognac, rhum, liqueurs.....15%
右ノ如ク酒精ハ三品ヲ限リ兵器類ハ軍用品外ノ品ハ三稅則
ニ掲ケントスルハ彼修正案ニ幾分ノ讓與ヲ加ヘタルモノニ
有之候右ハ同日直ニ電信ヲ以テ具報候得共今便爲念重テ申
進候 敬具

明治二十八年二月二十八日

在佛特命全權公使 曾禰 荒 助印

外務大臣子爵 陸 奥 宗 光 殿

註 一 四四四文書

四四九 明治三十八年三月十日 陸奥外務大臣ヨリ
會藏駐佛公使宛(注釋)
佛國側ノ修田開港ニ關シ福令ノ件

No. 98. (27) Japanese Government accept recasting of their treaty project but some points of counter-proposal require modification.

1. Japanese Government desire to suppress words agriculture and agriculturists throughout counter-proposal. Right to engage in agricultural pursuits is not usually accorded in treaties of commerce and navigation.

2. Japanese Government desire to maintain article I and article II of their draft. They have no objection to amendments limited to verbal changes, but those articles as originally drafted represent exact scope of Japanese proposals to all Powers.

3. If, after exhausting every effort, you fail to secure acceptance of our article I and article II, you may accept French counter-proposal of those articles, provided in paragraph 3, article I, French counter-proposal, 13 words beginning with "posséder tous" and ending with "soit" are suppressed and words

"des biens de toutes sortes" are replaced by words "les biens meubles situés dans les Etats et possessions respectifs." See article V, Franco-Mexican Treaty, 1886.

4. Article XVI, French counter-proposal, is accepted provided it is supplemented by last two sentences of article V of the Anglo-French Postal Convention, August 30, 1890.

5. Article XVIII, French counter-proposal, after word assistance insert the words "as can by law be given to them." See article XVIII, Anglo-Italian Treaty, 1883.

6. Japanese Government wish to limit scope of most favored nation clause to commerce and navigation as is customary.

7. Regarding emphyteutic leases, Japanese Government do not see their way to make any conventional engagement as to length of such leases. That is a question which, in Japan as well as in France, appropriately belongs to domestic legislation. National treatment is guaranteed and that will afford ample protection in the matter of industries.

No. 99, (28) The following is in reply to your telegram V.

1. Japanese Government accept amendments to paragraph 1, article I of Protocol, provided right to prohibit importations dangerous to public security or morals is maintained. Care must be taken in drafting clause to make it clear that reciprocal right of each country is limited to its own importations. Consequently words of Japan after copy-right laws should be suppressed. Impossible to understand situation regarding sanitary precaution clause. In your telegram U, you declare French Government object to prohibition in article IV, you then say French Government consent to restore sanitary prohibition in article IV.

2. Owing to great fluctuations in rates of exchange, three years would not as accurately represent values as six calendar months unless corrections based upon difference in exchange were applied. Subject to such correction, Japanese Government would consent to three years basis but they would prefer for the sake of uniformity in conventional

tariff the first six months, 1894. If neither of the foregoing propositions is acceptable, the Japanese Government will take either the last six calendar months or the year 1894 as basis.

3. Japanese Government consent to transference of rule for calculating ad valorem duties from tariff to Protocol, provided the word insurance is inserted before transportation and is suppressed before commission.

4. Japanese Government prefer to leave question of customs appraisements to be dealt with in the Supplementary Convention. The existing rule will in the meantime remain in force.

5. Japanese Government can not consent to first paragraph annexed to French counter-proposal of tariff. Japanese Government have no expectation whatever that they will be obliged to make their paper money non-receivable in payment of customs duties, but they do not think they should surrender the right to do so.

6. Japanese Government wish to adhere to their original proposition of making declaration regarding

the notification provided for in article XXV by means of Diplomatic Note.

No. 100. (29) Considering that Japan's tariff proposals are already more favorable to France than to any other Power, Japanese Government can not consent unconditionally either to extension of list of articles coming under conventional tariff or to reduce proposed rates of duty which are already quite low. Accordingly if French Government insist upon their counter tariff proposal, you are authorized to ask for reciprocal conventional tariff.

Sent, March 7, 1895. (Via Peters.), Mutsu

四月〇 明治二十六年三月十日 會藏駐佛公使ヨハ 陸奥外務大臣宛(來電)

農業及輸入禁止問題ニ關スル件

Y. May I understand by number 1 of your telegram 27 that Japanese Government cannot grant right of agriculture until the property of land will be granted? When you say in number 4 of your telegram 27 "last two sentences of article V of Anglo-French Postal

points before recommending negotiations in a firm manner.

1. For what articles must I propose reciprocal conventional tariff in case French Government will not yield to our desire?

2. If French Government reply to our proposition of reciprocal tariff that they can not grant other than most favored nation treatment, how shall I proceed?

3. French Government little satisfied with our tariff proposition especially for wine, pretend that if they sign to a tariff with wine excluded from list they will not be able to obtain ratification by the Chambers. They add that if Japan make no concession at all that would not be negotiation but ordering. Therefore if we completely refuse their demands on the tariff I am afraid negotiation might fail. May I push on in spite of such casualty?

4. To arrive at good understanding would it not be wise to consent to add to the tariff certain articles proposed by French counter-proposal suppressing therefrom other articles of which importation do not amount to 50,000 yen, otherwise I will be obliged to

Convention," do you mean last two paragraphs beginning first with the words "The present article" and the second with "The aforesaid engagement"?

In my telegram U, I said that French Government do not accept clauses of prohibition of merchandise in article IV *and of our*? (of our draft?) unless Japanese Government denominate certain merchandise. As to sanitary prohibition, French Government think it is hardly necessary to put in article IV as the same thing is provided for in Protocol, but if Japanese Government which to put it French Government make no further objection.

If there are any other points to observe in the Treaty or Protocol, please let me know as soon as possible.

(Via Petersburg), March 12, 1895. Sone

四月一 明治二十六年三月十一日 會藏駐佛公使ヨハ 陸奥外務大臣宛(來電)

貨品關稅ニ關スル問題ノ件

Z. Your telegram 29 received I wish to ask to Your Excellency precise instructions upon the following

suspend tariff negotiations. It is to be observed that Germany and Russia follow with great interest the progress of treaty negotiations in Paris.

(Via Petersburg). Paris, March 13, 1895.

Sone

四月二 明治二十六年三月十二日 陸奥外務大臣ヨハ 會藏駐佛公使宛(往電)

農業及輸入禁止問題新ニ關スル問題ノ件

The following is in reply to your telegram Y. You must understand only that Japanese Government object to grant by treaty the right of agriculture. In that particular, Japanese Government desire liberty of action as is usual among nations. Question regarding no. 4 of my telegram no. 27 answered affirmatively.

The following is in reply to your telegram Z. If either contingency foreseen in no. 1 or no. 2 occurs, you will report for instruction. French Government wholly misapprehend attitude of Japanese Government if they consider our proposals in light of ultimatum.

Our position is logical. Our original proposals embodied what we were prepared to grant without compensation or negotiations. Japanese Government consider that demands in excess of original proposals are subject to ordinary rules of diplomatic negotiations which recognize principle of compensation. In harmony with that principle our suggestion regarding reciprocal conventional tariff was made and in harmony with that principle I will now say that Japanese Government would consent to substitute claret wine in place of watches in our tariff proposal. In order to realize in full good effect of this proposed substitution, it would probably be better for you to carefully sound French Government in the first place. You can at proper time say it is a solution which has occurred to you but that you do not feel at liberty to approach your Government on the subject unless you are confident it will be favorably entertained by French Government. You should also hold out for 15 per cent duty saying you are certain anything less would not be satisfactory to your Government especially as that rate would not in the

champagne? I can not believe in the possibility of the (a?) understanding upon this figure.

(Via Petersburg), March 30, 1895. Some

會禰駐佛公使ヨリ
陸奥外務大臣宛
四五四 明治三十八年四月十三日

旅順領有問題及居留地土地所有權問題ニ

關スル件

第十號

五月二十三日到

東洋問題ニ付テハ無油斷注意致居候得共未タ特報スヘキ出來事無之尤モ過ル十日當外務大臣ニ面晤セシ時彼ノ口氣ニ依レハ魯國ト相談ノ上何カ多少可申出哉ニ被考候當地ノ輿論ハ幸ニ多少ノ先鞭ヲ付候ニ付恐ルヘキ事ハ有之間布被推察候併シ東洋ノジブラール旅順港ヲ日本ノ有ニ歸スルコトハ魯國ノミナラス他ノ諸國モ是ノミニ心配スル様子ハ確乎ト相見申候又當國政府カ何カ發表スル前ニハ必ス小官ニ一應相談可致ト相約申候(中略)當地新聞記者中私交上ニ有名ナル記者シメント申ス仁(中略)支那人ハ笑ハレ不申金錢ノ世ノ中ナル事ハ申スモ疎ニ候將又通商條約談判ニ

陸奥外務大臣時代 對佛交渉 四五四 四五五

least check consumption. While Japanese Government will do everything in their power to conciliate French interests, they cannot ignore their own interests which in the matter of treaty revision are superior to interests of any single Power.

Shimonoseki, March 27, 1895. Mutsu

會禰駐佛公使ヨリ
陸奥外務大臣宛(來電)
四五三 明治三十八年三月三十日

農業及葡萄酒ノ件

Aa. It is true clauses upon agriculture is not found in most of *treaty abrogated* (?). I think that is because *propriety of land* (property in land?) is granted thereby including right of engaging in agriculture *being included therein* (?). In reserves to right of property does Japanese Government intend to refuse absolutely right of agriculture?

May I understand all sorts of wine by claret wine in your telegram? In France champagne is considered a sort of wine. Is that for which I must insist upon 15 per cent duty, all sorts of wine except

付テハ貴訓ニ依リ處置致居候乍併土地所有權ヲ與ヘサル事ヨリシテ萬事彼等ニ好口實ヲ與ヘサルコトハ如何ニモ残念ノ至ニ御座候聞ク處ニ依レハ獨國ノ方モ同一ノ困難アル歟斷然タル決定ハ出來不申哉遠國ニ居ル者ニハ今日之ヲ爲スモ決シテ後悔有之間布被考候國光ヲ彈スハ是レ此時ナル歟ト確信仕候先ハ報告旁右申進候 敬具

明治二十八年四月十三日

在佛 會禰 荒助

外務大臣子爵 陸奥 宗 光閣下

會禰駐佛公使ヨリ
陸奥外務大臣宛
四五五 明治三十八年五月十五日

第四回談判應問狀況報告ノ件

第十一號

七月二日到

昨二十四日ヲ以テ日佛條約談判第四回相關候處被委員ノ一人ナル「シヤンキビツチ」公使先日以來任處出張今以不在ニ付條約本文及議定書ニ付テハ談議ヲ遂クルコトヲ得ス當日ハ専ラ税則ニ關シテノミ談判致候得共本官ハ本條約ニ關シテモ閣下ノ御訓令ニ基キ大略我政府ノ意見ヲ述ヘ通商局

長「ボンバル」氏ハ其大體ニ於テ左ノ如ク答辯致候

二、農業(agriculture)ノ字ヲ除クコトハ佛國政府ニ於テ同意ヲ表スルコト能ハス此件ハ條約ヲ以テ之ヲ許ササルハ何ヲ以テ之ヲ許サントスル乎實際日本ニ至リ農業ヲ營マントスル佛國人ハ極メテ少數ナルヘシト雖モ農業ニ從事スルコトヲ得ルノ明文ナキトキハ直ニ其問題ヲ發生スヘシ又日本ニ於テ農業ヲ佛國人ニ禁止スルノ精神ニ非サル以上ハ何ソ今日之ヲ條約ニ明記スルコトヲ憚ランヤ本問題ニ付テハ「シヤンキビツチ」氏不在中ト雖モ本官ニ於テ確答スルコトヲ得ルユヘ何卒日本政府ノ再考ヲ煩ハシタシ

一、今日ニ於テ鑑定人ノ件ヲ議定書ニ詳記スルコトヲ欲セストノコト并ニ其必要ノ時ニ至リ之ヲ制定セントノコトハ承知セリ乍併議定書中ニ「爭議ノ生シタル時ハ現行ノ手續ヲ以テ處理スルコト」ヲ定メ置キタシ
一、今日日本ニ於テ昔日ノ如ク通貨ニ數種類ナキユヘ税金支拂ニ異議ナカルヘシト雖モ將來如何ナル貨幣ノ變更アルモ知ルヘカラス故ニ其節苦情ノ生セヌ様先見シ置クコト必要ナリ

同 (瓶詰) 一ダス ニ付 二十錢

シヤンバア ニュ 一ダス ニ付 七十五錢

但 Cognac, rhum, liqueurs 三種類ハ從價稅百分ノ十五トス

且ツ曰ク前日毎々申シタル通り日本政府ニ於テ酒類(Vin, Champagne, Spiritueux)ヲ約定稅則ニ入ルハコトヲ承諾ナキ時ハ其他ヲ論スルモ徒勞ニ歸スルノ結果ヲ見ルヲ免カレサルヘシハ佛國第一ノ產物ナルユヘ之ニ對スル感情ノ好惡ニ於テ一般ヲトスルコトヲ得ヘシ何卒此議ハ直ニ日本政府ノ承諾ヲ得テ一日モ早ク談判ヲ決了シタシ

依テ本官ハ其他品則チ佛國政府ノ修正稅則ハ悉皆擲去シ且ツ金若クハ白金ノ時計ノ二十、絹綿繻子十五、縮緬吳呂十ハ總ヘテ日本政府ヨリ提出セル稅率ヲ復活セシムルコトヲ主張シ再三抗議相試候處彼ハ斷然不同意ヲ唱ヘテ曰ク

佛國政府ハ既ニ前回ニ於テ出來得ル丈ノ讓歩ヲ爲シタルコトユヘ今更如何トモスルコト能ハス然シ貴官ノ熱心ナル請求ニ對シ更ニ一步ヲ讓リ Savon communノ稅率五ヲ十二増シ chandelles et bougies 五ヲ八ニ

一、其他ノ事項ハ「シヤンキビツチ」氏ニモ協議シ自分モ熟考スヘシ

稅則ノ件ハ通商局長ノ專任ニ付本官ハ閣下ノ御訓示ニヨリ更ニ我政府カ取ル所ノ原則其他諸種ノ困難等ニ就キ反覆辯論致候處彼ハ左通り返答致候

貴官ノ再三説明セラル、所ハ一ニ其意ヲ了セリ然レトモ我佛國ノ情況モ亦貴官ノ言ト均シク之ヲ度外視スルコトヲ得ス日本政府ハ我政府ノ請求ニ對シ一切拒絕セラル、モノナリ元來商賣上ノ事ハ現在ヨリモ寧ロ將來ノ關係ヲ先見スルコトヲ要スルカ故ニ國々ニ於テ各其意見ヲ異ニスルハ免レサル所ナルヘシ然レハ彼是互ニ多少ノ讓合ヲ諾シテ其局ヲ結フノ外ナシ若シ貴官ノ言ニ從ハンカ日本ハ萬全ノ利ヲ占メ佛國ハ一利モ得サルニ至ルヘシ又別ニ約束ヲ結ハントスルハ我國ニ於テ實際行ハルヘキニ非ス

彼は回答ノ末彼ハ酒類ニ從價稅ヲ課スルノ不便ヲ述ヘ此際從量稅ト爲サンコトヲ主張シ更ニ左ノ如キ修正稅率ヲ提出致候

葡萄酒(樽詰) 百リツトルニ付 五十六錢八厘

増シ baronnettes 及 telescopes ノ兩品ハ全ク除去ス

ヘシ是レ最終ノ讓與ナリ

右ノ通ニテ當日ノ會議ヲ了候本官案スルニ若シ我ニ於テ佛政府最終ノ申出物品ヲ稅則ニ掲クルコトヲ承諾スレハ稅率ニ付テハ尙ホ談判ノ餘地ヲ殘シ置キタルヲ以テ其談判ニ入レハ多少増額セシムルノ望ナキニ非スト存候 (A. B. 號電信參照)

右申進候 敬具

明治二十八年五月二十五日

在佛特命全權公使 曾 禰 荒 助

外務大臣子爵 陸 奥 宗 光殿

註 1次號四五六來電ナリ

四五六 明治三十八年五月二十七日

曾禰駐佛公使ヨリ
陸奥外務大臣宛(來電)

稅則ニ關シ商議ノ件

Ab. In the absence of one of the French commissioners I can not enter into negotiations upon the text of treaty, but French Government declare from now that they can not consent to omit word agricul-

ture. As to the tariff, French Government strongly adhere to their propositions but as the last concessions they propose the following modifications to their propositions :

Firstly, common soap 10 instead of 5; secondly, candle and wax candle 10 instead of 8; thirdly, saffron 7 instead of 5; fourthly, to omit from the list barometer and telescope.

On the subject of vin, champagne not being able to come to understanding, French Government demands to subject them to the following specific duty :

Vin in a cask, $56\frac{4}{5}$ sen per hectolitres; in bottles, 20 sen per dozen; champagne, 75 sen per dozen.

I know this is not favorable to Japan but, if Japanese Government can consent to the whole of French tariff proposition, I have still the hope that in consulting directly with French Minister for Foreign Affairs I might more or less raise rate of some articles, for example, vin 8, champagne 12, spirits 18, gold and platina tinkets (?) 15. If that does not become Japanese Government there is no hope to come to understanding.

accorded and they think that domestic legislation should precede rather than succeed conventional engagements on the subject. This course of procedure seems peculiarly necessary for Japan at the present time because of geographical situation and distribution of population and also because many Chinese and other Asiatic races have, in consequence of territorial changes, secured European nationality. Japanese Government would be willing to introduce last paragraph, article V, Franco-Mexican Treaty, 1886, inserting after the word "immovables" the words "and the rights of agriculture." Japanese Government do not think it would be wise for them to go beyond this, neither are they able to perceive wherein the privilege of agriculture is of real importance to France.

Japanese Government will make following tariff concessions :

Substitution of claret wine in place of watches, duty 10 per cent. Reduction of duty on silk and cotton mixtures from 15 to 10 per cent and introduction into conventional tariff of common soap and

(Via Petersburg), Paris, May 27, 1895. Sone.

四月十七 明治二十六年七月六日 西園寺外務大臣代理ヨリ
曾根駐佛公使宛(往電)

營業及税問題ニ付訓令ノ件

(35) Japanese Government (are) most anxious to conclude negotiations with French Government and, to that end, are disposed to make every concession in their power. But demands of French Government especially regarding agriculture and tariff, are so severe that it is extremely difficult to discover solution. It is unusual to stipulate for right of agriculture even in treaties of commerce in which right to own land is not granted. Disinclination of Japanese Government to grant right of agriculture and ownership of land by treaty does not spring from policy of illiberality but from reasonable prudence and practice of other Powers. It is not the policy of Japanese Government to permanently withhold those privileges from foreigners, but they wish liberty of action to determine for themselves when and to what extent those privileges may properly be

candles and wax candles at 10 per cent duty. The reduction in rate of duty on mousseline de laines is impossible as it would mean all round reduction on all tissues to the same rate. Besides, proposed rates are very moderate. Japanese Customs Returns will show small importance to France of other tariff demands. If foregoing tariff proposal is unacceptable you can propose reciprocal conventional tariff as authorized in telegram 29. If neither of foregoing proposals is acceptable, you can propose solution based upon second paragraph, section 1 of Japanese-Italian Protocol respecting merchandise not included in Japan's tariff proposals to France. If all foregoing proposals are rejected it will be extremely difficult, if not impossible, to reach agreement but, on account of negotiations with other Powers, it is of first importance that negotiations with French Government should not be broken off. You will consequently continue your efforts whatever answer French Government may make.

July 16, 1895. Saionji.

註 明治二十八年六月五日西園寺公望外務大臣臨時代理

フナシ

四五八 明治三十八年七月二十日 會禰駐佛公使ヨリ 西園寺外務大臣代理宛(來電)

税目二關スル件

Ae I have received your instructions 35. I think it my duty to ask once more your instructions before entering into negotiations for tariff. Am convinced that French Government will not be content with our concessions, nor will they accept reciprocal tariff. I shall be obliged therefore to propose solution based on Japanese-Italian Protocol. Then I fear the said solution might have dangerous effect for future legislation. Among the articles of French counter-project, there will be no inconvenience to admit perfumery as it is found in tariff between England and Japan, and printing-machine and drawing instruments are not *subjects of* (?) heavy taxation. Moreover, I think French Government will consent finally to omit champagnes and spirits, provided vin 10 per cent and four articles, non-military arms and muni-

resist German demands regarding other luxuries. If we admit printing-machines and drawing instruments we must admit all other machines and instruments. If we admit saffron we must admit other drugs and medicines. Finally, if we admit these articles we must wholly abandon the rule (of) excluding imports of less than yen 50,000 in value. In negotiating with France you must remember we are also negotiating with other Powers,

July 26, 1895. Saionji.

四六〇 明治三十八年八月八日 會禰駐佛公使ヨリ 西園寺外務大臣代理宛(來電)

税目二關スル件

Af. French Government gave me, as the last concessions, following reply:

Concerning tariff, they accept vin 10 per cent on condition it includes champagnes. As for mousseleine de laine, they propose to establish 3 categories; first, unbleached or blanc d' impression 5 per cent, second, teintés 8, third, imprimées 10. They renounce arms, munitions, rum, liqueur, non-imitated bijouterie,

tions 10, jewelry 15, lorgnette 10, saffron 8, be preserved. Would it not be wiser to consent to preserve these four articles of little importance rather than to propose solution above referred to?

(Via Petersburg), July 22, 1895. Sone.

四五九 明治三十八年七月二十六日 西園寺外務大臣代理ヨリ 會禰駐佛公使宛(往電)

税目二關スル件

No. 288. (36) Instructions contained in my telegram 35 were sent after careful consideration. Accordingly, I think you better follow them explicitly and as soon as possible. Perhaps, our proposals for compromise, although liberal, may not prove, acceptable to France but will at least show disposition on our part to be as conciliatory as possible. Perfumery is not in Anglo-Japanese Tariff. Regarding other articles mentioned by you, our principal objection to admitting them into conventional tariff is on account of precedent which would thereby be established. Jewelry is in highest degree luxury. If we admit it into conventional tariff with France we could hardly

jouillerie, saffron, but they demand to maintain other articles, that is to say; cognac 15 per cent, imitated bijouterie 10, lorgnette 10, perfumery 10, printing-machine 5, drawing instruments 10 instead of 8.

I believe I have made all efforts possible for negotiating tariff. French Minister for Foreign Affairs said to me that the motives of their demanding to inscribe these articles among schedule of tariff are not the importance of their exportation but the impression of the country and this impression he asks Japanese Government to take into consideration.

(Via Petersburg), Aug. 8, 1895. Sone.

四六一 明治三十八年八月六日 西園寺外務大臣代理ヨリ 會禰駐佛公使宛(往電)

佛國對英電報スル件

No. 331. I do not understand from your telegram Af whether you complied with instructions contained in my telegram 35. If you did so, it is necessary that I should know in order to decide regarding next step. What replies French Government made to each alternative proposal? Telegraph concisely on

the subject.

Sent Aug. 16, 1895. Saionji.

四六二 明治三十八年八月九日

會禰駐佛公使ヨリ
西園寺外務大臣代理宛(來電)

佛國側ノ意向申報ノ件

Ag. I have negotiated entirely according to your instructions 35. I made in the first place the new tariff proposition (to?) which French Government replied impossible to accept and, as reciprocal conventional tariff was already clearly refused, I made the last proposition to which French Government remarked that it is proper only to the (a?) country like Italy. After a few days French Government gave me, as the last concessions, reply contained in my telegram Af.

(Via Petersburg), Aug. 19, 1895. Sone.

四六三 明治三十八年八月十四日

西園寺外務大臣代理ヨリ
會禰駐佛公使宛(往電)

交渉促進方ノ件

desire. But if you can authorize me to accept articles proposed by French Government, I can take trouble to raise rate of duties on lorgnette and pen-fumery to 12-¹/₂ instead of 10.

(Via Petersburg), Aug. 27, 1895. Sone.

四六五 明治三十八年九月五日

西園寺外務大臣代理ヨリ
會禰駐佛公使宛(往電)

我要求ニ對スル佛國側ノ態度報告方訓令ノ件

No. 370. (46) It is important that I should know whether French Government accept our demands respecting following points:

- 1st, wording (of) article I and II.
- 2nd, ownership (of) real property.
- 3rd, emphyteutic leases.
- 4th, Agriculture.
- 5th, mail packets.
- 6th, deserting seamen clause.
- 7th, most favored nation clause.
- 8th, period of Customs Returns as basis for conversion of ad valorem into specific duties.

陸奥外務大臣時代 對佛交渉 四六五 四六六

(43) Regarding whole question of treaty revision with France I wish to know definitely whether you can not make further efforts to induce French Government to reduce their demands in accordance with our wishes.

Sent Aug. 24, 1895. Saionji.

四六四 明治三十八年八月二十日

會禰駐佛公使ヨリ
西園寺外務大臣代理宛(來電)

交渉ノ現状及見込ニ付回報ノ件

Ah. As to the question of tariff I have made all efforts possible to diminish the number of articles to be inscribed to (in?) the conventional tariff. As to the text of treaty I have still efforts to make before arriving at good understanding. There will be necessarily certain modifications in wording without of course changing senses. French Government wish for concluding treaty as early as possible but as French Government say that their demand, as it is found now, originated from *managing* (?) impression of the country rather than profits, I can do nothing therein in the way of satisfying our

- 9th, customs appraisements.
- 10th, concerning date treaty takes effect.
- 11th, money receivable for customs.
- 12th, as to (the) manner in which stipulation regarding Codes is to be made.

Sent, Sept. 5th 1895. Saionji.

四六六 明治三十八年九月九日

會禰駐佛公使ヨリ
西園寺外務大臣代理宛(來電)

商議延期事情申報ノ件

Aj. As both French Plenipotentiaries are taking summer vacation, I can not reopen negotiations before beginning of October. Therefore it is impossible to answer immediately your telegram 46. Please give me no later than end of September instructions for tariff to which French Government attach more importance than the text of treaty. For the latter I think we may get satisfaction.

(Via Petersburg), Sept. 9th 1895. Sone.

Rec'd Sept. 12th 1895.

四六七 明治三十八年九月六日 西園寺外務大臣代理ヨリ
會藏駐佛公使宛(往電)

交渉進捗状況及將來ノ見込報告方訓令ノ件

No. 399, (50) In your telegram Ah you said referring to the treaty "there will be necessarily certain modifications in wording without of course changing sense." I naturally supposed from that explicit statement that some settlement had certainly been reached respecting most of the outstanding questions and desiring to know actual situation I sent my telegram 46 asking for definite information regarding certain enumerated points which had not, so far as I was aware, been adjusted. You now reply by your telegram Aj that you can not answer the enquiries in the absence of the French Plenipotentiaries from which I am compelled to modify conclusion drawn from your telegram Ah and to assume that (the) statement was not based upon actual knowledge but merely upon your own impression. Under these circumstances I wish to be informed definitely whether you now think you can finally attain the results which we desire.

總論ハソノハ素對士申ノ件

Ao. If you can admit the last demands on the tariff I can recommence immediately negotiation with French Minister for Foreign Affairs without waiting the return of French Plenipotentiaries. French Government appears to be very desirous of promptly terminating negotiation before opening of Chambers. Is this not favorable occasion to profit?

(Via Petersburg), Sept. 30, 1895. Sone.

四六〇 明治三十八年十月六日 西園寺外務大臣代理ヨリ
會藏駐佛公使宛(往電)

第四問題ニ付訓令ノ件

No. 449. (56) Japanese Government understand that tariff negotiations are narrowed to ten items and confidently believing that your representation by your telegram An that, if concessions be made by Japan regarding tariff, you can arrange with French Government all outstanding questions regarding treaty and protocol to our satisfaction is not merely your own supposition but you had good ground for it to

Sept. 18th 1895. Saionji.
註 會藏公使來電 Ah 四六四及 Aj 四六六參照

四六八 明治三十八年九月二十二日 會藏駐佛公使ヨリ
西園寺外務大臣代理宛(來電)

交渉進捗狀況報告ノ件

An. I did not wish to answer you as decided upon the pending question although understanding was almost arrived at unofficially. But now that I have received your telegram 50 I do not hesitate to say that, if the tariff question can be settled, points enumerated in your telegram 46 will be I think fully satisfied. Therefore I wait for your instructions favorable to my telegram Ah without which I can not recommence negotiation. In fact, with favorable instructions negotiation can be terminated in a week.

(Via Petersburg), Sept. 22, 1895. Sone.

四六九 明治三十八年十月六日 會藏駐佛公使ヨリ
西園寺外務大臣代理宛(來電)

rely upon, Japanese Government will consent to incorporate vin, champagne and gold and platina watches in conventional tariff at 10 per cent duty. Japanese Government might reasonably and, no doubt, successfully ask for some increase in rate of duty on champagne and gold and platina watches, but considering great importance to Japanese Government of adhering to rules originally laid down for determining what items were to be included in conventional tariff, Japanese Government prefer to accept foregoing low rates of duty rather than include in conventional tariff articles the annual importation of which fall below yen 50,000. Low rates of duty on above articles mean loss of revenue in respect of these articles, but disregard of rules above referred to would be still more serious, for door would then be open for admission into conventional tariffs of every article of import. Accordingly, Japanese Government wish to exclude from conventional tariff printing machines, drawing instruments, jorgnettes, perfumery, imitation bijouterie and cognac. Not one of these items is imported to (the)

extent of yen 50,000 and, with (the) exception of cognac, they even fall below yen 20,000. Some of them are in highest degree luxuries and others do not require protection of conventional tariff. Admission of cognac into conventional tariff would inevitably compel Japanese Government to admit all other liquors and spirits into conventional tariffs, more especially beer annual importation of which amounts to yen 37,000, and whisky annual importation of which exceeds value of cognac imported. Leaving aside reductions in rate of duty on silk-faced cotton satins and gold and platina watches, the items which Japanese Government have already consented to introduced into conventional tariff bring, over 81 per cent of French imports, under conventional tariff Japanese Government earnestly ask French Government to take these circumstances into consideration and, in spirit of conciliation, to accept compromise above proposed. The concessions asked are, for France, almost nominal while, for Japan, they are of serious moment. As to demand for reduction in rate of duty on mouseline de laine, Japanese

French Government to abandon this and other unacceptable tariff demands.

Sent, Oct. 9th 1895. Saionji.

四二一 明治三十八年十月十六日 西園寺外務大臣代理宛(來電)

法蘭西政府に對する要求の件

Aq. French Government having declared that their proposition is the last concessions they could and that it is a question of public sentiment rather than pecuniary consideration and Japanese Government not agreeing with these concessions, it is almost evident that if I open negotiation according to your telegram 56 negotiation will fail. Must I push the question in spite of such contingency? I think it is of our interest to suspend negotiations upon the tariff question till the conclusion of treaties with the other Powers unless Japanese Government admit the following compromise. As to mouseline de laine I hope I can induce French Government to accept our demand, but for other six articles French

Government regard it as most important question connected with tariff negotiations. The actual direct loss resulting from such reduction would be of grave importance while indirect consequences would be still more serious because Japanese Government would find it impossible to accord less favorable treatment to tissues imported from other countries and (the) result would be all round reduction in rates of duty on tissues. Moreover, it would be highly illogical as well as contrary to plan of proposed conventional tariffs not to subject tissues to higher rate of duty than yarns, out of which they are fabricated. Besides, according to established practice of trade, mouseline de laine of different varieties are frequently packed together indiscriminately in same cases. Consequently, imposition of different rates of duty would either compel change of well established trade usage, or customs officers would be obliged to open and overhaul every case to the great injury of the goods. You must put forward these arguments in most forcible manner possible and exhaust every effort to induce

Government firmly ask their insertion in conventional tariff. It is very difficult task for me to invoke principle of 50,000 yen as Japanese Government once deviated themselves from their (this?) principle when they consented to soap, candle and wax. Do you not think that we had better obtain higher rate on the six articles rather than insisting to omit from the conventional tariff? As to watches, they were replaced by vin and therefore omitted from conventional tariff.

(Via Petersburg), Oct. 16, 1895. Sone.

四二二 明治三十八年十月十五日 西園寺外務大臣代理宛(往電)

法蘭西政府に對する要求の件

No. 498. (58) Concessions regarding tariff mentioned in my telegram 56. were intended to be made only in case you had a firm ground to believe that French Government would comply with Japan's desire hitherto expressed to them in respect of Treaty and Protocol. With that understanding and in the hope

to bring the question of treaty revision to a satisfactory conclusion, Japanese Government were prepared to make all possible concessions. But in your telegram Aq you did not touch on these points but simply expressed your fear that our last concessions regarding tariff may not be acceptable to French Government and that their presentation might cause failure of negotiations. Even prior to this, whenever I sent you instructions to be presented to French Government, you had been in the habit of submitting to me your own personal opinions but since it is possible that in some case French disposition could not be foreseen, it is desirable that upon receipt of my instructions you should act upon them and exert yourself in the line indicated, anyhow. Now, therefore, if you are sure that French Government would fully and satisfactorily meet our desire regarding Treaty and Protocol as stated in your telegram An you will act upon and carry out instructions contained in my telegram 56 regardless (of) your fear about tariff concessions. Moreover, I believe there is no reason to fear that

six articles. Can I try upon this basis?

Sent, Oct. 25, 1895. Sone.

As. Your telegram 58 received concerning your telegram 56. I have spoken already with French Minister for Foreign Affairs and Director of Commercial Affairs. My telegram Ar was the result of this interview. I have therefore no reason to reopen the conference before receiving further instructions. I beg to add that French Government remarked that reasons (raw material etc.) advanced by Japanese Government as to the mousseleine de laine hardly admissible in case of ad valorem duty and commercial customs furnish no good reasons. As to the treaty and protocol, the proposals of Japanese Government have been accepted with the exception of the questions as to packet ship and money, the details of which as well as certain modifications in the wording of text will be telegraphed immediately.

Sent Oct. 27, 1895. Sone.

negotiation should fail even if French Government did not agree to our last proposal. Regarding our consent to introduce candles and soap into conventional tariff, I will say annual importation of candles exceeds yen 50,000. Soap falls below that limit but our concession respecting soap, being made to promote final accommodation, can hardly be cited as valid reason for additional and still larger concessions on our part in (the) same direction.

Sent, Oct. 24th 1895. Saionji.

四十四 明治三十八年十月二十五日 會藏駐佛公使ヨリ
西園寺外務大臣代理宛(來電)

サントンの關税ニ關スル事

Ar. In an interview with the Director of Commercial Affairs I find French Government attach great importance to mousseleine de laine. It appears that commercial report recently received from Japan firmly convinced French Government of the importance of establishing three categories. I think it is wise therefore to accept French demand on mousseleine de laine on condition to suppress the remaining

德國郵船會社ニ對シ

At. In order to answer your telegram 46, I demanded of French Government definitive text of their counter-project which they gave me with the following modifications. They insist to maintain article I and article II. Article I, third paragraph commences as follows:

They may reciprocally in all the extent of respective State and Possessions travel, reside and devote themselves to the exercise of their professions, acquire, possess and transfer by succession, will, gift or by any other manner whatsoever personal goods, values and effects of all sorts. Rest of the article unchanged. Article II. insert "elevate and" before "possess churches." Article IV, the middle of the article modified as follows:

They may there possess, hire even by emphyteutic leases and occupy houses and shops which may etc., lease land, take it in emphyteutic leases for etc. purposes, all conforming etc. to the laws and regulations of the respective country. To avoid misunderstanding as to the meaning of the word emphyteutic,

四十四 明治三十八年十月二十七日 會藏駐佛公使ヨリ
西園寺外務大臣代理宛(來電)

French Government propose to mention in the verbal process that it means long lease according to territorial laws. Article V, omit phrase "which are or will be opened to foreign trade." French Government remark that this phrase will have no reason to exist as soon as whole country will be opened. Article VI, the premises (locaux) and spaces serving to (as?) the dwelling of the citizens or subjects of each of the High Contracting Parties or to (for?) the exercise of their profession as well as their dependency shall be respected. No change in paragraph second. Article VIII, in the place of article VII and article VIII French Government put as article VII the following article according to principles of article IV and article V of Japanese project :

The custom duties levied in entering into France and into Japan upon the products of the other country should not be other or higher than those imposed upon similar merchandises originating from the most favored nation and arriving therefrom in the same conditions. The duties levied at the exportation

Omit in fourth paragraph two phrases "when they will claim them" and "upon their claim within the delay fixed by the laws of (the) country." French law has no limit on this delay. Omit from "in which case" in fifth paragraph to the end of the article. Article XV, after (the) word "permitted" add "to the ships of war of." Article XVI, French Government do not accept our proposal (to insert?) the last two paragraphs of article V, Anglo-French Treaty. They say that these clauses are not applicable in practice so that they are going to negotiate with British Government to omit them. Article XXV-III, our demand is accepted. Article XX, for simplification order of phrases changed without touching to the senses. Article XXIII, add "it is agreed that they might become moreover applicable to the French colonies for which French Government might claim their benefit. Representative of the French Republic in Tokio shall have to this effect to notify it to Japanese Government within the delay of two years from the date when the treaty shall be put in force." Article XXIV, accepting in principle article

from France and from Japan upon the products destined to the other country should equally be not other or higher than those imposed upon the same products destined to the most favored nation. The High Contracting Parties agree moreover to establish no restriction or prohibition of importation (or) exportation which is not at the same time applicable to other nations. If this article will be accepted numbers of articles which follow will be changed respectively. Article X, greatly simplified without changing sense. The customs duties levied in entering into or going out of the territories of each of the High Contracting Parties, the premiums and drawbacks will be the same whether the importations or the exportations take place by the French or the Japanese vessels or by vessels of any other nationality. Article XIII, first paragraph, "however" replaced by "moreover." Article XIV, "for the charges" replaced by "to pay the changes" and "(the) captain" (by?) "the captain of merchant vessel." Add to the end of second paragraph "who will be admitted to interfere with in his quality to procure all the necessary assistance."

XVII of our project. "From the date when the present Treaty will come into force (the) Treaty of the 9th October 1858, Tariff Convention, June 25 1866, and all the arrangements in general concluded between the High Contracting Parties and existing previously to this date shall be abrogated. In consequence French jurisdiction in Japan and the privileges, exemptions or immunities which the French enjoyed in the matter of jurisdiction shall be suppressed instantly and without having to notify the date of when the present treaty will come into force and the French shall be from that time submitted to the jurisdiction of Japanese tribunals. Article XXV, first paragraph, four years instead of five, three years instead of four. Article XXVI, ratification in Tokio. Beside these there are certain modifications of words without touching to the sense, for example, ressortissant instead of subjects or citizens, entire instead of perfect, to be buried instead of to bury, whatever instead of all and so forth. Protocol, section 1. paragraph 1, admitting our proposal French Government change (the) phrase "of

other indecent or obscene objects, of articles violating the laws" into "of other objects offering some danger to the public security or moral, of articles fabricated *therefrom* (in violation of) the laws. Paragraph 2, "first six months, 1894" instead of "last three years" and for the position of (the) word "assurance" our demand accepted. Paragraph 3, according to our proposal. Paragraph 3, 4, 5 have been replaced as follows:

In case of contest upon the valuation or classification of the declared merchandise, the difference shall be settled according to actual regulations which shall remain in force until a subsequent convention shall have modified them. Paragraph 7, French Government do not accept our proposal but add (the) word "legal" to currency. In Latin Union, paper money excepting Russian, Austrian and Spanish, gold coins have legal currency but if Japan give legal currency to either money or foreign coins they shall be considered to be legal currency. Section 2, paragraph 2, add "under this reserve" after that. Section 4, French Government accept to omit this clause in

附屬書一 佛國政府ノ條約對案

二 同議定書對案

三 同外交文書

機密第十九號

十二月二十日到

日佛條約改正ノ件ニ關シテハ本年七月第五回談判相開候後佛國政府ハ稅則ニ付固ク前議ヲ執リ我要求ニ應セサル爲メ不得止談判中止ノ姿ニ立至リ其間毎々電信ヲ以テ閣下ノ御訓令ヲ仰キ同時ニ當國外務大臣及外務省通商局長ニ面シ私交上ノ談話ヲ以テ彼ノ意向ヲ叩居候際九月六日四十六號電信ヲ以テ本條約及議定書中未決問題十二件ニ付御訓令ノ筋有之然處該問題中佛國政府ハ我提議ニ對シテ公然何等ノ回答ナキ點モ有之當時直ニ奉答ノ運ニ立至兼候間其際更ニ彼全權委員ニ向ヒ本條約及議定書案ニ關シ我意見ヲ採用シテ彼最終案提出相成候様申入置候處今般其回答ニ接候ニ付不取敢本月二十七日A丁號長文ノ電信ヲ以テ及具申候得共今便別紙ノ通甲乙丙及御送付候右申進候 敬具

明治二十八年十月三十一日

在佛特命全權公使 會 福 荒 助

外務大臣臨時代理

文部大臣侯爵 西 園 寺 公 望 殿

陸奥外務大臣時代 對佛交涉 四七五

Protocol and provide it in a declaration as follows:

The undersigned &c. honor to declare duly authorized to this effect by a special mandate of his Government that the Imperial Japanese Government undertake not to make notification provided in article XXIV of the Treaty signed to-day so long as the Codes of the Empire which have been already promulgated but the application of which has been adjourned shall not have been put effectively in force. You will observe the proposals of Japanese Government have been accepted with the exception of packet ship and money. (The) word agriculture is omitted every where except only in article XIX. As to the modifications in the wording of (the) text we can ascertain no change of meaning in verbal process.

Paris, Oct. 27, 1895. Sone.

Rec'd. Oct. 30, 1895.

四七五 明治二十六年十月三十一日

會 福 駐 佛 公 使
西園寺外務大臣代理 荒 助

佛國政府最終修正案添附ノ件

註 1 及 2 四六五、四七四文書

附屬書一 佛國政府ノ條約對案

Il y aura réciprocement pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les Etats et possessions des deux Hautes Parties Contractantes.

Les Français au Japon et les Japonais en France jouiront de la plus complète et constante protection pour leurs personnes et leurs propriétés.

Il pourront, *réciprocement* dans toute l'étendue des Etats et possessions *respectifs*, *voyager*, *résider et se livrer à l'exercice de leurs professions*; *acquérir, posséder et transmettre par succession, par testament, donation ou de toute autre manière que ce soit, des biens, valeurs et effets mobiliers de toute sortes*; ils jouiront à cet effet des mêmes privilèges, libertés et droits que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée, sans pouvoir être tenus à acquitter des impôts ou *taxes* autres ou plus élevés que ceux qui seraient imposés sur les nationaux eux mêmes.

Ils auront un libre et facile accès auprès des Tribunaux de Justice tant pour réclamer que pour

défendre leurs droits en toute instance et à tous les degrés de Juridiction établis par les Loix.

Ils seront libres de choisir et d'employer dans toutes les circonstances les Légistes, Avoués, Avocats et Agents de toute classe qu'ils jugeraient à propos et jouiront sous ce rapport des mêmes droits et privilèges que ceux qui sont ou seront accordés aux nationaux.

Art. II.

Les *ressortissants* de chacune des deux H. P. C. jouiront dans toute l'étendue des Etats et possession de l'autre partie contractante *d'une entière* liberté de conscience et pourront, en se conformant aux Loix, Ordonnances et Règlements du pays *élever et* posséder des Eglises, se livrer à l'exercice privé ou public de leur culte, ils jouiront aussi sous les mêmes conditions du droit *d'être inhumés* suivant leurs coutumes religieuses dans des cimetières convenablement situés *lesquels* seront établis dans le cas où il n'en existerait point et *seront soigneusement* entretenus.

Art. III.

entrant en société commerciale avec des étrangers ou avec des nationaux; ils pourront y posséder, louer *même par bail emphytéotique* et occuper les maisons, magasins et boutiques qui leur seront nécessaires, louer des terres, les prendre à bail *emphytéotique*, à l'effet d'y résider *et d'y exercer leur profession* le *tout* en se conformant, comme les nationaux eux-mêmes et les ressortissants de la nation la plus favorisée, aux Loix et Règlements des pays respectifs.

Art. V.

Les Français au Japon et les Japonais en France auront pleine liberté d'entrer avec leurs navires et leurs cargaisons dans tous les ports, mouillages et rivières de leurs territoires respectifs et jouiront en matière de commerce et de navigation du même traitement que les nationaux et les ressortissants de la nation la plus favorisée sans avoir à payer aucuns impôts, taxes ou droits de quelque nature ou de quelque dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou établissement quelconques, autres ou plus élevés que

Les Français au Japon et les Japonais en France ne seront contraints, sous aucun prétexte, à subir des charges ou à payer des taxes, impôts, contributions ou patentes sous quelque dénomination que ce soit, autres ni plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus sur les nationaux ou les *ressortissants* de la nation la plus favorisée.

Ils ne seront astreints à aucun service obligatoire soit dans les armées de terre ou de mer soit dans les gardes ou milice nationale. Ils seront exempts de toutes contributions imposées en lieu et place de service personnel, de tous emprunts forcés et de toute autre contribution extraordinaire de quelque nature qu'elle soit.

Art. IV.

Les *ressortissants* de chacune des H. P. C. pourront en quelque lieu que ce soit des Etats *et* possessions de l'autre *partie* exercer toute espèce d'industrie ou de métier, faire le commerce tant en gros qu'en détail de tous produits, objets fabriqués ou manufacturés, de tous articles de commerce licite, soit en personne, soit par leurs Agents, seuls ou en

ceux imposés aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée *le tout* en se conformant aux Loix, Ordonnances et Règlements de chacun des pays respectifs.

Art. VI.

Les locaux et espaces servant à l'habitation des citoyens ou sujets de chacune des H. P. C. ou à l'exercice de leur profession, ainsi que toutes leurs dépendances seront respectés.

Il ne sera point permis d'y procéder à des perquisitions ou visites domiciliaires non plus que d'examiner ou d'inspecter les livres, papiers ou comptes sauf dans les conditions et formes prescrites par les Loix, Ordonnances et Règlements applicables aux nationaux.

Art. VII.

Les droits de douane perçus à l'entrée en France et au Japon sur les produits de l'autre pays ne pourront être autres ou plus élevés que ceux imposés aux marchandises similaires originaires du pays le plus favorisé et en provenant dans les mêmes conditions.

Les droits perçus à la sortie de France et du Japon sur les produits destinés à l'autre pays ne pourront également être autres ou plus élevés que ceux imposés aux même produits destinés au pays plus favorisé.

Les Htes. P. C. s'engagent, en outre à n'établir aucune restriction ou prohibition d'importation ou d'exportation qui ne soit en même temps applicable aux autres nations.

Art. VIII.

Les *ressortissants* de chacune des H. P. C. jouiront dans les Etats et possessions de l'autre de l'exemption de tous droits de transit quelconques et d'une parfaite égalité de traitement avec les nationaux pour tout ce qui concerne le magasinage, les primes, les facilités et les drawbacks.

Les marchandises de toute nature, originaires de l'un des deux pays et importées dans l'autre ne pourront être assujetties à des Droits d'accise, d'octroi ou de Consommation perçus pour le compte de l'Etat ou des communes supérieurs à ceux qui grèvent ou greveraient les marchandises similaires de production

réciproquement aux navires respectifs de quelque endroit qu'ils arrivent et quelque soit le lieu de destination.

Art. XI.

En ce qui concerne le placement des navires, leur déchargement dans les ports, rades, havres, bassins, docks ou rivières des Etats et Possessions des deux Pays, il ne sera accordé aux navires nationaux aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre puissance : la volonté des H. P. C. étant que sous ce rapport aussi les bâtiments Français et Japonais soient respectivement traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. XII.

Il est fait exception aux dispositions du présent Traité pour le Cabotage dont le régime reste soumis aux Lois, Ordonnances et Règlements de la France et du Japon respectivement.

Il est entendu toutefois que les Français au Japon et les Japonais en France jouiront pour tout ce qui concerne le cabotage des droits et privilèges qui sont ou seront accordés par ces mêmes Lois, Ordonnances

nationale.

Art. IX.

Les droits de douane perçus à l'entrée ou à la sortie des territoires de chacune des H. P. C., les primes et les drawbacks seront les mêmes, que les importations ou les exportations aient lieu par des navires Français ou Japonais ou par des navires de tout autre nationalité.

Art. X.

Aucuns droits de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou autres droits similaires ou analogues de quelque nature ou sous quelque dénomination que ce soit, levés au nom ou au profit du gouvernement, des fonctionnaires publics, des particuliers, des corporations ou des établissements *quelconque* qui ne seraient également et sous les mêmes conditions imposés en pareil cas, sur les navires nationaux en général ou sur les navires de la nation la plus favorisée ne seront imposés dans les ports des Etats et possessions de chacun des deux pays, sur les navires de l'autre *pays*.

Cette égalité de traitement sera appliquée

et Règlements aux *ressortissants* de tout autre pays.

Tout navire Japonais chargé *au Japon ou à l'étranger* d'une cargaison destinée en tout ou en partie à deux ou plusieurs ports des Etats et Possessions de la République Française et tout navire français chargé *en France ou à l'étranger* d'une cargaison destinée en tout ou en partie des Etats et Possessions du Japon, pourra, en se conformant aux Lois et aux Règlements de Douane du Pays, décharger une partie de la cargaison dans un port et continuer son voyage pour l'autre ou les autres ports de destination, dans le but d'y décharger une autre partie ou le reste de sa cargaison d'origine.

Le Gouvernement Japonais *concède, en outre* aux navires français le droit de continuer, comme par le passé et pour toute la durée du présent Traité, à transporter des cargaisons entre les ports ouverts de l'Empire, à l'exception des ports de Osaka, de Niigata et d'Ebisuminato.

Art. XIII.

Tout navire de commerce de l'une des deux H. P. C. qui serait forcé par le mauvais temps ou pour

toute autre raison de se réfugier dans un port de l'autre Partie Contractante aura la liberté de s'y faire réparer et pourvoir de tous les approvisionnements dont il aura besoin et de reprendre la mer sans payer d'autres droits que ceux qui seraient acquittés en pareille circonstance par les bâtiments nationaux.

Dans le cas cependant ou *le capitaine d'un navire de commerce* se trouverait dans la nécessité de vendre une partie de sa cargaison pour payer les frais, il sera obligé de se conformer aux règlements et Tarifs du lieu où il aurait relâché.

S'il arrive qu'un navire quelconque de l'une des P. C. échoue ou fasse naufrage sur les côtes de l'autre Partie, les autorités locales en informeront sans retard le Consul Général, le Consul, le Vice Consul ou l'Agent Consulaire de la nationalité du navire, le plus voisin, lequel sera admis à intervenir en sa qualité pour procurer toute l'assistance nécessaire.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires Japonais naufragés ou échoués dans les eaux territoriales de la République Française auront lieu conformément aux Lois, Ordonnances et Règlements

ainsi que les frais de sauvetage ou autres dépenses auxquels seraient soumis, en cas de naufrage, les navires nationaux.

Les effets et marchandises sauvés du naufrage seront exempts tous droits de Douane à moins qu'ils n'entrent dans la consommation intérieure.

Art. XIV.

Les navires de guerre de l'une des deux Puissances pourront entrer, séjourner et se radoubler dans ceux des Ports de l'autre Puissance, dont l'accès est permis au navire de guerre de la nation la plus favorisée, ils y seront soumis aux mêmes règles et jouiront des mêmes honneurs, avantages, privilèges et exemptions concédés à cette dernière.

Art. XV.

Les Paquebots chargés d'un service postal et appartenant à des compagnies subventionnées par l'un des deux Etats contractants ne pourront être, dans les Ports de l'autre Etat, détournés de leur destination ni être sujets à saisie-arrêt, embargo ou arrêt de Prince.

Art. XVI.

de la République Française, et réciproquement, toutes les mesures de sauvetage relatives aux navires français naufragés ou échoués dans les eaux territoriales de S. M. l'Empereur du Japon, auront lieu conformément aux Lois, Ordonnances et Règlements du Japon.

Tous navires ou vaisseaux ainsi échoués ou naufragés, tous débris et accessoires, toutes fournitures leur appartenant, et tous effets et marchandises sauvés des dits navires ou vaisseaux, y compris ceux qui auraient été jetés à la mer ou les produits des dits objets, s'ils sont vendus, ainsi que tous papiers trouvés à bord de ces navires ou vaisseaux échoués ou naufragés seront remis aux propriétaires ou à leurs représentants.

Dans le cas où ces propriétaires ou représentants ne se trouveraient pas sur les lieux, les dits produits ou objets seront remis aux Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires respectifs, et ces officiers Consulaires, propriétaires ou représentants payeront seulement les dépenses occasionnées pour la conservation des dits objets

Tous les navires qui, conformément aux Lois

Françaises sont considérés comme navires Français et tous les navires qui, conformément aux Lois Japonaises sont considérés comme navires Japonais seront respectivement considérés comme Français et Japonais pour l'application du présent Traité.

Art. XVII.

Les Consuls Généraux, Consuls, Consuls suppléants, Vice-Consuls, chanceliers et Agents Consulaires de chacune des H. P. C. résidant dans les Etats et possessions de l'autre Partie recevront des autorités locales pour la recherche saisie et arrestation des déserteurs des navires de leurs pays respectifs. Toute aide et assistance qui pourront leur être donnés conformément aux lois.

Il est entendu que cette stipulation ne s'appliquera pas aux ressortissants du pays où la désertion aura lieu.

Art. XVIII.

Les H. P. C. conviennent que dans toutes les matières relatives au commerce, à la navigation, à l'exercice de l'industrie et de l'agriculture et aussi

au droit de propriété, tout privilège, faveur ou immunité quelconque que l'une d'elles a déjà accordées ou accorderait à l'avenir au Gouvernement, *ressortissants* de tout autre Pays seront étendus immédiatement et sans condition au Gouvernement, aux *ressortissants* de l'autre Partie, leur intention étant que pour ce qui concerne le commerce, la navigation, l'industrie, l'agriculture et aussi le droit de propriété les Français au Japon et les Japonais en France jouissent — sous tous les rapports du traitement de la nation la plus favorisée.

Art. XIX.

Chacune des H. P. C. pourra nommer des Consuls Généraux, Consuls, Consuls suppléants, Vice Consuls, chanceliers et Agents Consulaires dans tous les ports, villes et places de l'autre partie.

Ces agents exerceront en toute liberté leurs fonctions et attributions et jouiront de tous les privilèges, exemptions et immunités qui sont ou seront accordés aux officiers Consulaires de la nation la plus favorisée.

Ils n'entreront en fonctions et ne jouiront des

droits, privilèges et immunités consulaires qu'après en avoir obtenu l'autorisation du Gouvernement Territorial. En ce qui concerne le lieu de leur résidence, les deux Gouvernements ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune dans leurs pays à toutes les nations.

Art. XX.

Les *ressortissants* de chacune des H. P. C. jouiront dans les Etats et Possessions de l'autre Partie de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne les Brevets d'invention, les Marques de Fabrique ou de commerce, ainsi que les dessins ou modèles industriels et de Fabrique de toute espèce en remplissant les formalités prescrites par la Loi.

Art. XXI.

Le Gouvernement de la République Française donne, en ce qui le concerne, son adhésion à l'arrangement suivant :

Les diverses concessions étrangères qui existent au Japon seront incorporées aux communes respectives du Japon et feront dès lors partie du système municipal du Japon.

Les autorités Japonaises compétentes assumeront,

en conséquence, toutes les obligations et tous les devoirs municipaux qui résultent de ce nouvel état de choses, et les fonds et biens municipaux qui pourraient appartenir aux concessions, seront, de plein droits, transférés aux dites autorités Japonaises.

Lorsque les changements ci-dessus indiqués, auront été effectués, les baux à perpétuité en vertu desquels les étrangers possèdent actuellement des propriétés dans les concessions seront confirmés et les propriétés de cette nature ne donneront lieu à aucun *impôts, taxes, charges, contributions*, conditions quelconques autres que celles expressément stipulées dans les baux en question.

Il est entendu toutefois qu'aux autorités consulaires dont il y est fait mention seront substituées les autorités Japonaises.

Les terrains situés dans les Concession étrangères que le Gouvernement Japonais aurait concédés exempts de rentes, vu l'usage public auquel ils étaient affectés resteront, sous la réserve des droits de la Souveraineté territoriale, affranchis d'une

manière permanente de tous impôts, taxes et charges, et ils ne seront point détournées de l'usage auquel ils étaient primitivement destinés.

Art. XXII.

Les dispositions du présent traité sont applicables à l'Algérie.

Il est entendu qu'elles deviendraient, en outre, applicables aux colonies françaises pour lesquelles le gouvernement français en réclameraient le bénéfice.

Le Représentant de la République française à Tokyo aurait à cet effet à le notifier au Gouvernement Japonais dans un délai de deux ans à dater du jour de la mise en vigueur du traité.

Art. XXIII.

A dater de la mise en vigueur du présent traité, seront abrogés le traité du 9 Octobre 1858, la convention du 29 juin 1866 et en general, tous les arrangements conclus entre les H. P. C. existant antérieurement à cette date.

En conséquence, la juridiction française au Japon, et les privilèges, exemptions ou immunités dont les Français jouissaient en matière juridictionnelle seront

supprimés de plein droits et sans qu'il soit besoin de notification du jour de la mise en vigueur du présent traité et les Français seront des lors soumis à la juridiction des tribunaux Japonais,

Art. XXIV.

Le présent Traité ne produira ses effets que quatre ans au moins après sa signature. Il entrera en vigueur une année après que le Gouvernement de S. M. l'Empereur du Japon aura notifié au Gouvernement de la République Française son intention de le voir mis à exécution. Cette notification pourra être faite à un moment quelconque après l'expiration des trois années qui suivront la date de sa signature.

Le présent Traité restera obligatoire pendant une période douze ans à partir du jour où il aura été mis à exécution.

Chacune des H. P. C. aura le droit, à un moment quelconque après, que onze années se seront écoulées depuis l'entrée en vigueur du Présent Traité, de notifier à l'autre Partie son intention d'y mettre fin et à l'expiration du douzième mois qui suivra cette notification, ce Traité cessera et expirera

date de ce jour— applicable aux produits du sol, des industries ou manufactures des Etats et Possessions de la R. F. à leur importation au Japon. Mais rien de ce qui est contenu dans le Traité, dans ce Protocole ou dans le Tarif annexé ne pourra être tenu comme limitant ou déterminant le Droit du Gouv. français et du Gouvernement Japonais de restreindre ou de prohiber l'importation des drogues, médecines, *aliments* ou brevages falsifiés, d'imprimés, peintures, livres, cartes, lithographies ou autres gravures indécentes ou obscènes, ou d'autres objets *pouvant offrir quelque danger pour la sécurité ou la morale publique d'articles fabriqués en violation des lois* qui en France et au Japon réglementent les Brevets d'invention, les marques de fabrique ou la propriété littéraire. Ce droit réciproque s'étendra également aux prohibitions sanitaires ou autres provenant de la nécessité de protéger la santé des personnes, ainsi que la conservation du bétail et des plantes utiles à l'agriculture.

Les Droits "ad valorem" établis par le dit Tarif seront, autant que cela sera reconnu possible, con-

entièrement.

Art. XXV.

Le présent Traité sera ratifié à Tokyo aussitôt que faire se pourra.

支那神川 日本 帝國政府代表署名

Projet de Protocole.

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur du Japon et le Gouvernement de la République Française estimant qu'il est utile aux intérêts des deux pays de régler certaines questions spéciales qui les intéressent mutuellement et qui ne sont pas prévues au Traité de Commerce et de Navigation signé ce jour d'hui, leurs Plénipotentiaires respectifs sont convenus des stipulations suivantes :

I. Il est convenu entre les H. P. C. que six mois après l'échange des ratifications du Traité de Commerce et de Navigation signé ce jour d'hui, le Tarif d'importation ci-annexé sera, sans réserve des stipulations de l'Art 19 du Traité du 9 octobre 1858, aussi longtemps que le dit Traité restera en vigueur, puis, subseqüemment, des Art. 7 et 18 du Traité en

vertis en Droits spécifiques par une Convention supplémentaire qui sera conclue entre les deux Gouvernements dans le délai de 6 mois à compter de la ratification du traité en date de ce jour. Pour l'évaluation des dits Droits spécifiques, il est convenu qu'on prendra pour base la moyenne des prix établie par les relevés des Douanes Japonaises des six premiers mois 1894 en y ajoutant les frais d'assurance et de transport du lieu d'achat, de production ou de fabrication jusqu'au port d'arrivée, ainsi que les frais de commission s'il en existe. Dans le cas où la Convention supplémentaire ne serait pas entrée en vigueur au moment où le Tarif nouveau commencerait à être appliqué, ce seront les Droits "ad valorem" qui, dans l'intervalle, seront perçus. Ces Droits seront calculés sur le prix réel des marchandises au lieu d'achat, de production ou de fabrication augmentés des frais de transport et d'assurance du dit lieu jusqu'au port de déchargement ainsi que des frais de Commission s'il en existe. En cas de contestation sur l'évaluation ou la classement de la marchandise déclarée, le différend sera réglé d'après

les règlements actuels qui resteront en vigueur jusqu'à ce qu'une convention ultérieure les ait modifiés.

En ce qui concerne les articles non énumérés dans le dit Tarif, le Tarif général du Japon s'appliquera dès qu'il sera en vigueur sans réserve des stipulations de l'Art. 19 du Traité de 1858 ou des Art. 7 et 18 du Traité conclu ce jour d'hui.

Les Droits de Douane pourront être payés au choix de l'importateur ou exportateur en l'une quelconque des monnaies ayant cours *legal* à l'intérieur du Japon.

A dater du jour où le nouveau Tarif aura son effet, le Tarif d'importation actuellement en vigueur au Japon cessera d'être appliqué en ce qui concerne les objets et marchandises importées au Japon par des citoyens français.

En ce qui concerne toutes les autres stipulations des Traités et conventions actuellement existantes elles seront maintenues sans conditions jusqu'à l'époque où le Traité de Commerce et de Navigation *en date de ce jour* sera mis en vigueur.

II. Le Gouvernement Japonais consent en atten-

dant l'ouverture complète du pays aux citoyens français d'étendre le système existant des passeports de façon à permettre aux Français, sur la production d'un certificat favorable émanant de la Légation de France à Tokyo ou de l'un quelconque des Consuls de France dans les Ports ouverts, d'obtenir sur leur demande au Ministère Impérial des Aff. Etrang. à Tokyo ou des autorités principales de la Préfecture dans laquelle est situé un port ouvert, des passeports valables pour toute l'étendue du pays et pour toute période n'excédant pas douze mois.

Il est entendu que *sous cette réserve*, les Lois et Règlements existants et régissant les citoyens français qui *voyagent dans* l'Empire du Japon sont maintenus.

III. Le Gouvernement Japonais s'engage, avant la cessation de la juridiction consulaire française au Japon, à adhérer aux Conventions Internationales concernant la Protection de la Propriété Industrielle et de la Propriété Littéraire.

IV. Les Plénipotentiaires soussignés sont convenus que le présent Protocole sera soumis aux deux H. P.

en vigueur.

四十六 明治三十二年十月十五日 西園寺外務大臣代理
會藏駐佛公使宛(往電)

佛國國入署總出納係ニ付贈金ノ件

No. 593. (60) French counter proposals with amendments as reported in your telegram At are agreed excepting (the) following:

Article V. Words which French Government desire to suppress are in (the) opinion of Japanese Government indispensable. Paragraph 3, article I completely opens the entire country. Words which French Government desire to suppress relate exclusively to navigation and if they are suppressed vessels would have right to visit all places and in consequence collection of customs duties would be impossible without customs officers stationed around the whole coast. Words "which are or may be open to foreign commerce" have (the) same meaning as "ports of entry." Japanese Government are not particular about wording but they consider it necessary that it be distinctly understood that vessels coming

C. en même temps que le Traité de Commerce et de Navigation signé en ce jour et que, quand le dit Traité sera ratifié, les arrangements contenus dans ce Protocole seront également considérés comme approuvés sans qu'il soit nécessaire d'une ratification formelle subséquente.

Il est convenu que ce Protocole prendra fin et cessera d'être obligatoire en même temps que le Traité auquel il est annexé,

En foi de quoi, etc

附屬書三 丙號 佛國政府ノ外交文書案

Déclaration

Le soussigné, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. l'Empereur du Japon a l'honneur de déclarer, dûment autorisé à cet effet par un mandat spécial de son Gouvernement, que le Gouvernement Impérial Japonais s'engage à ne pas faire la notification prévue par l'Article 24 du traité signé aujourd'hui, tant que les codes de l'Empire, qui ont déjà été promulgués mais dont l'application a été ajournée, n'auront pas été mis effectivement

from abroad can only visit ports which are or may be open to foreign commerce, that is, ports of entry or ports where custom-houses exist.

Article VI. Japanese Government request that first paragraph, article III, Russo-Japanese Treaty be introduced in place of amended French proposal.

Article XVI. Japanese Government are not satisfied with French proposal regarding mail steamers. Such steamers being commercial vessels and Government not being responsible for their acts, they ought not to be placed on (the) footing of men-of-war. Trading vessels are always regarded as the security for their acts or acts of their commanders. Consequently, if such vessels are permitted to proceed to sea and thus place themselves beyond jurisdiction of territorial courts, it seems only just that some other security should be given. Without such substituted security, aggrieved persons might be unjustly deprived of any remedy. If, therefore, French Government still find insuperable objection to our proposal you will make following proposition:

Suppress (the) word "saisie-arret" and add at (the)

tions of this Treaty."

Regarding Protocol. Japanese Government consent to insert clause in Protocol providing that existing rule regarding customs appraisements shall remain in force so long as existing Treaty continues in operation but, as existing rule is highly inequitable, Japanese Government do not wish to bind themselves to perpetuate it after new Treaty takes effect. Regarding money receivable in payment of customs duties, you can inform French Government that Supplementary Convention with Great Britain declares that the yen mentioned in the Tariff is the present Japanese silver yen of 900 fineness and 416 grains in weight. Japanese Government would of course be willing to insert similar clause in Supplementary Convention with France, but such clause would be inconsistent with present French proposal because if Japan should adopt gold standard gold and not silver yen would become legal money. Instructions regarding tariff will be sent after foregoing questions are finally adjusted.

Sent, Nov. 15, 1895. Satonji.

end of (the) article following clause:

"Neither shall such packet boats be subject to saisie-arret unless the subsidised companies to which they belong or the agents of such companies refuse or fail, after due notice, to give good and sufficient security to satisfy, after due hearing and definitive decision, the legal consequences of the liabilities in respect of which the arrests are ordered."

Article XXII. Owing to different constitutions of several foreign settlements, Japanese Government prefer to use words "Settlements" or "quarters" instead of "concessions." Purpose of (the) last clause was, more especially, to preserve cemeteries which are invariably situated outside of Settlements. Accordingly, either words "situated in the foreign concessions" should be suppressed or (the) whole clause should be replaced by (the) last clause, article XVII, Russo-Japanese Treaty.

Article XXIII. Instead of words "from (the) date when (the) treaty shall be put in force" insert words "from the date of the exchange of ratifica-

四十七 明治三十八年十一月十三日

會藏駐佛公使ヨリ
西園寺外務大臣代理宛(來電)

佛國駐日公使ヨリ佛國ニ回答電報ノ中

Ax. Held conference on the basis of your telegram 60. Our demand in article V is accepted, only changing "étranger" into "exterieur." Our demand in article VI is accepted, only wording after the High Contracting Parties modified as follows:

As well as their dependencies shall be respected. As to mail steamers, French Government will answer after reflections, but it seems difficult as they insist upon special favor for mail steamers. French Government remarks that word "quartier" can not mean settlements in French language and therefore prefers (the) word concessions. Our demand to suppress (the) words "situated in the foreign concessions" is accepted. Our demand on article XXIII is accepted.

In the Protocol, our demand on customs appraisement is accepted. Exact wording will be sent in a few days. As to money, I have alluded to Supple-

mentary Convention with Great Britain, but French Government do not accept. He adds that he can not understand refusal on the subject of Japanese Government to whom is secured the liberty of choosing any kind of money as legal currency especially because similar article is found in almost all treaties of France.

(Via Petersburg), Nov. 24, 1895. Sone.

四十八 明治二十六年十二月十四日 西園寺外務大臣代理ヨリ
會藏駐佛公使宛(往電)

佛國側へ回答ニ付關合ノ件

(62) Regarding your telegram Ax, change of étranger into extérieur in article V accepted. Modification (in) article VI accepted. Word concession does not define status of foreign settlements. Consequently, if French Government insist upon objection to (the) word quarters, Japanese Government suggest (the) use of (the) word settlement in italics. If French Government decline to accept that solution, you may finally agree to (the) word

concessions. Regarding money, Japanese Government are willing to state definitively in what money customs are payable, thus establishing fixed and constant rate of duty. Paper money is now actually receivable in Japan for the payment of customs duties and Japanese Government have no expectation that it will be necessary to make any change in that particular but Japanese Government think that they should retain liberty to determine for themselves what money is to circulate in (the) interior independently of question of money receivable for customs duties. Inform me in what French treaties similar article is found.

Sent, Dec. 2, 1895. Saionji.

四十九 明治二十六年十二月十四日 會藏駐佛公使ヨリ
西園寺外務大臣代理宛(來電)

税關ニ付テ請願ノ件

Ay. I ask for immediate instructions on the subject of tariff.

(Via Petersburg), Dec. 4, 1895. Sone.

四八〇 明治二十六年十二月十三日 西園寺外務大臣代理ヨリ
會藏駐佛公使宛(往電)

サントンの裁縫ニ付關合ノ件

No. 674. (63) Received your telegram Ay. Although Japanese Government are opposed to any subdivision of mousseleine de laines, nevertheless they will so far yield their preference as to consent to divide mousseleine de laine into three classes as desired by French Government but, owing to very serious consequences from revenue point of view which would result directly and indirectly from any reduction of ad valorem basis of duty, Japanese Government still urge French Government to waive (the) demand for such reduction and to consent (to) 10 per cent duty on each class. You can assure French Government that if French Government yield to our wishes in this matter a satisfactory solution of all other tariff questions will be found. You can say to French Government that printed mousseleine de laine is not imported into Japan and consequently French proposal is tantamount to division into two classes with duties at rates of 5 and 8 per cent respectively with

(the) average of less than 6½ per cent duty as considerably more than one half of mousseleine de laine imported would fall under 5 per cent classification. Total value of mousseleine de laine imported into Japan during (the) last three years 7,900,000 yen, duties collected 505,500 yen, average rate of duty 6½ per cent. Consequently French proposal (is) actually (the) same as maintenance of present rate. You can also say that rate of 10 per cent on mousseleine de laine was (the) rate proposed by foreign Representatives at Conference of 1882 and accepted by Japanese Government.

Dec. 13, 1895. Saionji.

四八一 明治二十六年十二月十五日 會藏駐佛公使ヨリ
西園寺外務大臣代理宛(來電)

輸入品評價規定其他ニ關スル件

Az. Wording of the latter part of the clause regarding customs appraisal are as follows:
Regulations which shall continue to be applied until the date when the new treaty will come into force. In view of their modification before that date by a

special convention as to money, French Government not yet show (showed?) me treaties containing the clause *in the question* (in question?) but they will insist upon quoting the event occurred in Italy. But, if Japanese Government do not desire to put the clause in Protocol, French Government would consent to put it in the verbal process. Besides, French Government would consent to put it in reciprocal terms thus, "in the interior of "either country" instead of "in the interior of Japan." As to (?) French Government accepted (the) word quarters on condition that it is mentioned in verbal process that it means concessions.

Rec'd. Dec. 15, 1895. Sone.

四八二 明治三十九年十二月十一日

西園寺外務大臣代理
會輔駐佛公使宛(往電)

評價規定其他二件訓令ノ件

65. Regarding customs appraisements, Japanese Government consent to insert in Protocol clause containing existing practice until new treaty takes

tion that Japanese Government may refuse in custom-house certain kind of money which has legal tender in the interior and that if it is their intention French Government must all the more strongly insist upon their demand. I think Japanese Government will not be able to refuse convertible bank-notes so long as article IV of the law no. 18, 1884 exists. On the other hand, Japanese Government can refuse other paper moneys even when French proposal is accepted as the laws (no. ?) 90, 1877 and (no. ?) 16, 1878 do not give perfect legal tender to them. I see then no inconvenience to admit French proposal in verbal process especially because Japanese Government have always (the) right of modifying article IV above mentioned.

(Via Petersburg), Jan. 4, 1896. Sone.

四八四 明治三十九年一月十五日

會輔駐佛公使ヨリ
西園寺外務大臣代理宛(來電)

最近ノ會談ノ結果報告ノ件

(一) In the last conference draft of treaty, protocol

effect and also clause in Protocol providing for negotiation of special reciprocal convention to regulate customs appraisements, but Japanese Government can not consent to any arrangement perpetuating existing practice after new treaty takes effect. Japanese Government in deference to evident wishes of French Government withdraw objection to (the) word concessions in Settlement clause. Japanese Government earnestly request French Government to withdraw demand regarding money since insertion of description of Japanese silver yen in Supplementary Convention will afford absolute protection.

Dec. 31, 1895. Saionji.

四八三 明治三十九年一月四日

會輔駐佛公使ヨリ
西園寺外務大臣代理宛(來電)

通貨問題ニ關スル件

(二) Regarding money, I have endeavored once more according to your telegram 65 to convince French Government insisting that supplementary convention must be sufficient protection. French Government replied that they can not admit preten-

and declaration read and were accepted by both parties except the following:

First, article 15 waiting for answer from French Government.

Secondly, French Government bring in a new demand to change first paragraph of article article XIX as follows:

Each of the High Contracting Parties may appoint consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents in all the ports, towns and places of the other party. These agents and consuls, suppliants, chancellor and secretaries attached to their post may exercise in full liberty their functions and attributions and shall, on condition of reciprocity, enjoy all the privileges, exemptions and immunities as well as powers which are or will be granted to consular officers of the most favored nation. Thirdly, regarding money payable in Custom-house (article XVII, the adoption of Japanese proposal except omission of the words consuls suppliants, chancellors), regarding tariff it is very difficult to obtain the consent of French Government. An authentic

source states that in spite of earnest desire of French Minister for Foreign Affaires to conclude treaty as soon as possible Minister of Commerce who cares for nothing but commercial interest insists not to give us definite answer until the decision of Japanese Government in view of the construction of men-of-war will be known. Therefore, if French Government be assured of one at least of ship-building orders, I think it will be easy to conclude treaty, otherwise it is very difficult to come to understanding without making concessions. I have therefore the necessity to know the exact attitude of Japanese Government on the question of ship-building orders.

(Via Petersburg), Jan. 15, 1896. Sone.

四八五 明治廿九年一月三十一日

會辦駐佛公使ヨリ
西園寺外務大臣代理宛

税目協定ニ關スル件

第一號

三月九日到

日佛條約改正ハ開談以來既ニ滿一ケ年ヲ超ユントモ今猶局

ヲ結フニ至ラス是全ク本官不肖ノ所致居多ナリト雖モ一ハ佛國政府大ニ異議ヲ唱ヘ容易ニ我要求ニ應セサルニ由ルモノニシテ特ニ稅則商議ニ關シテハ本官ノ尤困難ヲ感スル所ニ有之候

我稅則案ニ揭示シタル十箇ノ品目中七箇ハ日英稅則ニ在リ佛國ノ爲ニ特設セルモノハ挾時計、アニリンダイス、縮緬吳呂ノ三品ニ過キス然ルニ「アニリンダイス」ハ日獨稅則案ニ存シ縮緬吳呂ノ一部ハ是亦タ日英稅則ニ規定スルモノニハ佛國政府ハ當初ヨリ頻ニ稅目ノ不足ヲ唱ヘ更ニ幾箇ノ品目ヲ加入センコトヲ主張シテ已マス就中我政府力彼ノ熱心ニ主張セル葡萄酒ヲ稅則ニ掲載スルコトヲ承諾シタルハ彼ノ大ニ満足スル所ナリト雖モ同時(ニ)他ノ一方ニ於テ右三品目ノ一ナル挾時計ヲ刪除シタルヲ以テ彼ノ不滿ヲ消散セシムルニ至ラス因テ本官ハ出來ル得ル丈ノ力ヲ盡シ彼ヲシテ我要求ヲ容レンシメンコトヲ勉メタルニ拘ハラズ終ニ同意ヲ得ル能ハサルヨリ我ヨリ一步ヲ讓ルノ不得已ヲ感シタルヲ以テ彼ノ固執シテ動カサル Mousseline de laine ハ彼提出ノ如ク三等稅率ヲ承諾シ殘餘ノ品目ハ悉皆刪除センコトヲ建議セシモ却テ深ク閣下ノ御不滿ヲ招キ「條約談

七五八

判ニ付テハ訓令ヲ嚴行シテ他ヲ言フヘカラス」トノ御叱責ヲ得ルニ至リタルハ本官ノ深ク遺憾トスル所ニ有之候本官不敏ト雖モ苟モ全權委員トシテ談判ノ任ニ在ル以上ハ敢テ貴命ニ抗シ徒ニ帝國政府ノ訓令ヲ枉クルカ如キ所爲ナキコトハ今更辯疏ヲ待タスシテ閣下ノ御諒察被爲在候儀ト相信候唯隨時談判ノ掛引ト事ノ緩急ニヨリ公然申入ニ先チ彼當局官ト内話ヲ遂ケ之カ爲ニ一々委員ヲ招集シテ談判ヲ公開セサル場合アリト雖モ是固ヨリ事情ノ不得止ニ出ツルモノニシテ短刀直入臺モ事ノ緩急成否ヲ顧ミス寧ロ談判ヲ破裂セシムルモ感觸ヲ毀損スルモ閣下ノ御電訓ヲ公然彼政府ニ通スレハ我事足候ト申ス如キ舉動ハ本官職務ヲ重ンスル餘リ爲スニ忍ヒサル所ニ有之候

右 Mousseline de laine ニ關スル最終ノ御訓令即チ通シテ百分ノ十トスル我原案ヲ主張スル義ニ付テハ當時直ニ貴命ヲ執行致候處彼全權委員ハ更ニ不滿ノ意ヲ表示シ其後幾回モ催促ニ及ヒタレトモ今以何等ノ回答無之彼通商局長ノ所言ニヨレハ本件ハ現ニ商務省ハ協議中ニテ既ニ自身三回マテ同省ニ至リ其上書面ニテモ催促シタレトモ未タ回答セストノ事ニ有之因テ本官ハ百方彼等眞意ノ所在ヲ探偵シテ

陸奥外務大臣時代 對佛交涉 四八五

或ル信スヘキ筋ヨリ聞ク所ニヨレハ外務省ハ條約調印ヲ急カサルニ非スト雖モ商務省ニ於テ固執シテ聽カス此節該省ハ日本政府力軍艦製造ヲ佛蘭西ニ注文セサル意向アリトノ風説ヲ聞キ深ク不滿ヲ抱キワサト回答ヲ延引シテ切ニ我軍艦注文先ヲ豫知センコトヲ冀望セリトハ全ク事實ト相知レ申候因テ追々帝國政府力軍艦製造ヲ外國ニ注文スル場合ニ於テ少ナクトモ一隻ハ佛國ニ注文スルニ決セハ其機ニ乘ンテ彼ノ歡心ヲ買ヒ條約訂結ニ満足ノ結果ヲ得ヘキコト本官ノ殆ト確保スル所ニ有之候之ニ反シテ悉皆軍艦ヲ他國ニ注文スルコトニ決シ稅則ニ關シテハ飽迄前論ヲ固執スル時ハ條約調印ノ何日ニ在ルヘキヤ殆ト本官ノ豫察ニ苦ム所ニ有之候尤今日ノ成行ニ任セ遲々談判ヲ繼續又ハ中止セル内或ハ彼國政治上ノ變相ヲ呈シ内閣更迭ヲ來タシ更ニ異様ノ人物ヲ以テ新政府ヲ組織シテ幸ニ我ノ利益トナルモ難計候得共然ラサレハ本官ハ目下ノ勢ニ於テ容易ニ談判ヲ結了スルノ見込ナキヲ以テ其際兼任國ハ出張シテ西班牙、葡萄牙兩國政府ト談判相開候様致度存候此件ニ關シテハ更ニ電報ヲ以テ何分ノ御訓令相仰可申候

前陳ノ如ク稅則談判ニ於テハ非常ノ困難相感候得共本條約

七五九

及議定書ニ關シテハ逐次歩ヲ進メ候ニ付昨年最終ノ會議ニ於テ本官ハ彼全權委員ト逐條公讀ヲ遂ケ左記三點ヲ除ク外ハ雙方ノ共諾ニヨリ文字全ク確定セル旨ヲ議事録ニ掲載爲致候(別紙第六同議事録御參照有之度候)

第一、條約第十五條

本條ハ政府ノ保護ヲ受クル郵便會社ノ郵船差押ニ關スル件ニシテ是亦商務省ノ提議ニ係ルモノニハ彼委員ハ同省ニ協議中ナリ且ツ彼曰ク日本郵便會社モ追々歐洲ニ航路ヲ開クノ舉アリト聞ク果シテ然ラハ本條ヲ存スルハ相互ノ利益ナラスヤト

第二、條約第十九條第一項

本項ハ佛政府ヨリ更ニ左ノ如ク修正センコトヲ求ム

“Chacune des H. P. C. pourra nommer des Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires dans tous les ports, villes et places de l'autre partie. Ces agents et des consuls supérieurs, chanceliers et secrétaires attachés à leur poste, exerceront, en toute liberté, leurs fonctions et attributions, et jouiront à charge de réciprocité, de tous les privilèges, exemptions et immunités

ainsi que des pouvoirs qui sont ou seront accordés aux officiers consulaires de la nation la plus favorisée.”

(原案 “Chacune des H. P. C. pourra nommer des Consuls Généraux, Consuls, Consuls Suppléants Vice-Consuls, chanceliers et Agents consulaires dans tous les ports, villes et places de l'autre partie. Ces agents exerceront en toute liberté leurs fonctions et attributions et jouiront de tous les privilèges, exemptions et immunités qui sont ou seront accordés aux officiers consulaires de la nation la plus favorisée”)

右領事試補、領事館書記生 (Consuls suppléants, chanciers) ヲ下文ニ移シタルハ該兩官吏ハ總領事領事若クハ副領事ニ隨勤セルモノニシテ獨立職務ヲ執行スル場合ナキニ由ル故ニ第十七條ニ於テモ亦右ノ兩官名ヲ刪除シタリ是ハ當初我原案ニ記載ナキニ彼修正案ニ加入シタルモノニツキ本官ハ閣下ノ御訓令ヲ待ツノ必要ナシト信シ刪除ヲ承諾セリ彼ハ此兩語ヲ挿入シタルコトニ付深ク不注意ヲ謝セリ à charge de

利タリ而シテ此條款ハ毫末グリトモ該權利ヲ制限スルモノニ非ス後日日本金貨本位トナレハ關稅ハ金貨ヲ以テ納ムヘキコト勿論ナリ若又日本政府ニ於テ紙幣ヲ稅關ニ拒絕セント欲スル時ハ紙幣ヲ法貨ニ列セサルノミ佛國政府ハ毫モ日本政府ノ貨幣制度ニ容喙スルモノニ非ス只法貨ナレハ其種類ヲ問ハス關稅ニ使用スルコトヲ望ムニ外ナラス然ラサレハ他日伊瑞ニ於ケル如キ紛議ヲ生スルノ恐アリト

右申進候 敬具

明治二十九年一月二十一日

第三、議定書第一條稅關貨幣ニ關スル條款本問題ハ昨年中

幾十回ノ議論ヲ重ネタル後終ニ議定書中ニ刪除シテ單ニ相互主義ヲ以テ議事録ニ明記スルコトニ止ムル迄ニ讓步セシメタレトモ前日閣下ノ御電訓ニ基キ是亦之ヲ拒絕セリ然レトモ彼固ク執テ聽カスシテ曰ク日本政府ニ於テ果シテ法貨中ヨリ或種類ノ貨幣ヲ限リ關稅ニ充ツルノ底意アル場合ニ於テハ佛國政府ハ益々後日兩國ノ紛議ヲ豫防スルタメ今ニ及ンテ本問題ヲ規約スルノ必要ヲ見ルナリ元來法貨ヲ定ムルハ素ヨリ獨立國ノ權

在佛特命全權公使 曾 禰 荒 助

外務大臣臨時代理

文部大臣侯爵 西園寺公望殿

(追而書省略ス)

四八六 明治二十九年一月二十五日

曾禰駐佛公使ヨリ
西園寺外務大臣代理宛(來電)

郵便船及モスリンノ件

(二) Conference was opened. French Government

reject our proposal in regard to article XV stating that without seizing mail steamer injured party can always pursue their agent residing in the country. As to the tariff. French Government insist upon their demand on mousseline de laine. If this important item be once settled the remaining six articles will not raise great difficulty, but if Japanese Government insist upon 10 per cent on all sorts of mousseline de laine French Government would consent to it on condition that all Japanese goods will be subjected to maximum tariff except raw silk, floss-silk, fan and écran, bimbeloterie, tableterie. This appears to be less advantageous than what I proposed by my telegram Ar. I ask for immediate instructions on this as well as my telegram (v) upon which will depend (the) destiny of the negotiations.

Paris, Jan. 25, 1896. Sone.

四八七 明治三十九年一月三十一日

曾禰駐佛公使ヨリ
西園寺外務大臣代理宛

第七回條約談判狀況報告ノ件

第二號

三月七日到

佛國ニ於テ通常税則ニ支配セラレ之ニ反シテ佛國商品ハ悉皆日本ニ於テ約定税則ノ特典ヲ享有スルモノナリ而シテ今ヤ日本政府ハ全ク現今ノ事態ニ反シ日本商品ハ悉皆佛國ニ於テ特別税則ノ利益ヲ享有セシメ乍ラ佛國商品ハ日本ニ於テ單ニ十餘品ノミ特別税則ニ限ラントス不倫ナリト謂フヘシ然レトモ佛國政府ハ此點ニ於テモ充分ノ讓與ヲナシ日本商品ニハ悉皆特別税則ノ特典ヲ與ヘ其報酬トシテ佛國商品三十三目ニ限り特別税率ヲ定メンコトヲ求メタリ其後貴國政府ノ望ニヨリ右品目中十四ヲ塗抹シ現ニ問題トナルモノ僅ニ七品ノミ就中縮緬吳呂ノ中 tissus de laine ニ對スル五分税ヲ要求シタレトモ聽カレサルユヘ是亦原案ノ如ク一割ニ復シ單ニ mousseline de laine ニノミ五分税ヲ請求セリ然シ是亦聽カレサルタメ更ニ一步ヲ譲リ三等ニ品別シテ五分八分一割ノ三等税率ヲ提出シタレトモ日本政府ハ是ニテモ猶不同意ヲ唱ヘラルユヘ最早今日ハ談判困難ノ極ニ達セリ因テ佛國政府ハ反覆熟慮ヲ加ヘタル上ニテ茲ニ一案ヲ發見セリ即チ北米合衆國及カナダ國物品ニ於ケルカ如ク日本物品ニ對シテ特別税則ノ適用

陸奥外務大臣時代 對佛交渉 四八七

本月二十四日佛國政府ノ招求ニヨリ第七回條約談判相開キ當日彼全權委員ハ首トシテ税則ニ起論セシニツキ本官ハ閣下六十三號御電訓ニ基キ縮緬吳呂ノ一割率ヲ主張致候處彼委員ノ一人ナル通商局長ボンバル氏ハ一場ノ長談議ヲ演シテ曰ク

佛國政府ハ政事上ニ關シテハ出來得ヘキ丈ノ讓與スル覺悟ナリ故ニ領事裁判權廢止ニ付テモ始ヨリ異論ヲ唱ヘス日本ニ向テ友誼ノ確證ヲ示サントシタリ然ルニ日本政府ノ冀望ハ更ニ一段ヲ進メ西洋諸國ト同一ノ權利ヲ獲取スルト同時ニ同一ノ義務ヲ與フルコトヲ許サス佛國領事ニ與フルニ現ニ佛國ニ在リ日本領事力享有スルト同一ノ特權ヲ以テセス且ツ佛國ニ在ル貴國臣民ハ土地所有權ヲ有スルニ拘ハラス日本ニ在ル我國人民ニハ土地所有權ヲ拒絕セラレタリ如此ニシテ果シテ對等條約ト謂フヲ得ヘキ乎然レトモ佛國政府ハ是等モ我慢シテ日本政府ノ冀望ニ應シ政事上ニ關シテハ實ニ十二分ノ讓與ヲ承諾シタレトモ猶日本政府ノ満足ヲ買フコト能ハス經濟上ニ於テモ十二分ノ讓與ヲ要求セラレタリ試ニ今日兩國通商ノ現狀ヲ見ラレヨ日本商品ハ悉皆

ヲ限ラントスルニ在リ左スレハ Mousseline de laine
ニ關シテハ日本政府ノ冀望ヲ容レ一割税ヲ承諾スヘシ
而シテ佛國ハ日本物品ニ對シテ特別税則ノ適用ヲ制限
シ單ニ左ノ五品ニ限り特別税則ヲ適用シテ其他ノ物品
ニハ通常税率ニ服セシムヘシ佛國政府ハ素ヨリ三等税率ヲ熱望スルモノナレトモ日本政府ニ於テ飽迄許容ナ
ケレハ不得已右ノ如クニシテ一日モ早く談判ノ局ヲ結
ヒタシ

- 一 soies brutes
- 二 bourres de soie brutes
- 三 eventails et écrans
- 四 bimbeloterie
- 五 tableterie

因テ本官ハ當日多辯ノ要ナキヲ信シ敢テ彼演說ニ對シテ論難ヲ試ミス彼國政府ノ提議ハ直ニ帝國政府ニ具申シタル上一週間ヲ期シテ何分ノ回答センコトヲ約シ當日ノ會議ヲ終リ遂ニ去ル二十五日ノ電信ヲ發呈シタル次第ニ有之候
右申進候 敬具

明治三十九年一月三十一日

在佛特命全權公使 曾 爾 荒 助

外務大臣臨時代理

文部大臣侯爵 西園寺公望殿

追テ第七回會議錄寫別紙一通相添候也

外ニ往復電信文寫各一通是亦相添候也

謹 議事録ハ省略、電信寫ハ何レモ前出ニ付參照

四八八 明治三十九年二月四日

西園寺外務大臣代理ヨリ
曾爾駐佛公使宛(往電)

安插案訓令ノ件

No. 60. (2) Japanese Government withdraw objection to article XV as proposed by French Government. Japanese Government accept amendments to article XVII and XIX. Japanese Government accept French proposal regarding money contained in your telegram Az. Regarding tariff, I have obtained consent of Japanese Government to following conditional compromise:

Mousseline de laine to be divided into two classes. First, plain that is not dyed and not printed, 8½ per

cent duty. Second, all other kinds, 10 per cent duty, condition being that French Government withdraws demand for insertion in conventional tariff bijouterie, perfumery, lognettes and cognac. These are, I am firmly convinced, best terms that can be secured. Japanese Government strongly urged 9 per cent for plain mousseline de laine be at first proposed as medium between yarns and tissues, but with view to bring negotiations to conclusion I insisted that lowest possible figure be named at (the) outset. It is essential on account of negotiations with other Powers that dyed and printed mousseline de laine be placed on (the) same footing as (with?) other tissues and that plain mousseline de laine be subjected to higher duty than woollen yarns. Besides, proposed compromise is actually more favorable to France than at first appears. Thereunder plain mousseline de laine would pay but little, if any, more than 1 per cent higher duty than at present, while mousseline de laine coming under second category, owing to application of most favored nation principle to (in?) Anglo-Japanese

Supplementary Convention, would probably not pay more than 9 per cent duty. Considering very large proportion of French imports falling under conventional tariff and numerous important concessions made by Japan to promote final adjustment as well as arguments previously advanced and not refuted, it is confidently hoped and believed that French Government will, in (the) same conciliatory spirit, accept this compromise. If foregoing compromise is accepted, it will be unnecessary to discuss alternative proposal contained in your telegram (=), but I will say it would be wholly unacceptable for reasons which Japanese Government consider conclusive. Regarding shipbuilding, I am assured by proper authorities that no decision whatever has been reached and that none will be reached for considerable time to come. Officials of Navy Department, as you are well aware, are indifferent to questions of general policy while they always prefer to manage their own business in their own way without interference from others. Consequently, if we once consent to consider shipbuilding and

treaty-revision questions together, complications will arise no less disagreeable than those between Saigo and Sienkiewicz. Therefore you should do everything in your power to separate the two questions.

Sent, Feb. 4, 1896. Saionji.

四八九 明治三十九年二月十一日

曾爾駐佛公使ヨリ
西園寺外務大臣代理宛

税目協定上意見申報ノ件

第四號

三月十七日到

佛國政府カ税則ニ付彼是固執シテ動かサルカ故ニ本官ハ或ハ談判會議ニ於テ或ハ私交上ノ談話ヲ以テ熱心我冀望スル所ヲ達セント相試候得共彼ノ同意ヲ得ルコト能ハス元來彼等ヲシテ其心ヲ安ンセシメサリシモノハ他ナシ先便申進候通日佛税則案中ニ揭示セル品目ノ數寡少ナリシ爲メ其外見上ニ付彼ノ感觸ヲ害セシカ如シ縮緬吳呂 (mousseline de laine) ノ事ニ付本官ヨリ再三電信ヲ以テ申進候理由ハ佛國政府ノ申出ニ應シテ三等税率ヲ約定スルモ敢テ將來ノ損失ヲ我國ニ來スコトナカルヘシト相信シ候故ニ有之候其理由ハ本官所聽ニ據ヘハ我國ニ於テ近來該品製造ニ着手スルモ

ノ多少結果ノ見ルヘキモノアルカ如シ果シテ然ラハ今日小利ヲ得ンヨリハ寧ロ將來ノ大利ヲ期スルニ如カス之ヲ換言スレハ長年月ヲ經サレハ我國ニ於テ製造發達ノ見込ナキ物品ニ對シテハ其稅率ヲ左右スル權ヲ今日ヨリ全有スヘク之ニ反シテ今日ニ在テハ多少國庫ヲ利スルモ五七年後輸入ヲ減少スル見込アル物品ニ對シテハ姑ク彼ノ冀望ヲ容レテ稅率ヲ低減スル方策ノ得タルモノト確信致候猶之ヲ細言スレハ縮緬吳呂原料ノ過半ハ大洋洲ニ産スルヲ以テ其運賃ハ歐洲ニ比スレハ我國ニ利アリ又製造費ハ勿論歐洲孰レノ國ニ比スルモ我國實銀ノ低廉ナルコト言ヲ俟タス故ニ今日ノ稅則ニ對シテ猶ホ此製造我國ニ發達スルトキハ歐洲人ノ之ニ競爭ヲ試ミントスルモ殆ト奏効ノ望ナキコト喋々ヲ要セス況ンヤ佛政府ノ固執スル所ニ應スルモ其輸入稅ハ多少ノ増加ヲ見ルオヤ之ニ反シテ佛國政府力稅則ニ掲載セントスル六品目ハ就チ我國ニ於テ長年月ヲ經ルニ非レハ之ヲ製造發達スルノ見込ナキ物品ナリ而シテ之ヲ今日ニ於テ許諾シ將來ニ損失ヲ受ケンヨリハ寧ロ縮緬吳呂ニ關シテ彼ノ歡心ヲ得テ以テ將來他ノ物品ニ付其利ヲ得ルヲ得策ト確信致候所以ニ有之候右ハ既ニ過去ニ屬スルモ御參考ノ爲メ申進置候

ation to important concessions made by Japanese Government, French Government are prepared to examine demands which Japanese Government may make in view of adding to above-mentioned 5 articles some others especially interesting Japanese commerce. Under these circumstances, I think better we propose (I think we better propose ?) 6 per cent instead of 5 for the raw mouseline de laine accepting the remaining.

(Via Petersburg), Feb. 25, 1896. Sone.

四九一 明治三十九年三月十四日 西園寺外務大臣代理ヨリ 會禰駐佛公使宛

談判進捗上心得方ノ件

日佛條約改正ノ件ニ付本年一月二十一日附機密第一號信ヲ以テ縷々御來示ノ趣聞悉致候稅目問題ニ付佛國政府力容易ニ我カ要求ニ應セサル爲メ談判非常ニ御困難ナルコトハ是迄ノ御來電ニテ熟悉御推察致居候所ニ候然ルニ貴信中閣下ノ建議ニ對シ本大臣ヨリ御叱責ヲ加候豫御陳述相成候得共右ハ全ク閣下ノ御了解違ト存候ニ付誤解ヲ避クル爲メ左ニ

敬具

明治二十九年二月十一日

在佛特命全權公使 會禰 荒助

外務大臣臨時代理

文部大臣侯爵 西園寺公望殿

四九〇 明治三十九年二月十五日 會禰駐佛公使ヨリ 西園寺外務大臣代理宛來電

モスリン輸入稅ノ件

(*) French Government answered me as follows: Believing that tariff proposed by Japanese Government does not constitute equitable equivalent for the French Commerce, French Government are obliged to persist their alternative proposal that is to say either 5 per cent for the mouseline de laine raw and blanc dimpression, 8 per cent for the dyed and 10 per cent for the impressed, or if Japanese Government wish to have 10 per cent upon all sorts of mouseline de laine limiting the application of most favored nation clause to 5 articles mentioned in my telegram (=). However, with great consider-

一言致置候

既ニ昨年十月二十四日五十八號電信ヲ以テ申進候通り總テ本大臣ヨリノ電訓ハ第一ニ帝國將來ノ利害如何ヲ鑒ミ次ニ目下條約改正談判ニ着手中ノ他ノ國トノ權衡如何ヲモ顧ミ審思熟慮ヲ加ヘタル後始メテ發スルモノニ有之候ヘハ閣下ニハ之ヲ接收セラレシ上ハ一意其旨意ヲ體シテ充分之ヲ遂行スルコトヲ試ミラルノコトコソ望敷次第ニ有之候處乍遺憾閣下ニハ往々右等電訓ノ旨意ヲ佛國政府ニ向テ提陳談爭セラルノニ先タチ其ノ佛國政府ニ容レラレサルヘキコトヲ豫期シテ帝國政府ノ再考ヲ求メ來ラル、カ如キコト有之候ニ因リ場合ニ依リテハ只タ閣下力難シトセラル、コトノミヲ知リテ實際佛國政府力難シトスル所ノ度合如何計ナルヤヲ知ルニ苦ムカ如キコト有之因テ不得已總テ訓令通り御談判相成候様申進候次第ニ候 將又佛國トノ談判モ最早大體ノ部分ハ商定シ殘リテ稅目ノ一點ニ有之候得共右ハ前述ノ通り他國トノ談判ニモ影響スル所有之而シテ一方ニハ獨國トノ談判モ目下殆ト其局ヲ結ハントスル運ニ相成居候ニ付其模様ニ依リ帝國政府ニ於テモ再考ヲ加ヘタル上更ニ何分ノ訓令ニ可及候

右申進候 敬具

明治二十九年三月十四日發遣

註 一四七二文書

四九二 明治三十九年四月八日

陸奥外務大臣ヨリ
曾爾駐佛公使宛(往電)

我要求ノ趣旨徹底方ニ付訓令ノ件

陸奥書 昭和二十六年一月二十日口譯書翰發給終

(9) Japanese Government (are) especially anxious at this time to conclude negotiations with France. Japanese Government hope that with more exact knowledge of actual situation French Government will consent to our last proposal. In order therefore to make necessary explanation, you are hereby instructed to reply to (the) speech of Bompart in Procès Verbal, January 24, 1896 in (the) following sense using polite and appropriate language:

Japanese Government appreciate friendly attitude (of) French Government regarding treaty revision generally *but* (and?) especially concerning abolition (of) consular jurisdiction. Assure French Govern-

rates are usually imposed as retaliatory measures. Accordingly Japanese Government do not think existing conditions can be taken as point of departure in estimating what is now or would be for (the) future fair and equitable nor can Japanese Government think it just to place Japan on (the) same footing as United States and Canada. Those countries impose high duties. Exposé of motives accompanying (the) project of law of March 15, 1892 clearly shows arrangement with United States was based on equivalent compensation. Franco-Canadian agreement, February 6 1893 seems also to be based on principle of equal reciprocal advantages. It is, however, of very limited scope and affects, it is understood, only about 10 per cent of French exports to Canada and even in respect of those exports the reduced Canadian import duties still remain much higher than duties in Japanese conventional tariff whereas in (the) matter of tariff France will receive from Japan more favorable treatment than any other country since nearly 83 per cent or more than yen 3,600,000 of French imports will come under con-

ment of (the) desire of Japanese Government to deal with treaty revision in conciliatory spirit. Abolition of consular jurisdiction being based on principles of justice and recognition of Japan's present judicial standing is excluded from usual rule of negotiations requiring reciprocal equivalent compensation. It is however associated with (the) question of opening (the) interior and Japanese Government granted that concession. Regarding ownership by foreigners of immovable property, prohibition is partial and not total since right to own houses &c. is admitted. You will repeat arguments in telegram 22 and 35 so far as pertinent and in (the) same connection refer to concession concerning emphyteutic leases. Regarding consular privileges Japanese Government have not refused any French demands. Regarding economic question, you will refer to unilateral and unduly onerous nature of Japanese present treaty engagements by which all imports are subjected to duty averaging less than 3 per cent while Japanese exports to those countries having double tariffs are at the same time subject to highest rates which

ventional tariff while imports from no other country will exceed 71 per cent. Raw and floss-silk are free under French General Tariff. Accordingly, under French proposal not yen 33,000,000 but about yen 300,000 or 1½ per cent of Japanese exports to France would actually be benefited. If whole French minimum tariff were applied to Japan it is believed that less than 20 per cent of such exports would actually enjoy reduction of duties below General Tariff rates. Japanese Government would indeed be surprised to learn *that* (if?) the many states entitled to French minimum tariff have placed French commerce on as favorable (a) footing as is proposed by Japan. Japanese Government think it would clearly consist with (the) spirit of second paragraph, article I, French tariff law as well as with principles of equivalent concessions of (if?) whole minimum tariff were extended to Japan. Regarding *mouseline de laine* you will repeat and emphasize, so far as pertinent, arguments in (my) telegram 56 and renew (the) proposal in (my) telegram 2 with explanation showing effect of the proposal offering at the same

time to introduce bijouterie, perfumery and lognnettes into conventional tariff. You will refer to low rate of duty on mousseline de laine under (the) last Japanese proposal and state that under French counter-proposal Japanese silk tissues exported to France which are nearly (the) same (in?) value as woollen tissues imported from France would still be subject to General Tariff. Japanese Government confidently believe that with (the) full knowledge of actual situation French Government will accept (the) last proposal of Japanese Government. Act promptly and report as soon as possible. Treaty with Germany signed (on) April 4th.

Mutsu.

Sent April 7th 1896272號

" 8th "276號

密函

聖德太子 聖德太子 聖德太子

Speech of Mr. Bompart.

(Procès Verbal, Jan. 24, 1896).

M. Bompart explique alors qu'il a cru devoir en

universelle aujourd'hui dans les pays civilisés, il ne consent pas à reconnaître aux étrangers la faculté d'être propriétaires d'immeubles sur son territoire.

Le Gouvernement Français s'est encore soumis à cette contradiction et il a persisté dans sa renonciation aux privilèges qu'il détenait au Japon, bien que devant tomber à la suite de cette renonciation sous un régime inférieur à celui du droit commun. Donc, dans les questions d'ordre politique toutes les concessions sont venues de la France et on peut même dire qu'elles ont dépassé la juste mesure.

Dans les questions d'ordre économique, c'est également à la France que sont demandés tous les sacrifices. Aujourd'hui les produits japonais acquittent à leur entrée en France les droits du tarif général; on demande à la France d'abaisser ce tarif au profit du Japon. Les produits Français payent au Japon des droits peu élevés. On demande à la France de consentir à leur augmentation. En cette matière, la France consent encore à faire toutes les concessions; elle paiera plus au Japon et lui de-

conséquence provoquer une réunion de la commission afin de faire une proposition transactionnelle.

Dans les questions d'ordre politique, le Gouvernement Japonais a desire que la France renoncât à la situation privilégiée dont jouissent au Japon ses consuls et ses nationaux et que les relations des deux pays fussent dorénavant régies en ces matières par les mêmes règles qui sont observées en pays de chrétienté. Le Gouvernement Français l'a aussitôt admis, malgré le danger qu'il y avait à passer ainsi, sans transition, du régime de l'exterritorialité à celui de la pleine soumission à la juridiction locale. En ce faisant, il a voulu donner au Japon une preuve nouvelle de son amitié et de la confiance que lui inspirent les rapides progrès de son peuple. Les exigences du Gouvernement Japonais sont allées plus loin, tout en revendiquant les mêmes droits que les Gouvernement occidentaux, il s'est, par contre, refusé à contracter les mêmes obligations; c'est ainsi qu'il n'entend pas donner aux Consuls les pouvoirs dont ceux-ci jouissent dans tous les pays d'Europe et même que, contrairement à la règle

mandera moins; mais encore faut-il que l'inégalité dont se plaint le Japon ne soit pas retournée au détriment de la France et que le résultat de la négociation soit l'établissement entre les deux pays d'un régime commercial d'équitable réciprocité.

C'est dans cette vue que le Gouvernement Français avait offert son Tarif minimum en entier au Japon contre un tarif raisonnable sur 33 articles. Déjà à la demande du Gouvernement Japonais 14 articles ont été éliminés du Tarif; 12 seulement y ont été admis avec des droits supérieurs pour plusieurs d'entre eux, à ceux demandés; 7 restent en discussion et parmi eux, le plus important de tous pour notre commerce les tissus de laine. Nous avons demandé pour ces tissus le droit de 5%; sur le refus du Japon nous avons consenti à ne réclamer ce droit que pour les seules mouselines, sur un nouveau refus, nous avons proposé trois catégories de mouselines à 5, 8 et 10%.

Le Gouvernement Japonais persistant dans ses refus, il ne nous reste plus d'autre moyen, pour rétablir l'égalité déjà bien compromise par nos con-

cessions successives que de diminuer nos offres.

Si les mousselines de laines devaient être portées au tarif avec le droit de 10%, nous ne saurions, en effet, accorder en échange notre Tarif minimum à tous les produits japonais.

La France s'est trouvée dans une situation analogue au regard des Etats-Unis d'Amerique et du Canada dont les Tarifs n'étaient pas assez avantageux pour que le tarif minimum français leur fut accordé.

On a paré à cette disproportion en n'octroyant le traitement de la nation la plus favorisée en matière de tarif aux Etats-Unis que pour 8 articles, au Canada que pour 19. La même solution pourrait être adoptée avec le Japon.

Le Bénéfice du tarif minimum serait restreint aux articles suivants d'importation japonaise en France :

Les soies brutes
Bourres de soies brutes
Eventails et écrans
Bimbeloterie
Tableterie
Les articles représentent pour le Japon un com-

merce avec la France évolué par ses propres statistiques à 33 millions de yens, alors que les articles français qui jouissaient au Japon d'un tarif conventionnel ne représentaient pas plus de 3 millions 1/2 de yens.

M. Bonpard en terminant marque clairement que cette proposition n'est que subsidiaire et qu'il maintient, en première ligne sa proposition précédente de sorte que le Gouvernement Japonais a le choix entre la fixation à 5, 8 et 10% du droit sur les mousselines avec la jouissance de l'intégralité du Tarif minimum, ou bien au cas où il ne croirait pas possible d'accorder ces droits gradués, le droit unique de 10% pour les mousselines avec l'octroi partiel seulement du tarif minimum français.

Il est persuadé que la Gouvernement Japonais verra dans l'offre de cette alternative une nouvelle preuve du désir du Gouvernement Français d'arriver à une entente :

四九三 明治三十九年四月二十三日 曾禰駐佛公使ヨリ 陸奥外務大臣宛(來電)

佛國ノ回答差延ノ件

(チ) In my interview with Bompard on April 17th he said that the question of treaty was referred to Ministry of Commerce. Ministerial crisis will delay reply.

(Via Petersburg,) April 23, 1896. Sone.

四九四 明治三十九年四月二十五日 曾禰駐佛公使ヨリ 陸奥外務大臣宛

最終ノ訓令ニ基キタル條約改正ノ件

第二四號 六月一日到

去ル十七日訓令ニ基キ通商局長ト談合候始末左ニ
下官ハ稅則ノ事ニ付テハ所謂「ノット」ヲ以テ彼ニ當リ其
他ノ申分ハ口上ヲ以テセリ

彼ヨク日本ク請求ハ可成同意ヲ表スルノ方針ナレトモ此稅
則ニ付テハ現ニ數回ノ問合ヲ終ヘ且ツ當局ノ意見ヲ陳ヘタル
コト故今ニ及テ直ニ拜答スルコト能ハス更ニ當局者ノ意
見ヲ聞カサルヲ得ス又假令一般ノ稅率ヲ佛國ニ於テ日本品
ニ課スルモ貴官ノ御承知ノ通百分ノ二半ニ過キス此邊日本
政府ハ御承知ノ事ナルカ甚疑ハシ況ンヤ假令條約ニ調印ス

陸奥外務大臣時代 對佛交渉 四九四 四九五

明治三十九年四月二十五日 在佛特命全權公使 曾禰 荒助
外務大臣伯爵 陸奥 宗 光殿

四九五 明治三十九年四月六日 陸奥外務大臣ヨリ 在紐育山縣侯宛(往電)
條約改正ニ關スル件

Yanagata
Japanese Consulate, New York.

In view of German treaty already concluded, I request you will at the time of your visit to Paris urge Sone as your own personal suggestion to conclude French treaty without any delay.

April 16, 1896. Mutsu.

四九六 明治三十九年五月八日 在巴里山縣候ヨリ
陸奥外務大臣宛(來電)

條約改正交渉促進方ノ件

Referring to your telegram concerning French treaty revision, I feel that it is owing chiefly to frequent ministerial changes that Sone's best effort did not meet with desirable success till now, but the new French Minister for Foreign Affaires seems to be very favorably disposed towards Japan, new treaty and Sone personally. I saw him to-day and he told me he hoped to render me service by trying to settle speedily and satisfactorily this question before I leave France and he expressed much satisfaction to see relation between France and Japan ameliorating daily by Sone's efforts.

(Via Peters.), May 8, 1896. Yamagata.

Rec'd May 9, 1896.

四九七 明治三十九年五月七日

會聯駐佛公使ヨリ
陸奥外務大臣代埋宛(來電)

税関問題ニ關スル佛國政府ノ回答電報ノ件

the Far East, impose upon certain products, as for instance wrought silk and silk tissues, different import duties according as they are European or extra-European productions. Without prejudging resolution to which public authority will arrive, I think it necessary at the moment of signing with you a treaty destined to regulate commercial relation between France and Japan to signalize to you the study which the Government pursue and reserve all the liberty of their decision. That is because I have the honour to address to you present communication and to ask you to take kindly act of it.

Second, from me to French Minister for Foreign Affairs. By a letter *in* (of?) to-day's date you have made the honour of informing me that since some time Government of the Republic have occupied themselves *to* (with?) (the) question of knowing whether they might not, by reason of so different conditions of production in Europe and in the Far East, impose upon certain products, as for instance wrought silk and silk tissues, different import duties according as they are European or extra-European

(×) French Government consent to our demand on tariff and consequently articles put on the conventional tariff are 18 as follows:—

Aniline dyes, 10; cotton turkey red and dyed shittings, 10; rod and bar iron 7½; the extract of logwood, 10; silk satin and silk and cotton mixtures, 10; steel block, pig and slab, 5; woollen tissues wholly or in part of wool, 10; mousseline de laine, first, raw or blanc d'impression 8½, second, dyed and impressed and others 10; cloth wholly of wool, 10; yarns and threads for weaving purposes, 8; vin, including champagne, 10; common soap, 10; candles and wax candles, 10; bijouterie imitation, 10; lorgnettes, 10; perfumery, 10; printing machines, 10; scientific instruments for designs, 10.

But this consent is conditioned to the following notes:—

First, from French Minister for Foreign Affairs to me. The Government have been occupying themselves since some time to (with?) (the) question of knowing whether they might not, by reason of so different conditions of production in Europe and in

production. You added that, without prejudging resolution to which public authority will arrive, you thought it necessary at the moment of signing with me a treaty destined to regulate commercial relation between France and Japan to signalize me the study which the Government pursued and to reserve all the liberty of their action. I hasten to give you act of this communication. I think these preventive notes having for their principal object Chinese productions, they will not make serious obstacles to our commerce. Consequently, if Japanese Government can consent, the proposal of French Government can be signed immediately. Answer immediately yes or no.

(Via Petersburg), Paris, May 7, 1896. Sone.

四九八 明治三十九年五月九日 會聯駐佛公使ヨリ
陸奥外務大臣宛

條約案第二十四條修正ノ件

(√) According to the firm opinion of President of the Council, French Government demands to add to

article 24 the following clause :

However article VII of the treaty may be denounced at any moment and it will cease to be effective a year after its denunciation.

They say (the) reason for this is that this clause is found in almost all treaties between France and other countries and therefore without this it will be very difficult to pass both Houses. I think the clause will not give profits to either party but it will not cause damage to either party.

Send May 9, 1896. Sone.

(7) On the subject of my telegram (2) I have objected to the proposal of French Government saying that it is incomplete because it is not mentioned that conventional tariff can be denounced at the same time as article VII. French Government now proposed the following amendments :

First, to insert in the clause mentioned in my telegram (2) 8 words "by French Government and in that case it" and omit 2 words "and it." Secondly, to insert in the Protocol the following clause :

載スヘキコトヲ約シタリ如此スルトキハ此事ニ就テハ我國ニ執リテハ一點ノ損失モナカルヘシト確信ス元來此事ヲ當國總理大臣力固執スル所以ノモノハ他ナシ議院ノ政變ヲ豫防セントスルノ一點ニ止マリテ條約改正ニ當局スルモノハ暗ニ其實際ヲ知ラサルヨリシテ此ニ至リタルモノナリトノ譏言ヲ發シ居レリ又新ニ當國政府ノ提出シタル交換文書中ニ付曖昧ナル個所即チ「云々生産物即チ絹糸 Sole ouvré 絹布 Tissus de soie ノ如キ」ナル言ニ付テハ將來我國ニ不利ヲ生スルノ恐アルヲ以テ既ニ不同意ヲ表シ置キタリ就テハ彼ヨリ其物品ヲ一々明掲スヘシト更ニ案出スルヤモ計リ難シ若シ其明掲セントスルモノ該兩品ニ止マル時ハ之ニ同意スルモ格別我國ノ物品上ニ損失ヲ來スコトナカルヘシ何トナレハ該兩品ハ我國ヨリ歐洲ニ輸出スルコト極メテ些少ニシテ殆ント之ヲナシト云フモ可ナリ之ニ反シテ清國ヨリハ大ニ此物品ヲ歐洲ニ輸出ス元來外務大臣ノ談話セシ所ニ依レハ其眞意ハ清國ヲ壓セントスルニ在リテ而シテ此物品ニ重税ヲ課スルヤ否ハ將來ノ問題ニ屬スルコトナレハ唯此兩品ニ止ル時ハ極力以テ之ニ不同意ヲ唱ヘ仍ホ條約改正ニ延滞ヲ來ス如キハ決シテ策ノ得タルモノニ非スト確信ス

"In case where the article VII of the treaty will cease to be effective in consequence of the denunciation which may be made by French Government tariff annexed hereto or the specific tariff which will be substituted to it will cease equally to be applied.

Paris, May 12, 1896. Sone.

四九九 明治三十九年五月十四日

曾福駐佛公使ヨリ
陸奥外務大臣代理宛

日佛條約改正談判ノ件

附屬書一 佛國外務大臣來翰案

二 曾福公使ヨリノ返翰案

三 佛國政府ノ修正案文

第七號

延滞ニ延滞ヲ重ネタル日佛條約改正モ漸ク其局ヲ結ハントスル日ニ近ケリ第七條ヲ廢棄スルノ自由ヲ得ントスルノ當國政府ノ提案ニ付テ彼此論争ヲ極メ遂ニ五月十二日御電報ニ及ヒタル如ク其之ヲ廢棄スルノ場合ニ於テハ約定稅法ハ均シク之ヲ廢棄シ得ヘキモノタリトノ明文ヲ議定書中ニ掲

右佛政府提出新案ノ概略并卑見及具申候 敬具

明治二十九年五月十四日

在佛特命全權公使 曾 福 荒 助

外務大臣伯爵 陸 奥 宗 光閣下

追テ本文佛政府申出ノ交換文書及條約第二十四條及議定書中ニ追加スヘキ文案ハ既ニ本月十七日附「ヌ」號同十二日附「ヲ」號電信²ヲ以テ其英譯文及發電置候處爲御參考尙茲ニ其佛原文添付仕候

註 1 及 2 四九七後半及四九八

附屬書一

佛國外務大臣來翰案

Lettre du Ministre des Affaires
Étrangères à Mr. Sone, Ministre
du Japon à Paris.

Le Gouvernement se préoccupe depuis quelque temps déjà de la question de savoir s'il ne conviendrait pas, en raison des conditions si dissimilables de la production en Europe et en Extrême-Orient, de taxer certains produits tels que la soie

ouvrée et les tissus de soie de droits d'importation différents selon qu'ils sont d'origine européenne ou extra-européenne.

Sans prouger la résolution à laquelle s'arrêteront les Pouvoirs Publics, je crois devoir, au moment de signer avec vous un traité destiné à régler les relations commerciales de la France et du Japon, vous signaler l'étude que poursuit le Gouvernement et réserver toute sa liberté de décision, c'est pourquoi j'ai l'honneur de vous adresser la présente communication et de vous prier de vouloir bien m'en donner acte

附屬書二

荷蘭公使ヨットへ送附條

Réponse de M. Soné, Ministre du Japon, au Ministre des Affaires Étrangères.

Par lettre en date de ce jour, vous m'avez fait l'honneur de m'informer que, depuis quelque temps déjà, le Gouvernement de la République se préoccupait de la question de savoir, s'il ne conviendrait

ce cas il cessera d'être en vigueur un an après sa dénonciation.

Ajouter au Protocole :

Au cas où l'art. 7 du traité cesserait d'être en vigueur par suite de la dénonciation qui en serait faite par le Gouvernement Français le tarif ci-annexé ou le tarif spécifique qui lui sera substitué cessera également d'être appliqué.

五〇〇 明治三十九年五月十九日 陸奥外務大臣ヨット
荷蘭駐佛公使宛(往電)

二十四條修正問題輸入品評價問題

其他二關への訓令ノ件

23. Japanese Government accept proposal in your telegram (ヲ). This proposal, I presume, does away with necessity for special engagement respecting wrought silk and silk tissues in your telegram (ス). We so considered the matter in accepting present proposal. If French Government think otherwise, you will use best efforts to induce French Govern-

pas, en raison des conditions si dissimilables de la production en Europe et en Extrême-Orient, de taxer certains produits tels que la soie ouvrée et les tissus de soie de droits d'importation différents selon qu'ils sont d'origine européenne ou extra-européenne.

Vous ajoutiez que, sans prouger la résolution à laquelle s'arrêteraient les Pouvoirs Publics, vous croyiez devoir, au moment de signer avec moi un traité destiné à régler les relations commerciales de la France et du Japon, me signaler l'étude que poursuivait le Gouvernement et réserver toute sa liberté de décision.

Je m'empresse de vous donner acte de cette communication.

附屬書三

佛國政府へ送附條文

Proposition

Ajouter à l'art. XXIV :

Toutefois l'art. 7 du traité pourra être dénoncé à toute époque par le Gouvernement Français et dans

ment to waive proposal respecting wrought silk and silk tissues. Unilateral engagement in sense of that proposal would create very unfavorable impression in Japan.

Regarding Customs appraisement disputes, I fear, (the) proposed wording of (the) clause in Protocol on (the) subject might be construed to mean that present system is not to terminate when new treaty takes effect unless in (the) meantime special Convention is concluded. See telegram 65 and so word (the) clause as to remove doubts. Special Convention regarding appraisements disputes will of course be reciprocal. If French Government consent respecting above points, all outstanding questions will then, I believe, be adjusted and you are then authorized to conclude the Treaty. Article XXIV of the treaty as it now stands provides that treaty shall not take effect until four years after signature and that notice may be given three years after signature. That Article was drafted last year. I must caution you, therefore, to be extremely careful to change Article XXIV so as to enable Japanese

Government to bring treaty into operation at any time after July 16/11 1899. Regarding Tariff some errors have been discovered. For instance, Japanese Government only consented to reduce duty on silk and cotton mixtures from 15 to 10 per cent. See my telegram 35, last year. Again, Japanese proposals did not provide for insertion in Franco-Japanese Conventional Tariff of woollen tissues of all kinds, mousseline-de-laine and cloth alone being enumerated. Japanese Government will not raise objections either to 10 per cent on silk satins or to insert all woollen tissues in Conventional Tariff but Japanese Government hope French Government will consent to inscribe in Conventional Tariff classifications and converted specific rates of duty appearing in Anglo-Japanese Supplementary Convention for all woollen tissues excepting mousseline-de-laine and woollen cloth. This course was adopted in German Treaty respecting tissues appearing in Anglo-Japanese Conventional Tariff and not appearing in original proposals to Germany. If French Government object, you need not insist. Adoption of the suggestion would

四〇一 明治三十二年四月廿六日 陸奥外務大臣ヨリ
會藏駐佛公使宛(來電)

輸入品評價問題其他三關へハ

N. 414. (25) Regarding Customs appraisement, amendment in your telegram (7) does not in (the) least modify or improve matters. Position of Japanese Government on (the) subject was clearly stated in telegram 65 in reply to your telegram Az. Japanese Government hold that regulation of Customs appraisements properly appertains to domestic legislation. One-fourth of Japan's entire foreign trade is in (the) hands of Japanese merchants and law concerning appraisements would require consent of Diet. Japanese Government think those facts sufficient guarantee that appraisement law will not be arbitrary, unjust or unreasonable. But Japanese Government in (the) spirit of conciliation so far waived their preference as to consent to make (the) question of appraisements (a) subject of Conventional engagement upon (the) clear condition that such engagement was not to perpetuate existing

save much labor when Supplementary Convention is concluded.

May 19, 1896. Mutsu.

四〇一 明治三十二年五月廿三日 會藏駐佛公使ヨリ
陸奥外務大臣宛(來電)

絹物税輸入品評價問題其他三關へハ件

(7) French Government firmly insist upon special engagement respecting wrought silk (soie ouvree) etc. but they consent to omit 5 words "certain products as for instance" and say that wrought silk is not imported from Japan, while importation of silk tissues is very small. As to appraisement disputes, we have added to avoid misinterpretation 4 words "which will take place" between "modification" and "before that" (in) my telegram Az. French Government object suggestions made by the Japanese Government as to the woollen tissues. Article 24 modified according to instructions.

Paris, May 22, 1896. Sone.

practice after new treaty takes effect and that such engagement was to be reciprocal, that is to say, such engagement was also to regulate appraisements of Japanese good imported into France. Present proposal does not fulfill either of those essential conditions.

Regarding special engagement respecting wrought silk etc., instead of importation of Japanese silk tissues into France being very small, they are in fact almost equal to French mousseline de laine imported into Japan. Figures for 1894 stand, silk tissues yen 2,600,000 against French mousseline-de-laine yen 2,900,000. Consequently (the) question is of serious importance to Japan while it cannot be of importance to France, since it was wholly afterthought the demand not being made until nearly every other point had been satisfactorily disposed of. Lower wages in Far East are met by greater mechanical and industrial development in (the) West, but in improbable event of dislocation of existing conditions to such serious extent as to make it necessary for French Government to impose

additional duties on Japanese silk tissues, they have conserved their liberty to do so by reserving right to denounce Article VII, but to provide in addition that French Government should have right at any moment to discriminate against certain Japanese exports while every article of French imports is guaranteed most favored nation treatment and nearly every such article is inscribed in Conventional tariff, would be wholly one-sided and unjust besides being unnecessary.

Introduction into Conventional Tariff of Wine, Cognac, Champagne, Bijouterie and Perfumery may seriously interfere with revenue system of Japan. Nevertheless, Japanese Government gave way on the point in (the) firm expectation that by doing so common understanding might be reached respecting tariff. Consequently, Japanese Government dispatched at this new demand of French Government and they hope it will be withdrawn but if (the) demand is insisted on, Japanese Government in return ask that they be accorded (the) right to withdraw five items above named from operation of

June 1, 1896. Saionji.

西園寺公望外務大臣ヲ兼任ス
二十九年五月三十日

五〇五 明治三十九年六月一日 西園寺外務大臣ヨリ
會藏駐佛公使宛(往電)

條約案第四條修正方ノ件

26 In order to maintain identity in form of most favored nation clause in all new treaties Japanese Government desire to withdraw words property and agriculture from that clause and revert to proposal in telegram 35 inserting at (the) end of Article IV (the) following clause :

It is, however, understood that in all that concerns the right of agriculture and the ownership of real property, Frenchmen in Japan and Japanese in France, shall receive the same treatment as the subjects or citizens of the most favored nation. As French Government consented to waive (the) demand regarding agriculture and property, it is presumed they will have no objection to (the) present proposal. Japanese Government do not make

Conventional Tariff in case they find it necessary to do so for revenue purposes. But this counterdemand of Japanese Government cannot be regarded as equivalent to French demand since total importation from France of (the) said five items did not reach in 1894 yen 300,000.

May 28th 1896. Mutsu.

五〇三 明治三十九年五月三十日 會藏駐佛公使ヨリ
陸奥外務大臣宛(來電)

電話ニシテ口頭合ヤル件

(ヲ) Cognac not existing in Conventional tariff. I think there is an error when you counted it in last telegram among five articles.

Paris, May 30, 1896. Sone.

五〇四 明治三十九年六月一日 西園寺外務大臣ヨリ
會藏駐佛公使宛(往電)

電話 回答

No. 430. (27) Insertion of cognac was error. Please make necessary corrections.

this proposal sine qua non condition but you will use best endeavors to effect the change if possible without protracting negotiations.

June 1, 1896. Saionji.

五〇六 明治三十九年六月二日 會藏駐佛公使ヨリ
西園寺外務大臣宛(來電)

評價題及絹物輸入税等ニ關スル件

(ヲ) On the question of custom appraisements disputes, French Government answered me to reconsider. As to the question of wrought silk tissues, French Government do not cease to insist pretending they have (the) right of changing or modifying their custom tariff without consulting foreign Powers and that, for this purpose, exchange of notes is not absolutely necessary but in order not to surprise Japan some day they wish to warn him beforehand, as a proof of loyalty, of the possible event so that situation is the same with or without the proposed letters which they can therefore dispense with, provided that Japan recognize her intention. They added that if at all they will establish maximum

um and minimum tariffs on extra-European articles and that Japan will of course enjoy the extra-European minimum tariff, Article VII denounced in the mean time. Moreover French Government, although they do not engage, said to me that they will not probably tax *on*(?) those of silk tissues which are exempted from duties to-day, that is to say, majority of Japanese imported tissues. French Government do not accept Japanese counter-proposal regarding withdrawal from conventional tariff of 4 articles. Under these circumstances the only course I think is to sign the treaty leaving the question to future negotiations.

Paris, June 2, 1896. Sone.

五〇七 明治三十九年六月五日 西園寺外務大臣ヨリ
會藏駐佛公使宛(往電)

絹物税及最惠國條款ノ件

No. 434. (28) If upon reconsideration French Government accept our proposal regarding customs appraisements and if French Government will dispense with proposal letter regarding wrought silk,

and silk tissues leaving question in status quo you can at once sign treaty. I hope you will be able to make change in most favored nation clause according to recommendation in telegram 26.

June 5, 1896. Saionji.

五〇八 明治三十九年六月六日 會藏駐佛公使ヨリ
西園寺外務大臣宛(來電)

絹物税及評價問題等ノ件

(29) French Government do not consent to leave status-quo the question of wrought silk etc. repeating that it does not injure rights which Japan has by treaty. The question of custom appraisements can be omitted from Protocol. As to agriculture etc. French Government prefer to keep present form if these is no great inconvenience to Japan.

Paris, June 6, 1896. Sone.

五〇九 明治三十九年六月九日 西園寺外務大臣ヨリ
會藏駐佛公使宛(往電)

絹物税及最惠國條款ノ件

But if French Government insist upon their demand, it will naturally be necessary for Japanese Government in acknowledging the receipt of letter from French Government to make full reservation respecting their reciprocal rights so far as imports from France are concerned. Regarding agriculture &c. it would be exceedingly inconvenient for Japanese Government to amplify the most favored nation clause. Accordingly Japanese Government count upon French acquiescence in (the) proposal in my telegram 26, since that proposal agrees exactly with understanding in earlier stages of negotiations.

June 9, 1896. Saionji.

五一〇 明治三十九年六月九日 會藏駐佛公使ヨリ
西園寺外務大臣宛(來電)

絹物關税ニ關スル公文交換ノ件

(10) On the question of duties on silk, French Government repeat that reason why they propose exchange of letters is simply to warn Japan of their intention from friendship and

No. 440 (29) According to your telegram (7) French Government assert that they have right to change or modify customs tariff without consulting foreign Powers and consequently *that*(the?) situation respecting wrought silk &c. would be (the) same with or without proposed letters. According to your telegram (7), French Government repeat that proposal respecting wrought silk does not injure rights of Japan under the treaty. If foregoing propositions of French Government are correct proposed letters are absolutely unnecessary and Japanese Government with or without such letters would reciprocally have similar rights respecting imports from France. If, on the contrary, proposed letters are intended to create new rights in favor of France the principle of reciprocity ought not to be wholly excluded. Consequently and as question is admittedly only potential, Japanese Government hope French Government will upon reconsideration consent to allow (the) subject to rest where it is without exchange of letters. It will be (the) time to discuss the matter when question actually arises.

and that Japanese Government can not contest (the) right of France. They give me the following example. According to present French Tariff, duty on European sugar is 67 francs per 100 Kilograms while extra-European sugar has only to pay 60 francs. No European countries enjoying most favored nation treatment such as Russia, Germany and Austria ever have raised objection thereto. French Government do not care about the form of notice that is to say either by exchange of letters or inscribing in verbal process. As to the two other questions they will accept our demand. I think therefore *no use* (?) to protest any further and it will be reasonable to take action of the letter in verbal process and to terminate negotiations.

(Via Petersburg), June 19, 1896. Sone.

五一一 明治三十九年六月十三日 西國寺外務大臣ヨリ
會辦駐佛公使宛(往電)

關稅二關スル公文交換ノ件

33. If French Government consent to modify pro-

(γ) French Government accept to omit the clause regarding customs appraisalment. French Government consent to our demand regarding most favored nation clause. The question of wrought silk etc. will be settled in verbal process reserving reciprocal right to Japan, the wording of which will be telegraphed you.

(Via Petersburg), July 3, 1896. Sone.

五一二 明治三十九年七月九日 會辦駐佛公使ヨリ
西國寺外務大臣宛(來電)

關稅二關スル公文交換ノ件

(ネ) The wording of verbal process alluded to in my telegram (γ) is as follows:—

At the moment when an agreement is established upon project of a treaty in virtue of which Japanese product enjoy the minimum tariffs in France, Mr. Bonpard thinks it his duty to inform the Japanese Government that the question of modifying minimum tariff in regard to the two articles which Japan can produce, that is to say, wrought silk and silk tissues,

posed notice respecting wrought silk &c. in such manner as to exclude presumption that such notice is intended to create new rights, you may declare simply that you take act of the notice. If on the other hand French Government insist upon using words such as reserve all the liberty of their decision which clearly imply that notice is intended to create new rights, you may take act of the notice at (the) same time expressly reserving to the Imperial Government all rights belonging to them. Japanese Government prefer to have notice and reply inserted in verbal process, it being understood that verbal process is not for publication or promulgation with (the) treaty.

Assuming that you will now be able to sign treaty, I wish to caution you to be very careful to see that all stipulations conform exactly with instructions.

Sent June 23, 1896. Saionji.

五一二 明治三十九年七月三日 會辦駐佛公使ヨリ
西國寺外務大臣宛(來電)

關稅二關スル公文交換ノ件

is now under consideration. French Government in fact have been preoccupied since some time ago of the question whether they might not, by reason of a different conditions of productions in Europe and in Far East, impose upon wrought silk and silk tissues different import duties according as they are European or extra-European origin. As it would be (the) second of those taxes inscribed in the minimum tariff which, in the system of the treaty, would be applicable to Japanese product, French Government think it is proper to inform Japanese Government, from this instant, of their intention.

Sone asks if there are in the treaty actually in force other examples of articles taxed differently according as they are European or extra-European origin and in that case if the said articles, coming from countries having in France (the) right of most favoured nation in the matter of custom-duties, are not taxed with the lowest figure whatever may be their origin.

Bonpard cites as an example sugar which, according as they are European or extra-European origin,

is levied of an additional duty of 7 francs per 100 Kilogrammes. European sugar of the countries enjoying in France most favoured nation treatment pay that additional duty never raising difficulties nor claims.

Sone, reserving for Japan faculty of acting in the same manner with regard to merchandises not mentioned in conventional tariff, should the case occur, take note of (the) information of the intention of the French Government concerning wrought silk and silk tissues.

May I sign the Treaty?

(Via Petersburg), July 8, 1896. Sone.
Rec'd July 11, 1896.

五二四 明治三十九年七月十日 西園寺外務大臣ヨリ
會禰駐佛公使宛(往電)

會禰文案修正の訓令ノ件

No. 530. (41) Proposed wording of French announcement to be inserted in verbal process is acceptable. Suppress inquiry and answer respecting precedents.

the question.

Sent July 17, 1896. Saionji.

五二五 明治三十九年七月二十六日 會禰駐佛公使ヨリ
西園寺外務大臣宛(來電)

調印日時ニ關スル件

(△) Change was made in accordance with your telegram 41 and the meeting of the Committee closed on July 25th, but as there is no Cabinet council until August 14 treaty will be signed a few days later than that, say by August 20. (以下省略)

(Via Petersburg), July 26, 1896. Sone.
Rec'd July 28, 1896.

五一六 明治三十九年八月四日 會禰駐佛公使ヨリ
西園寺外務大臣宛(來電)

條約調印濟ノ件

(△) Revised treaty has been signed on August 4th. Paris, August 4, 1896. Sone.
Rec'd August 6, 1896.

and limit your reply to taking note of the announcement of the French Government concerning wrought silk and silk tissues, thus conforming to first alternative in my telegram 33. If these changes are made, you are hereby authorized to sign treaty. Following are reasons why these changes are desirable:

1st. French announcement, as now worded, excluded presumption of intention to create new rights. Consequently same rights belong to Japan without express reservation.

2nd. Extent of those rights will be (the) question for future discussion but there is no reason why Japan should now make express exception of articles enumerated in Conventional Tariff.

3rd. Enquiry concerning precedents would not, if retained, strengthen our position while French answer would suggest inquiry whether French Government had made, to other Government enjoying most favored nation treatment, announcements similar to one now proposed to Japan. It would be unprofitable now to open this branch of

五一七 明治三十九年八月七日 西園寺外務大臣ヨリ
會禰駐佛公使宛(往電)

結約表祝ノ件

No. 574. (47) I have received your telegram (△) and on behalf of Cabinet tender you sincere thanks and congratulations upon conclusion of protracted and arduous negotiations.

Sent August 7, 1896. Saionji.

五一八 明治三十九年八月十一日 會禰駐佛公使ヨリ
西園寺外務大臣宛

日佛條約書謄本送附ノ件

附屬書 明治三十九年八月四日調印日佛條約書

第十三號

日佛條約書正本ハ本月十日附第十二號信ニ添ヘ及御送附候處今般右謄本出來候ニ付茲ニ拾部及御送附候間御查收相成度候 敬具

明治三十九年八月十一日

在佛特命全權公使 會禰 荒助
外務大臣候爵 西園寺公望殿

附屬書

二十九年八月四日田里ニ於テ調印日佛條約書

(1) 日佛通商航海條約

Traité De Commerce Et De Navigation.

Sa Majesté l'Empereur du Japon et le Président de la République Française, animés d'un égal désir de maintenir les bons rapports déjà heureusement établis entre Eux, en étendant et en augmentant les relations entre leurs Etats respectifs, et persuadés que ce but ne saurait être mieux atteint que par la révision des Traités jusqu'ici en vigueur entre les deux Pays, ont résolu de procéder à cette révision sur les bases de l'équité et de l'intérêt mutuels, et ont nommé à cet effet pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur du Japon,

M. Soné Arasuké, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Gouvernement de la République française ;

Et le Président de la République Française,

Son Excellence M. Gabriel Hanotaux, Ministre des Affaires Etrangères,

tribunaux de justice tant pour réclamer que pour défendre leurs droits en toute instance et à tous les degrés de juridiction établis par les lois. Ils seront libres de choisir et d'employer dans toutes les circonstances les légistes, avoués, avocats et agents de toute classe qu'ils jugeraient à propos, et jouiront sous ce rapport des mêmes droits et privilèges que ceux qui sont ou seront accordés aux nationaux.

Art. II.

Les ressortissants de chacune des deux Hautes Parties Contractantes jouiront, dans toute l'étendue des Etats et possessions de l'autre Partie Contractante, d'une entière liberté de conscience et pourront, en se conformant aux Lois, Ordonnances et Règlements du pays, élever et posséder des églises, se livrer à l'exercice privé ou public de leur culte ; ils jouiront aussi, sous les mêmes conditions, du droit d'être inhumés suivant leurs coutumes religieuses dans des cimetières convenablement situés, lesquels seront établis dans le cas où il n'en existerait point et seront soigneusement entretenus.

Art. III.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivants :

Article Premier.

Il y aura réciproquement pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les Etats et possessions des deux Hautes Parties Contractantes.

Les Japonais en France et les Français au Japon jouiront de la plus complète et constante protection pour leurs personnes et leurs propriétés.

Ils pourront réciproquement, dans toute l'étendue des Etats et possessions respectifs, voyager, résider et se livrer à l'exercice de leurs professions, acquérir, posséder et transmettre par succession, par testament, donation ou, de toute autre manière que ce soit, des biens, valeurs et effets mobiliers de toutes sortes ; ils jouiront à cet effet des mêmes privilèges, libertés et droits que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée, sans pouvoir être tenus à acquitter des impôts ou taxes autres ou plus élevés.

Ils auront un libre et facile accès auprès des

Les Japonais en France et les Français au Japon ne seront contrainits, sous aucun prétexte, à subir des charges ou à payer des taxes, impôts, contributions ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus sur les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Ils ne seront astreints à aucun service obligatoire, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales. Ils seront exempts de toutes contributions imposées en lieu et place du service personnel, de tous emprunts forcés et de toute autre contribution extraordinaire, de quelque nature que ce soit.

Art. IV.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes pourront, en quelque lieu que ce soit des Etats et Possessions de l'autre Partie, exercer toute espèce d'industrie ou de métier, faire le commerce tant en gros qu'en détail de tous produits, objets fabriqués ou manufacturés, de tous articles de commerce licite, soit en personne, soit par leurs

agents, seuls ou en entrant en société commerciale avec des étrangers ou avec des nationaux; ils pourront y posséder, louer, même par bail emphytéotique, et occuper les maisons et boutiques qui leur seront nécessaires, louer des terres, les prendre à bail emphytéotique, à l'effet d'y résider et d'y exercer leur profession; le tout en se conformant, comme les nationaux eux-mêmes et les ressortissants de la nation la plus favorisée, aux Lois, Ordonnances et Règlements des pays respectifs.

Il est entendu qu'en tout ce qui concerne l'agriculture et le droit de propriété sur les biens immobiliers, les Japonais en France et les Français au Japon jouiront du même traitement que les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

Art. V.

Les Japonais en France et les Français au Japon auront pleine liberté d'entrer avec leurs navires et leurs cargaisons dans tous les ports, mouillages et rivières de leurs territoires respectifs qui sont ou pourront être ouverts au commerce extérieur et jouiront, en matière de commerce et de naviga-

tion, du même traitement que les nationaux et ressortissants de la nation la plus favorisée, sans avoir à payer aucuns impôts, taxes ou droits de quelque nature ou de quelque dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, autres ou plus élevés que ceux imposés aux nationaux ou ressortissants de la nation la plus favorisée, le tout en se conformant aux Lois, Ordonnances et Règlements des pays respectifs.

Art. VI.

Les habitations, magasins et boutiques des sujets ou citoyens de chacune des Hautes Parties Contractantes, ainsi que leurs dépendances, seront respectés.

Il ne sera point permis d'y procéder à des perquisitions ou visites domiciliaires, non plus que d'examiner ou d'inspecter les livres, papiers ou comptes, sauf dans les conditions et formes prescrites par les Lois, Ordonnances et Règlements applicables aux nationaux.

Art. VII.

Les droits de douane perçus à l'entrée au Japon et en France sur les produits de l'autre pays ne pourront être autres ou plus élevés que ceux imposés aux marchandises similaires originaires du pays le plus favorisé et en provenant dans les mêmes conditions.

Les droits perçus à la sortie du Japon et de France sur les produits destinés à l'autre pays ne pourront également être autres ou plus élevés que ceux imposés aux mêmes produits destinés au pays le plus favorisé.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent, en outre, à n'établir aucune restriction ou prohibition d'importation ou d'exportation qui ne soit, en même temps, applicable aux autres nations.

Art. VIII.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront, dans les Etats et Possessions de l'autre, de l'exemption de tous droits de transit quelconques et d'une parfaite égalité de traitement avec les nationaux pour tout ce qui concerne le

magasinage, les primes, les facilités et les drawbacks.

Les marchandises de toute nature originaires de l'un des deux Pays et importés dans l'autre ne pourront être assujetties à des droits d'accise, d'octroi ou de consommation perçus pour le compte de l'Etat ou des communes, supérieures à ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires de production nationale.

Art. IX.

Les droits de douane perçus à l'entrée ou à la sortie des territoires de chacune des Hautes Parties Contractantes, les primes et les drawbacks seront les mêmes, que les importations ou les exportations aient lieu par les navires japonais ou français ou par des navires de toute autre nationalité.

Art. X.

Aucuns droits de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou autres droits similaires ou analogues, de quelque nature ou sous quelque dénomination que ce soit, levés au nom ou au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de

particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, qui ne seraient également et sous les mêmes conditions imposés en pareil cas sur les navires nationaux en général ou sur les navires de la nation la plus favorisée, ne seront imposés dans les ports des Etats et Possessions de chacun des deux Pays sur les navires de l'autre Pays. Cette égalité de traitement sera appliquée réciproquement aux navires respectifs, de quelque endroit qu'ils arrivent et quel que soit le lieu de destination.

Art. XI.

En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement, leur déchargement dans les ports, rades, havres, bassins, docks ou rivières des Etats et Possessions des deux Pays, il ne sera accordé aux navires nationaux aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre Puissance, la volonté des Hautes Parties Contractantes étant que, sous ce rapport aussi, les bâtiment japonais et français soient respectivement traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. XII.

passé, et pour toute la durée du présent traité, à transporter des cargaisons entre les ports ouverts de l'Empire, à l'exception des ports d'Osaka, de Niigata et d'Edimurato.

Art. XIII.

Tout navire de commerce de l'une des deux Hautes Parties Contractantes qui serait forcé, par le mauvais temps ou pour toute autre raison, de se réfugier dans un port de l'autre Partie Contractante, aura la liberté de s'y faire réparer, de s'y pourvoir de tous les approvisionnements dont il aura besoin et de reprendre la mer, sans payer d'autres droits que ceux qui seraient acquittés en pareille circonstance par les bâtiments nationaux. Dans le cas cependant où le capitaine d'un navire de commerce se trouverait dans la nécessité de vendre une partie de sa cargaison pour payer les frais, il sera obligé de se conformer aux Règlements et Tarifs du lieu où il aurait relâché.

S'il arrive qu'un navire quelconque de l'une des Hautes Parties Contractantes échoue ou fasse naufrage sur les côtes de l'autre Partie, les autorités

Il est fait exception aux dispositions du présent traité pour le cabotage dont le régime reste soumis aux Lois, Ordonnances et Règlements du Japon et de la France respectivement. Il est entendu toutefois que les Japonais en France et les Français au Japon jouiront, pour tout ce qui concerne le cabotage, des droits et privilèges qui sont ou seront accordés par ces mêmes Lois, Ordonnances et Règlements aux ressortissants de tout autre pays.

Tout navire japonais chargé au Japon ou à l'étranger d'une cargaison destinée en tout ou en partie à deux ou plusieurs ports de France et tout navire français chargé en France ou à l'étranger d'une cargaison destinée en tout ou en partie à deux ou plusieurs ports du Japon pourra, en se conformant aux Lois et aux Règlements de douane du Pays, décharger une partie de sa cargaison dans un port, et continuer son voyage pour l'autre ou les autres ports de destination, dans le but d'y décharger une autre partie ou le reste de sa cargaison d'origine.

Le Gouvernement Japonais concède en outre aux navires français le droit de continuer, comme par le

locales en informeront sans retard le Consul Général, le Consul, le Vice-Consul ou l'Agent consulaire de la nationalité du navire le plus voisin, lequel sera admis à intervenir en sa qualité pour procurer toute l'assistance nécessaire.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires japonais naufragés ou échoués dans les eaux territoriales de la France auront lieu conformément aux Lois, Ordonnances et Règlements français, et réciproquement, toutes les mesures de sauvetage relatives aux navires français naufragés ou échoués dans les eaux territoriales du Japon auront lieu conformément aux Lois, Ordonnances et Règlements japonais.

Tous navires ou vaisseaux ainsi échoués ou naufragés, tous débris et accessoires, toutes fournitures leur appartenant et tous effets et marchandises sauvés desdits navires ou vaisseaux, y compris ceux qui auraient été jetés à la mer, ou les produits desdits objets, s'ils sont vendus, ainsi que tous papiers trouvés à bord de ces navires ou vaisseaux échoués ou naufragés seront remis aux

propriétaires ou à leurs représentants. Dans le cas où ces propriétaires ou représentants ne se trouveraient pas sur les lieux, lesdits produits ou objets seront remis aux Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents consulaires respectifs et ces officiers consulaires, propriétaires ou représentants payeront seulement les dépenses occasionnées pour la conservation desdits objets ainsi que les frais de sauvetage ou autres dépenses auxquels seraient soumis, en cas de naufrage, les navires nationaux.

Les effets et marchandises sauvés du naufrage seront exempts de tous droits de douane, à moins qu'ils n'entrent dans la consommation intérieure.

Art. XIV.

Les navires de guerre de l'une des deux Puissances pourront entrer, séjourner et se radoubler dans ceux des ports de l'autre Puissance dont l'accès est permis aux navires de guerre de la nation la plus favorisée; ils y seront soumis aux mêmes règles et y jouiront des mêmes honneurs, avantages, privilèges et exemptions concédés à cette dernière.

Art. XV.

pas aux ressortissants du Pays où la désertion aura lieu.

Art. XVIII.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent que dans toutes les matières relatives au commerce, à la navigation et à l'exercice de l'industrie, tout privilège, faveur ou immunité quelconque que l'une d'elles a déjà accordés ou accorderait à l'avenir au Gouvernement ou aux ressortissants de tout autre pays, seront étendus immédiatement et sans condition au Gouvernement et aux ressortissants de l'autre Partie, leur intention étant que, pour ce qui concerne le commerce, la navigation et l'industrie, les Japonais en France et les Français au Japon jouissent, sous tous les rapports, du traitement de la nation la plus favorisée.

Art. XIX.

Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra nommer des Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires dans tous les ports, villes et places de l'autre Partie. Ces Agents et les Consuls suppléants, Chanceliers et Secrétaires attachés à

Les paquebots chargés d'un service postal et appartenant à des compagnies subventionnées par l'un des deux Etats Contractants ne pourront être, dans les ports de l'autre Etat, détournés de leur destination ni être sujets à saisie, arrêt, embargo ou arrêt du Prince.

Art. XVI.

Tous les navires qui, conformément aux Lois japonaises, sont considérés comme navires japonais et tous les navires qui, conformément aux Lois françaises, sont considérés comme navires français, seront respectivement considérés comme japonais et français pour l'application du présent Traité.

Art. XVII.

Les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires de chacune des Hautes Parties Contractantes résidant dans les Etats et Possessions de l'autre Partie recevront des autorités locales, pour la recherche, saisie et arrestation des déserteurs des navires de leur pays respectif, toute aide et assistance qui pourront leur être données conformément aux lois.

Il est entendu que cette stipulation ne s'appliquera

leur poste exerceront, en toute liberté, leurs fonctions et attributions et jouiront, à charge de réciprocité, de tous les privilèges, exemptions et immunités, ainsi que des pouvoirs qui sont ou seront accordés aux officiers consulaires de la nation la plus favorisée.

Ils n'entreront en fonctions et ne jouiront des droits, privilèges et immunités consulaires qu'après en avoir obtenu l'autorisation du Gouvernement territorial.

En ce qui concerne le lieu de leur résidence, les deux Gouvernements ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune dans leur pays à toutes les nations.

Art. XX.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront, dans les Etats et Possessions de l'autre Partie, de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne les brevets d'invention, les marques de fabrique ou de commerce, ainsi que les dessins ou modèles industriels et de fabrique de toute espèce, en remplissant les

formalités prescrites par la loi.

Art. XXI.

Le Gouvernement de la République Française donne, en ce qui le concerne, son adhésion à l'Arrangement suivant :

Les divers quartiers étrangers qui existent au Japon seront incorporés aux communes respectives du Japon et feront des lors partie du système municipal du Japon.

Les Autorités japonaises compétentes assumeront en conséquence toutes les obligations et tous les devoirs municipaux qui résultent de ce nouvel état de choses et les fonds et biens municipaux qui pourraient appartenir à ces quartiers seront, de plein droit, transférés auxdites Autorités japonaises.

Lorsque les changements ci-dessus indiqués auront été effectués, les baux à perpétuité en vertu desquels les étrangers possèdent actuellement des propriétés dans les quartiers seront confirmés, et les propriétés de cette nature ne donneront lieu à aucuns impôts, taxes, charges, contributions ou conditions quelconques autres que ceux expressément stipulés dans

les baux en question. Il est entendu toutefois qu'aux Autorités consulaires dont il y est fait mention seront substituées les Autorités japonaises.

Les terrains que le Gouvernement japonais aurait concédés exempts de rentes, vu l'usage public auquel ils étaient affectés, resteront, sous la réserve des droits de la souveraineté territoriale, affranchis d'une manière permanente de tous impôts, taxes et charges ; et ils ne seront point détournés de l'usage auquel ils étaient primitivement destinés.

Art. XXII.

Les dispositions du présent traité sont applicables à l'Algérie. Il est entendu qu'elles deviendraient en outre applicables aux colonies françaises pour lesquelles le Gouvernement Français en réclamerait le bénéfice. Le Représentant de la République Française à Tokyo aurait à cet effet à le notifier au Gouvernement japonais dans un délai de deux ans, à dater de jour de l'échange des ratifications du présent traité.

Art. XXIII.

A dater de la mise en vigueur du présent traité,

période de douze ans, à partir du jour où il aura été mis à exécution.

Chacune des Hautes Parties Contractantes aura le droit, à un moment quelconque après que onze années se seront écoulées depuis l'entrée en vigueur du présent Traité, de notifier à l'autre partie son intention d'y mettre fin et à l'expiration du douzième mois qui suivra cette notification, le Traité cessera et expirera entièrement.

Toutefois l'article VII du Traité pourra être dénoncé à toute époque par le Gouvernement Français et, dans ce cas, cet article cessera d'être en vigueur un an après sa dénonciation.

Art. XXV.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Tokyo aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des deux pays ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 4 août 1896.

(L. S.) Signé : SONÉ ARASUKÉ.

seront abrogés le Traité du 9 octobre 1858, la Convention du 25 juin 1866 et en général tous les arrangements conclus entre les Hautes Parties Contractantes existant antérieurement à cette date. En conséquence, la juridiction française au Japon et les privilèges, exemptions ou immunités dont les Français jouissaient en matière juridictionnelle seront supprimés de plein droit et sans qu'il soit besoin de notification, du jour de la mise en vigueur du présent traité ; et les Français seront dès lors soumis à la juridiction des tribunaux japonais.

Art. XXIV.

Le présent Traité ne produira ses effets que trois ans au moins après la signature. Il entrera en vigueur une année après que le Gouvernement de S. M. l'Empereur du Japon aura notifié au Gouvernement de la République Française son intention de la voir mis à exécution.

Cette notification pourra être faite à un moment quelconque après l'expiration des deux années qui suivront la date de sa signature.

Le présent Traité restera obligatoire pendant une

(L. S.) Signé : G. HANOTAUX.

(11) 條 約

Protocole.

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur du Japon et le Gouvernement de la République Française, estimant qu'il est utile aux intérêts des deux pays de régler certaines questions spéciales qui les intéressent mutuellement et qui ne sont pas prévues au Traité de commerce et de navigation signé cejourd'hui, leurs Plénipotentiaires respectifs sont convenus ces stipulations suivantes :

I.

Il est convenu entre les Hautes Parties Contractantes que, six mois après l'échange des ratifications du Traité de commerce et de navigation signé cejourd'hui, le tarif d'importation ci-annexé sera, sous réserve des stipulations de l'article XIX du Traité du 9 octobre 1858, aussi longtemps que ledit Traité restera en vigueur, puis subseqüemment des articles VII et XVIII du Traité en date de ce jour,

vertis en droits spécifiques par une Convention supplémentaire qui sera conclue entre les deux Gouvernements dans le délai de six mois à compter de la ratification du Traité en date de ce jour. Pour l'évaluation desdits droits spécifique, il est convenu qu'on prendra pour base la moyenne des prix établie par les relevés des Douanes japonaises des six premiers mois de l'année 1894, en y ajoutant les frais d'assurance et de transport du lieu d'achat, de production ou de fabrication jusqu'au port d'arrivée, ainsi que les frais de commission, s'il en existe. Dans le cas où la convention supplémentaire ne serait pas entrée en vigueur au moment où le tarif nouveau commencerait à être appliqué, ce seront les droits *ad valorem* qui, dans l'intervalle, seront perçus. Ces droits seront calculés sur le prix réel des marchandises au lieu d'achat, de production ou de fabrication, augmenté des frais de transport et d'assurance dudit lieu jusqu'au port de déchargement, ainsi que des frais de commission, s'il en existe.

Au cas où l'article VII du Traité cesserait d'être en

applicable aux produits du sol, des industries ou manufactures des Etats et Possessions de la République Française à leur importation au Japon. Mais rein de ce qui est contenu dans le Traité, dans ce Protocole ou dans le Tarif annexé ne pourra être tenu comme limitant le droit du Gouvernement Japonais et du Gouvernement Français de restreindre ou de prohiber l'importation des drogues, médecines, aliments ou breuvages falsifiés, d'imprimés, peintures, livres, cartes, lithographies ou gravures indécentes ou obscènes, ou d'autres objets pouvant offrir quelque danger pour la sécurité ou la morale publiques, d'articles fabriqués en violation des lois qui, au Japon et en France, réglementent les brevets d'invention, les marques de fabrique ou la propriété littéraire. Ce droit réciproque s'étendra également aux prohibitions sanitaires ou autres provenant de la nécessité de protéger la santé des personnes, ainsi que la conservation du bétail et des plantes utiles à l'agriculture.

Les droits *ad valorem* établis par ledit Tarif seront, autant que cela sera reconnu possible, con-

vigueur par suite de la dénonciation qui en serait faite par le Gouvernement Français, le tarif ci-annexé ou le tarif spécifique qui lui sera substitué cessera également d'être appliqué.

En ce qui concerne les articles non énumérés dans ledit Tarif, le Tarif général du Japon s'appliquera, dès qu'il sera en vigueur, sous réserve des stipulations de l'article XIX du Traité du 9 octobre 1858 ou des articles VII et XVIII du Traité conclu cejourd'hui.

A dater du jour où le nouveau Tarif aura son effet, le Tarif d'importation actuellement en vigueur au Japon cessera d'être appliqué en ce qui concerne les objets et marchandises importés au Japon par des citoyens français.

En ce qui concerne toutes les autres stipulations des Traités et Conventions actuellement existants, elles seront maintenues sans conditions jusqu'à l'époque où le Traité de commerce et de navigation en date de ce jour sera mis en vigueur.

II.

Le Gouvernement Japonais consent, en attendant l'ouverture complète du pays aux citoyens français,

détendre le système existant des passeports de façon à permettre aux Français, sur la production d'un certificat favorable émanant de la Légation de France à Tokyo ou de l'un quelconque des Consulats de France dans les ports ouverts, d'obtenir sur leur demande, du Ministère Impérial des Affaires Etrangères à Tokyo ou des autorités principales de la Préfecture dans laquelle est situé un port ouvert, des passeports valables pour toute l'étendue du pays et pour toute période n'excédant pas douze mois.

Il est bien entendu que, sous cette réserve, les Lois et Réglements existants et régissant les citoyens français qui voyagent dans l'Empire du Japon sont maintenus.

III.

Le Gouvernement Japonais s'engage, avant la cessation de la juridiction consulaire française au Japon, à adhérer aux Conventions internationales concernant la protection de la propriété industrielle et de la propriété littéraire.

IV.

Les Plénipotentiaires soussignés sont convenus que

couleurs	10
Fer en barres et verge	7½
Extrait de bois de campêche	10
Satins en soie et coton mélangés	10
Acier en saumons, lingots ou plaques	5
Mousselines de laine écruës ou blanc d'impression	8½
Mousselines de laine teintes ou imprimées	10
Autres tissus de laine pure ou mélangée	10
Drap de laine pure laine	10
Fils de laine à tisser	8
Savons Communs	10
Chandelles et bougies	10
Vin, y compris le champagne	10
Machines à imprimer	5
Instruments scientifiques pour le dessin	10
Bijouterie imitation	10
Lorgnettes	10
Parfumerie	10

(四) 宣 言 Déclaration.

le présent Protocole sera soumis aux deux Hautes Parties Contractantes en même temps que le Traité de commerce et de navigation signé en ce jour et que, quand ledit Traité sera ratifié, les arrangements contenus dans ce Protocole seront également considérés comme approuvés sans qu'il soit nécessaire d'une ratification formelle subséquente.

Il est convenu ce Protocole prendra fin et cessera d'être obligatoire en même temps que le Traité auquel il est annexé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des deux Pays ont signé le présent Protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 4 août 1896.

(L. S.) Signé : SONÉ ARASUKE.
(L. S.) Signé : G. HANOTTAUX.

(III) 税 目	
Tarif	Droit P. %
Teinture d'aniline	10
Rouge d'Andrinople et tissu de coton en	

Le Soussigné, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur du Japon, a l'honneur de déclarer, dûment autorisé à cet effet par un mandat spécial de Son Gouvernement, que le Gouvernement Impérial Japonais s'engage à ne pas faire la notification prévue par l'article 24 du Traité signé aujourd'hui tant que les Codes de l'Empire qui ont déjà été promulgués, mais dont l'application a été ajournée, n'auront pas été mis effectivement en vigueur.

Signé : SONÉ ARASUKE.

五一九 明治三十年一月二十日 上奏案

上 奏 案

日佛兩國間通商航海條約御批准相成候様仕度因テ別紙御批准案相添此段謹テ奏ス

明治三十年一月二十日

外務大臣伯爵 大 隈 重 信

註 1 御批准案ハ之ヲ省略ス
2 明治二十九年九月二十二日伯爵大隈重信外務大臣ニ任ス

中田政務局長ノ覺書

是日小村外務次官中田政務局長出席セリ

栗野駐佛公使ヨリ
大隈外務大臣宛(來電)

Paris, Oct. 29, 1897. Kurino.

栗野駐佛公使ヨリ
西外務大臣宛(來電)

Paris, Dec. 23, 1897. Kurino,

陸奧外務大臣ヨリ
曾爾駐佛公使宛

送第一四號

陸奥外務大臣時代 對佛交涉 五二二

明治三十一年三月十九日附新條約批准交換書

En foi de quoi les soussignés ont dressé le présent procès-verbal qu'ils ont signé en double expédition et revêtu de leurs cachets.

Fait à Tokio, le 19^{ème} jour du 3^{ème} mois de la
31^{ème} année de Meiji, correspondant au 19 Mars
1898.

Ministre des Affaires Étrangères.	Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Française au Japon.
--------------------------------------	--

國ニ對シテハ別ニ稅目ヲ約定セス最惠國條款ノ作用ニ依リテ低稅ノ便益ニ均霑セシムル方法ニ有之候即チ佛國ニ對スル議定書第一項ト西班牙國ニ對スル議定書第一項トノ文面ニ差異アルハ約定稅目ヲ有スルト有セサルトノ別アルカ爲メニ有之候尙過日第一信ニ添ヘテ差進候三種ノ參考表ニ就テ參照相成度候

將又右佛、西兩國政府トノ談判相濟候上ハ葡國政府ニ向テモ是非開談致候事必要ニ有之候得共同國トハ夫領事裁判權廢棄問題ノ行懸モ有之固ヨリ我ヨリ之ヲ觀レハ既ニ了結ニ歸シタルモノナレトモ彼ヨリ之ヲ言ハハ未ク了結セシモノトモ申間敷隨テ條約改正談判ノ端緒ヲ開クニ當リテ彼ヨリ再ヒ該問題ヲ提起シ來ルハ蓋シ必然ニ有之候半トハ存居候ヘトモ既ニ他ノ諸大國ニテ新條約ニ調印セシ後ニ至レハ所詮葡國一國ノミ我請求ヲ拒絶スル力モ可無之左スレハ何トカ穩當ナル話合相附ケ新約締結ノ運ニ到ルコトヲ可得ト存居候而シテ葡國ニ對シテハ矢張西國ニ對スル分ト同様ノ約案即チ乙號ヲ提議スヘキ筈ニ有之候

議定書附
右申進候 敬具

逐而新約案第十七條中「本條約ハ其實施ノ日ヨリ兩締

盟國間ニ現存スル」ノ下「及ヒ之ニ附屬スル一切ノ諸約定」ノ上ニ葡國ニ對スル分ニハ「萬延元年六月十七日即チ千八百六十年八月三日締結ノ修好通商條約中現存スルトコロノ條款慶應二年七月二十七日即チ千八百六十六年九月五日締結ノ改稅約書同意ノ證」ノ文字ヲ記入スヘキ筈有之候

又葡國政府ニ提出スヘキ約案ニハ第十七條中「而シテ該條約及ヒ諸約定ハ右期日ヨリ總テ「無効ニ歸シ」トアルヲ「無効ニ歸スヘキモノトス」ト改メ「隨テ」以下ノ文字ヲ削除スヘキ筈ニ有之候

註 附屬書類ハ之ヲ省略ス

五二三 明治三十九年八月二十六日

西園寺外務大臣ヨリ
曾禰駐佛公使宛

日葡條約改正ニ關スル件

送第二〇號

條約改正事業モ着々其歩武ヲ進メ未タ談判ニ着手セサル國ハ御擔當ニ屬セン西葡兩國丈ト相成候處帝國政府ニ於テハ可成右全事業ヲ本年內ニ完結致度トノ冀望ニ有之然ルニ今

閣下ニ於テ右兩國ニ對スル談判ニ御着手相成候トモ懸隔セル兩國ニ向テ同時ニ從事セラレ候コトハ談判ノ性質上之ヲ許ササル次第ニ有之候ノミナラス葡國ニ對スル談判ノ如キハ領事裁判權廢棄ノ行懸等有之候得ハ條約問題ニ入ルニ先タテ彼ヨリ先決問題トシテ該件ニ付彼此可申出ハ必然ニシテ之ニ關スル協定ニモ多少ノ日子ヲ要スヘク隨テ本問題ノ談判モ幾分力永延クコトヲ豫期セサルヘカラサルコトト存候就テハ今若シ閣下ニ於テ一國トノ談判ヲ了ラレタル上ニテ更ニ一國トノ談判ヲ開カルル都合ナルトキハ前記帝國政府ノ冀望ヲ達スルコトモ自然相違レ候姿ニ付西班牙國トノ談判丈ヲ閣下ノ擔當ヨリ卸シ他ニ特派全權委員ヲ派遣スルコトトシ而シテ同時ニ右兩國ニ向テ開談スルコトトセハ全事業ノ終結ヲ見ルコト速カナルヘント存シ過般來其儀ニ付以電信御往復致候處ヤ號電信ヲ以テ御異議無之旨御來示相成候ニ付上奏ノ上今般西國トノ談判ニ關スル閣下ヘノ御委任ヲ解カレ其——全權ヲ栗野公使ニ御委任相成候ニ付右樣御承知相成度尤同公使エハ西國ヘノ出張ノ途次其地ニ立寄關係書類ノ引繼ヲ受ケ尙閣下ト御協議致候樣訓令致置候間是亦御心得置相成度候

然ル上ハ閣下ニ於テモ適當ノ時期ニ及テ葡國ヘ御出張御開談相成候樣致度前述ノ如ク同國政府ニ於テハ必ス領事裁判權回復ノ議ヲ提出可致ト推察被致候得共先年ボルジャ氏來朝ノ頃トハ一層事情モ變更致居候ヘハ右ヘ到底帝國政府ノ肯諾スルコト能ハサル所ニ有之候間極力御排除相成新條約締結ノ障害ヲラシメサル樣御盡力相成度右領事裁判權廢棄ニ關スル顧末ハ既ニ概略御承知ノ儀トハ存候得共尙爲念右ニ關スル別冊書類合セテ十部茲ニ及送付候

右及訓令候 敬具

註 別冊書類之ヲ省略ス第三卷附錄日葡條約中一部條款廢棄一件參照

五二四 明治三十九年二月二十六日

曾禰駐佛公使ヨリ
大隈外務大臣宛

日葡通商航海條約調印ノ件

送第一號

本月二十六日附電信ヲ以テ及御報告置候通同日ヲ以テ日葡通商航海條約調印ヲ了候ニ付原書ハ別ニ葉鐵函ニ入レ本便ニテ差進候間御查收相成度候尤モ葡國政府ニ於テハ多分來

陸奥外務大臣時代 對佛交涉 五二四 五二五

五二五 明治三十九年三月六日

曾禰駐佛公使ヨリ
大隈外務大臣宛

日葡條約改正談判始末報告ノ件

送第四號

日葡條約改正談判ニ付テハ豫テ御電訓ノ趣旨ニ基キ佐藤書記官ヲ從ヘ去ル九月二十一日巴里ヲ發シ途中西國馬德里ニ立寄り而シテ當時該國外務大臣ハ其皇后陛下ニ從ヒ旅行中ナリシヲ以テ外務次官ニ面接シ該國トノ條約改正談判ノ任

ニ當ラシムル爲メ特ニ栗野公使派遣ノ件ニ關シ公文ヲ手交シ且ツ口頭ニテ種々ノ打合ヲ爲シタル後同月二十五日ヲ以テ葡國里斯本ニ到着セリ

翌二十六日其外務省ニ出頭シ外務大臣ルイズ、ド、ソペラル氏（同氏ハ其大臣タリシ前ハ在英葡國公使タリ）ニ面會シ而シテ本官同地ニ出張ノ儀ニ付テハ豫テ打合濟ニ有之タルヲ以テ彼ヨリ直ニ條約改正ノ件ニ談及シテ曰ク本件ニ付テハ葡國談判委員トシテコスタデラ、ア、ボルジア及フランセス、ド、サレス、レンカストルノ兩氏ヲ不日任命スヘキニ付先ツ彼等ト商議アランコトヲ希望スト當日ハ是レノミニテ歸館セリ

十月一日外務大臣ノ案内ニ依リ外務省ニ於テ葡國委員ト開談候處彼レ申スニハ去ル明治二十六年東京ニ於テ條約改正談判ヲ開クヘキ議アリタルトキ葡國公使ハ本國政府ノ訓令ニ從ヒ先以テ日本國政府ヨリ葡國力裁判權ノ事ニ付キ日本國ニ於テ最惠國ト同一ノ待遇ヲ現ニ享有スルコトヲ示サルルニ非サレハ開談スルコト能ハスト宣告シ日本國政府ハ之ニ應セラレスシテ遂ニ該談判ハ見合ト爲レリ如此次第ナルヲ以テ今回再ヒ日本國政府ヨリ葡國政府ニ其開談ヲ促サル

ル以上ハ日本國今日ノ意嚮當時ノ意嚮トハ多少相異ナル所アルヘシト察セラル此點ニ付テハ如何ナル訓令ヲ有セラルルヤト本官ニ相尋ネ候付本官ハ恰モ好シ九月二十七日貴大臣ノ電訓ニ日本國ハ決シテ葡國裁判權ヲ肯諾スルコト能ハスト有之タルニ付即チ葡國委員ニ向ヒ葡國裁判權ノ消滅ニ歸シタルコトハ最早一ノ問題ニ非スシテ既成ノ事實ニ屬シ又日本國政府ニ於テモ決シテ自カラ求メテ之ヲ廢棄シタルニ非スシテ當時ノ行キ懸リヨリシテ萬不得止彼ノ處置ニ出タルコト毫モ疑ヒナケレハ今日ニ於テ日本國力葡國ノ該裁判權ヲ更ニ認ムルコトハ到底難相成而シテ頃日接手シタル日本國外務大臣ヨリノ訓令ノ主意モ亦之ニ外ナラスシテ日本國政府ノ意向ハ前日ト毫モ異ナル所ナシ抑モ日本國ト諸外國トノ改締條約モ既ニ八九分通り成就シタル今日ニ當リ舊來ノ交誼上獨リ葡國ニ對シテノミ何時迄モ條約改正談判ヲ延期スルヲ欲セス況ヤ葡國ト他諸國トハ目下ノ事態コソ異ナレ新條約實施ノ日ニ至リテハ勿論其間ニ秋毫ノ差違アルコトナキヤ是レ今回日本國政府力更ニ提議スル所以ナリト告ケタルニ彼ノ委員ハ本官ニ向ヒ右ハ全ク日本方ノ議論ニシテ葡國ニ於テハ裁判權ノ廢棄ヲ以テ決シテ既成ノ

事實ト認メス且ツ葡國ノ名譽ヲ重ンスルカ故他國ニ比シテ劣等ノ條約ヲ締結スルコト能ハス然ルニ今閣下ノ述ヘラルル所ニ於テハ日本國ハ飽マテモ裁判權ノ回復ヲ拒絕セラルルカ如シ然レトモ貴國提出新條約案第十七條末文ニハ明ニ葡國裁判權ノ日本官吏ニ移ルコトヲ規定シアルヲ以テ見ルトキハ日本國政府ノ意嚮ハ葡國裁判權ヲ認メ居ラルルモノノ如シ其間ニ相矛盾スル所アルハ如何トノ尋問ヲ受ケタルニ付キ彼ニ致セシ草案ニ就キ篤ト該十七條ヲ讀聞セシニ果シテ彼レノ云ヘル如ク貴訓ノ意ト相容レサル文字存在スルヲ以テ本官ハ實ニ驚キ入り是レハ全ク何カ意外ノ邊ヨリ起リタル錯誤ナルヘケレハ篤ト取調ヘ何分ノ回答ニ及フヘシ依テ夫レ迄ノ間本件ハ取除キ置キ兎ニ角條約全體ニ付キ外ニ葡國政府ヨリ提出セラルヘキ修正ノ箇條モアラハ承知シタシト告ケタルニ彼レ曰ク斯ル重大ノ件ニ付キ錯誤アルヘキ筈ナシ依テ御取調ノ上充分ノ説明ヲ與ヘラレタシ又裁判權ノコトハ葡國政府ニ於テ先決問題ナリト認ムルヲ以テ之ニ關シ日本國政府ノ意向ヲ確メサルニ於テハ條約ノ他ノ部分ニ論及セサル心得ナリト本官曰ク然ラハ葡國政府ニ於テハ裁判權ノ回復ヲ以テ條約談判ニ缺クヘカラサル條件

(Sine qua non condition) ナリトノ意見ヲ固執セラルル積ナルカ本官心得ノ爲メ承知致シ置キタシト反問シタルニ彼レ之ニ答ヘテ曰ク如此確答ハ本員等限り之ヲ爲スコト能ハス何レ外務大臣ノ意見ヲ聞キタル上何分ノ御答ニ及フヘシト於是其ノ日ハ九月三日ニ再會ヲ約シテ散會セリ前記錯誤ニ關シテハ本官ニ於テ生憎明治二十七年五月三十一日付機密第十四號訓令ヲ當地ニ携帶シ來ラサリシニモ拘ハラズ最初條約草案ヲ西、葡兩國政府ニ提出セシニ當リテ一々該訓令ニ準據セシハ勿論ナリト確信セシヲ以テ直ニ事ノ次第ヲ九月一日電信ヲ以テ具申條約第十七條末文ト貴大臣最後ノ訓令トノ間ニ意味相反對セル廉ハ如何シテ之ヲ調和スヘキヤ貴訓ヲ讀ヒタル次第ニ有之タリ該錯誤ハ素ヨリ草案提出ノ際意外ノ邊ヨリ起リタル遺漏タルハ確然タリト雖モ本官ニ於テ其ノ如何ナル原因ヨリ發シタルヤ殆ト了解ニ苦ミ百方取調諸書類ヲ閱スルモ其ノ原因ヲ發見セス於是乎或ハ該草案郵送ノ際葡國ノ分ト西國ノ分ト取違ヒ封入セシニハアラサリシヤトノ懸念ヲ生シタルニ付キ早速西國外務次官ニ問合ラナセシ所該十七條末文塗抹無之トノ回答ニ接シ倍々錯誤ノ原因想像タモ及ハサルコトト相成依テ九月

三日附電信ヲ以テ事實ヲ短管ニ具陳シ貴大臣ノ命ヲ待チ且ツ當日ノ談判ハ小官病ト稱シテ延引セリ而シテ十月五日附貴電ヲ以テ前草案ハ之ヲ撤回シ更ニ機密第十四號貴訓ニ因リ修正シタル草案ヲ提出スヘク而シテ右引換満足ニ相濟タル上ハ談判ヲ進行シテ差支ナシトノ貴訓ニ接シタルニ付キ十月六日別紙イ號ノ通りノ書面ヲ携帶シ外務大臣ニ面會ノ上草案引換ノ儀依頼ニ及ヒタル所同大臣ニ於テハ其ノ錯誤ノ眞實ニ偶然ノ失念ニ出タルコトヲ信用スルト同時ニ事煩ル重大ニ係リ且ツ此回容易ニ日本國ノ請求ニ應シ談判開始ノ運ニ至リタルハ畢竟草案第十七條末項文面ヨリシテ日本國政府ニ於テ葡國裁判權ノ回復ヲ認ムルノ意向アリト信シタルニ職由セシニ付本件ハ閣議ヲ經ルニ非サレハ回答スルコト難シ併シ同大臣ニ於テハ充分其ノ錯誤ニ依リ生シタルコトヲ信スルヲ以テ之ヲ圓滑ニ結局セシムヘシト告ケタルニ付キ本使ハ同大臣ニ向ヒ其ノ好意ノアル所ヲ豫メ謝シ且ツ語ヲ繼テ草案引換ノ事速ニ相叶ヒ候様盡力アリタキ旨依頼置キタル所同月十日別紙ロ號ノ通草案引換ニ同意ノ旨申越タリ依テ直ニ外務省ニ赴キ交換ヲ遂ケ談判ヲ繼續スルニ至レリ

同日ノ會議ニ於テ討論數刻ニ涉リタル末葡國委員ハ遂ニ我要求ニ應シ裁判權ニ關スル事項ヲ以先決問題ト爲サントノ議ヲ撤回シ更ニ裁判權ノ回復ヲ以テ新條約締結ニ缺クヘカラサル條件トシテ先ツ之ヲ議セムコトヲ要メリ本使ハ之ニ答ヘテ裁判權問題タルヤ日葡兩國ニ於テハ新條約成否ノ因テ以テ岐ルヘキ緊要事件タル素ヨリ論ヲ待クスト雖モ日本國政府ニ於テ裁判權ニ關スル葡國ノ提議ノ幾分ヲ承諾スルト否トハ條約ノ他ノ事項ニ對スル葡國ノ意向如何ト其ノ要求セラルル所ノ修正ノ性質及ヒ多寡トヲ審カニ確知シタル後始メテ容易ニ之ヲ決スルノ便アルカ故ニ條約ノ全體ニ關スル修正ヲ一時ニ提出アランコトヲ望ムト告ケタレハ葡國委員モ其ノ理ニ服シ同意ヲ表シタレトモ當日ノ所ニ於テハ條約ノ他ノ部分ニ關スル取調ヘ未タ出來シ居ラサル趣ニテ單ニ前記裁判權ニ關スル事項ヲノミ議セリ其ノ提議ノ大要ハ第一、第十七條中「現ニ効力ヲ存スル箇條」ナル文字ハ徒ラニ感情ヲ傷クルノ虞アルカ故ニ之ヲ塗抹シタリトノ事、第二、條約發布後裁判權問題ニ關スル物議ヲ避クルカ爲メニ條約ハ批准交換後直ニ之ヲ實施セシムルコトト爲シ別ニ外交文書ヲ以テ條約調印ノ日ヨリ其ノ批准交換ニ至ル迄ノ

間葡國臣民ニ向テ裁判上ノ事項ニ付キ最惠國人民ノ待遇ヲ與フヘシ但シ批准交換ノ時ニ當リ帝國ノ法典現ニ實施セラレ居ル場合ニ限ルモノトス等ナリキ抑モ條約批准交換後葡國裁判權一時回復ノ事ニ付テハ閣議決定ノ上去ル明治二十六年九月二十一日當時ノ帝國外務大臣ヨリボルジャ氏ニ向テ內議アリタル位ノコト故夫レヨリ我カ利益ノ方ヘ一歩ヲ進メタル批准交換前一時裁判權回復ノ事ニ付テハ多少吟味セサルヘカラス又裁判權ヲ有セサル國民ニ向テ帝國內地ヲ開クコトハ已ニ墨國ノ通例アリ且ツ近日伯國トノ條約モ其ノ例ニ倣ヒタル程ノ事ナレハ實地ニ於テハ差支アルヘキ謂ナク殊ニ十年前日墨條約締結ノ當時ニ在テスラ條件の最惠國條款ノ解釋ヲ根據トシテ能ク他國ヨリノ開國要求ヲ防キ得タル事實アルヲ以テ敢テ他國ヨリ最惠國條款ニ因リ開國ヲ求ムルモノ無カルヘク又假令萬一之レアリト爲スモ帝國ノ地方大ニ進ミ條約改正ノ事業既ニ完成スルノ日ニ於テハ其ノ要求ニ對シテハ墨、伯或ハ葡國同様其ノ裁判權ヲ拋棄スルニ於テハ何時タリトモ欣然内地ヲ開クコトヲ辭セサルヘシト明答スルコト豈ニ何ノ難キコトアランヤ本使ノ意見右ノ如クナルニ拘ハラス敢テ一言ノ此ニ及ホスコトナクシ

テ而シテ本使ハ葡國委員ニ向ヒ是ノ貴國ノ提議ハ他ノ修正ト共ニ本國へ電報シ其ノ回訓ヲ待テ更ニ商議ヲ遂ケヘケレハ先ツ御説明ノ修正ハ誤解ヲ避クル爲メ正案ヲ具シテ御遣シアリクシト告ケタル所未タ其ノ案出來シ居ラサリシ故其ノ日ハ散會セリ然ルニ二十二日ニ至リ委員レンカストル氏ヨリ別紙ハ號ノ通修正ノ箇條書差越タル所右ハ去ル十日口頭ニテ承知シタル修正ノ意トハ大ニ異ナル所アルヲ以テ直ニ別紙ニ號ノ通り返書ヲ送りテ不都合ノ廉ヲ詰問シ至急ニ會議ヲ開カンコトヲ請求セシモボルジャ氏ニ於テ不得止差支アリテ漸ク十四日ニ至リ外務省ニ會合シタルニボルジャ氏ハレンカストル氏ヨリ彼ノ不都合ナル箇條書ヲ送りタルハ偏ニ同氏（レンカストル）ノ心得違ヒヨリ起リタルモノナリトテ深ク謝スル所アリ別紙ハ號附屬ノ二ト引換ノ請ニ應シ即チ同日直ニ貴大臣ニ向テD號ノ通電報ニ及ヒタル次第ナリ而シテD號電信所載ノ事項タルヤ大體問題ニ關スルヲ以テ折返シ何分ノ貴訓ニ接スヘシト期望シタルニ拘ハラス殆ト二週間ヲ經ルモ何タル御回電ニ接セス且ツ該D號及C號電信中ニモ自余ノ修正ハ不日接手ノ旨豫メ電稟致シ置キタル

次第モ有之タルヲ以テ如此御回電ノ遲延スルハ必ラス條約全體ニ對スル葡國ノ修正案御閱覽ノ上ニテ御回電ヲ發セラ
ルヘキ貴考ナルヘシト相信シ即チ十月二十六七日兩日ヲ以
テ長文ノE號ヲ差出タル次第ナリ尤モ條約書中ニ最惠國待
遇ヲ受クヘキ兩國ノ產品名表掲載ノ儀ハ毫モ税率ニ關係ナ
ク實際ハ殆ント有名無實ノモノナレトモ他ノ條約中先例モ
無之且ツ多少不便ノ廉無之ヤトノ懸念モ有之故十月二十一
日別紙ホ號ノ通口上書ヲ送リタル所葡國ヨリ閣議決定ノ上
別紙ヘ號ノ通口上書ヲ送リタル所葡國ヨリ閣議決定ノ上
夫ヨリ二日前已ニE號電信ヲ發シタルハ彼ヨリ口頭ノ回答
ヲ得タルニ因リタルモノニシテハ爲念取付置キタルモ
ノナリ然ルニ十一月二日第六九號貴電ヲ以テD號ニ關シテ
ハ葡國政府ニ向テ裁判權一時回復ノ提議ヲ再考ニ附スルコ
トヲ勸告スヘク又E號ニ關シテハD號葡國ノ提議ニシテ果
シテ Sine qua non 條件ナルトキハ先ツ以テ之ヲ決定ス
ルニアラスハ自他ノ修正ヲ考案スルノ必要無之ニ付若シ
本官ニ於テ該提議ヲ Sine qua non 條件ヲ認メ候得ハE
號電信ニ對シ莫大ノ費用ヲ抛ツニ先チ貴大臣ノ回答ヲ待ツ
ヘキ當ナル旨御讀責ト認ムヘキ貴訓ヲ蒙リタルハ實ニ意想

外ナリキ併シ當時該電信送付ノ利害ニ關シ別ニ辯護ノ必要
ヲ見サルノミナラス談判進行ノ上ニ付テハ本官ノ察知スル
所ヲシテ差違ヲ生スルコトナカラシメハ不日必スヤ有用ニ
可有之ト相信候故其ノ儘ニ致シ置キ十一月三日附ヲ以テ貴
訓ニ因リ別紙ト號ノ通口上書ヲ葡國政府ニ送リタル所葡國
政府ニ於テハ斷然我要求ヲ拒ミテ談判ノ破裂ニ至ルコトヲ
欲セサルト同時ニ從來ノ行懸リ上且ツ國情ノ上ニ於テ裁判
權拋棄ヲ難スル趣ニテ早急ニ回答ヲ與ヘス漸ク同月十三日
ニ至リ裁判權一時回復ニ關スル要求ヲ拋棄セシ趣且ツ其ノ
報酬トシテ條約ハ批准交換後直ニ之ヲ實施スルコト及「キ
ルク」ノ關稅ニ付外交文書ヲ以テ擔保ヲ與フルコトヲ要求
シ來リタルヲ以テ即チ同日G號ノ通發電シ貴訓ヲ請ヒタリ然
ルニ同二十日ニ至リ七十二號貴電ヲ以テ回訓ヲ得タリシ所
該電中條約ヲ批准交換後直ニ實施スルコトヲ拒マルル儀ニ
付御示ノ理由位ハ已ニ業ニ本官ヨリ葡國委員ニ向テ屢々陳
述シタルモノニ外ナラサルノミナラス曩キニ彼ヨリ裁判權
回復ノ事、條約ヲ批准後直ニ實施スル事及其ノ他ノ要求ヲ
提出シ本官ハ之ヲ別記シD號電信ヲ以テ貴大臣ノ裁決ヲ請
シニ六十九號貴電ヲ以テ其中獨リ裁判權ニ關スル事項ノミ

ニ付キ御不同意ナル旨御申越有之タルニ付葡國談判委員ハ
勿論本使ニ於テモ貴大臣ハ他ノ事項ニ就テハ御不同意無之
歟トモ被察候位故本使ニ於テ葡國委員ヲ說服スヘキ充分ノ
理由ヲ發見スルニ苦ミ不得止I號ノ通發電ニ及ヘリ而シテ
葡國委員ノ口氣ニ因レハ若シ日本國政府ニ於テ此上條約實
施ノ要求ヲ拒マハ斷然談判ヲ中止シ最初ヨリノ兩國談判ノ
行懸リヲ掲ケタル覺書ヲ各國ニ送付シ談判不調ノ責ハ葡國
ニ於テ和衷ノ精神ヲ缺キタルニ非ラスシテ日本國カ葡國ノ
讓歩ヲ寄貨乘スヘシト爲シ讓歩ノ上ニ更ニ讓歩ノ要求ヲ重
ネ停止スル所ナキ旨ヲ説明スヘキ意氣込ナリト認メタルニ
付貴大臣最後ノ決心ヲ確メ置クコト必要ト信シタルニ依リ
御問合ニ及ヒタル次第ナリ而シテ十一月二十六日付第七五
號貴電ヲ以テ御訓示ノ趣有之タル所右ハ前貴電中所載ノ論
點ヲ反覆縷述セラレタルニ過キス本使ヨリ御問合ニ對スル
適切ノ貴答トハ不被存然レトモ葡國ヨリ如何様ノ回答アル
ヘキキニモ拘ハラス先以テ前貴訓ノ次第ヲ葡國政府ニ通シ
其ノ回答ヲ得貴大臣ニ具報ノ上更ニ貴訓ヲ待ツヘシトノ御
旨趣ハ明カニ確メ得タルニ付十一月二十七日別紙ヲ號ノ通
覺書ヲ差送リタリ於是葡國政府ハ進退茲ニ谷マリタル様子

ニテ十二月四日ニ至リ葡國委員ハ内々其ノ政府ノ回答案ヲ
本使ニ示シタルカ其ノ旨趣ハ已ニJ號電信冒頭ニ述ヘタル
通ニシテ到底動カスヘカラサル決心アルカ如ク被見受タリ
然レトモ彼レニ於テモ固ヨリ好シテ談判ノ破裂ヲ望ムモノ
ニ非サレハ此際別ニ本件ヲ雙方満足ニ整理スヘキ便法ナカ
ルヘキヤトノ協議ヲ受ケタルニ付本使ニ於テモ篤ト熟考ス
ヘキニ付最後ノ決答ハ互ニ多少猶豫スヘキ旨ヲ告ケ夫レヨ
リ貴大臣ニ向テ議定書中ニ日伊條約附屬議定第一條第二項
挿入ノ建議ヲ試ミタルニ十二月九日(十二日延着)付第二
五號貴電ヲ以テ本使建議ノ次第ヲ納レラレ猶ホ巨細ノ貴訓
ヲモ附セラレタルニ付一應葡國委員ト內議ヲ遂ケ略々其ノ
同意ヲ得タル上十二月十六日別紙リ號ノ通り覺書ヲ送リタ
リ

然ルニ葡國政府ニ於テハ我希望ニ同意スルモ他ノ彼レヨリ
提出セシ修正ニ對シ日本國政府ニ於テ如何ナル意向有之哉
萬一ニモ拒絕セラレサルヘキヤノ懸念ヲ懷キ頗ル不安心ノ
様子ニ付同月十八日L號ノ通發電(同電「D」トアルハ
「E」ノ誤)致セシ所二十一日第八十一號貴電ヲ以テ目下
提議中ノ事項確定セラレタル上ハE號修正ヲ満足ニ處理シ

得ヘシト信セラルル旨御申越ニ付葡國政府ニ向テ内々貴意ノ存スル所ヲ洩シタル結果葡國政府ハ遂ニ一月四日ニ至リ新條約ヲ直ニ實施スルノ要求ヲ撤回シ其ノ代リニ日伊議定書第一條第二項ヲ採用シ之ニ附記スルニ若シ葡國ヨリ「キルク」ノ輸入高一箇年五萬圓ニ達シタルニ於テハ之ニ對シ從價二分以上ノ關稅ヲ課セサルヘシトノ規定ヲ以テスルコトヲ別紙ニ號ノ通り提議シ來レリ依テM號電信ヲ發シ且ツ提議中ノ二分ハ五分ニ増スコトヲ得ヘク又議定書中ニ挿入セスシテ外交文書ヲ以テ別ニ之ヲ規定スルコトモ出來得ヘキ見込アル由然レトモ若シ帝國政府ニ於テ條約ヲ直ニ實施スルコトニ同意セラレハ葡國ハ無論ニ前述ノ要求ヲ撤回スヘキ旨ヲモ附記シ猶ホ關係ノ事項ニ付キ鄙見申進メタル所一月八日貴電ヲ以テ帝國政府ハ如何ナル書式ヲ以テスルモ「キルク」ニ關シ規約ヲ設クルコトニ同意スルコト能ハストノ御回電ニ接シ依テ直ニ之ヲ葡國政府ニ通シタリ同政府ニ於テハ其ノ内閣勅諭ノ徵アルト共ニ速ニ條約調印ノ運ニ至ランコトヲ欲シ議定書「キルク」ニ關スル規定挿入ノ要求ヲ全ク撤回スル旨但シ右ハ日本政府ニ於テ他ノ修正ニ對シ實體的ノ異論ヲ提出セラレサル場合ニ限ルコトト知ル

ヘシトノ旨ヲモ申越タルニ付N號電信ヲ以テ其ノ旨ヲ申進シ條約調印ノ許可ヲ直ニ與ヘラレンコトヲ請ヒタル所同十五日附七九號貴電ヲ以テ條約調印ノ御許可ト共ニ二箇ノ修正并ニA表ノ物品ノ名稱御電報ニ付早速之ヲ葡國政府ニ通シタルニ彼レニ於テモ大ナル異議ハ無之カリシカ其ノ第一ノ修正ニ對シテハ我ヨリ原案維持論ヲ主張シタルモ彼レ之ニ應セサルニ付御來示ノ歩ミ合ニ因リ「農業、鑛業、漁業」ナル文字ヲ條約第二條第四項ニ挿入スルコトニ合議シ且ツ第二ノ修正ニ關シテハB表第二十二項中「(bouteilles)」ナル文字以下悉ク削除ノ事ヲ申入レタル所彼レニ於テハ葡國產「(Vins)」ノ内隨分「アルコール」ノ度高キモノモアルヲ以テ將來其ノ内ニテ「スピリット」中ニ編入課稅セラルルコトアリテハ困難ナル旨申出テタルニ付既ニ「各種ノVins」ト復數ニ明掲シアル以上ハ普通ニ「Vins」ト呼稱セラルルモノハ無論「スピリット」トシテ課稅セラルルコトナカルヘシト説明セシモ彼等何分ニモ安心致サス然ルニ「各種ノVins」トアル以上ハ無論 Vins ト通稱スルモノハ一切其ノ「アルコール」ノ度如何ニ拘ラス其ノ内ニ包含セラレ居ルコトナレハ之ヲ加フルモ加ヘサルモ貴訓ノ

精神ニ背クニ非ラス且ツ實際ハ同一ニ歸着スルコトナレハ徒ラニ之ヲ爭フテ時日ヲ費シ躊躇スルトキハ彼政府ニ於テ如何ナル變動ノ起ルヤモ難計ト存タルニ付「アルコール」ノ度如何ニ拘ラス」トノ文字ヲ挿入スルコトニ同意シ而シテ條約繼續期限ハ最初七年トアリシヲ十二年ト改メ批准交換ハ「リスボン」府ニ於テ六ヶ月以内ニ可成速ニ之ヲ爲スコトト定メ以テ遂ニ本談判ノ局ヲ結フコトヲ得タリ即チ一月十九日別紙ル號ノ通口上書ヲ葡國政府ニ送り且ツ其ノ旨貴大臣ニ報告シ直ニ淨書調製ニ着手セリ元來葡國政府ハ事ニ處スルニ緩漫極マリナク會議ノ期ヲ約シ而シテ其ノ期日ニ至レハ些細ノ口實ヲ以テ其ノ延期ヲ申出タルコト殆ント常態ニシテ現ニ夫レカ爲メニ露葡條約ノ如キハ一ヶ年以上ノ月日ヲ經テ初メテ其局ヲ結ヒタル由ニテ此一事ハ本使談判中最モ困難ヲ極メタル儀ナリ事情如此ナル力故ニ談判既ニ終リタル上無益ニ時日ヲ費サンコトヲ虞リ巴里ニ於テ日伯條約交換ノ都合モアレハ歸佛國ヲ要スル旨ヲ以テ二十六日午後リスボンヲ辭スル預定ナル趣ヲ報シ別紙ヲ號ノ通り同日午後二時依約外務省ニ出頭セシモ又モヤ外務大臣會議會ニ出席シテ五時ニアラサレハ歸省難シト申故無餘儀五時

ニ至リ漸ク調印済ト爲レリ而シテ同六時辭旅館歸巴ノ途ニ登レリ

今回ノ談判ハ初メヨリ電信ヲ以テ貴大臣ト往復セシニ付其ノ要點ハ既ニ御承知ノ事トハ存居候得共當時ノ景況達御聞置度右談判始末及御報告候 敬具

明治三十年三月十八日

在佛國全權公使 曾 福 荒 助 印

外務大臣伯爵 大 隈 重 信 殿

閣下

註 附屬電信寫之ヲ省略ス

五二六 明治三十年五月二十六日

大隈外務大臣ヨリ
栗野駐佛公使宛

日葡新條約ノ葡國殖民地適用方提議ノ件

送第四六號

日葡兩國間ニ締結セシ新通商航海條約ハ之ヲ葡國殖民地ニ適用スルコトニ關シテハ其十九條第一項ノ末ニ「而シテ葡萄牙國ニ在テハ本國及附近ノ諸島嶼（「マデール」「ポルトサント」及「アゾール」）併ニ「マカオ」ニ之ヲ實施スヘシ）

トノ規定アルノミニ候處今回歐洲各締盟國ト訂結セシ改正條約ニハ其ノ對手國ニシテ殖民地ヲ有スル國ナルトキハ此等殖民地ニ對スル條約ノ關係ニ付大抵何等カノ規定ヲ設ケ居候コトハ別紙ニ記載ノ通ニ有之候ニ付葡國ニ對シテモ「マカオ」以外ノ同國各殖民地ニ對スル新條約ノ關係ヲ該條約中何トカ規定致シ置テヘキ筈ノ處締約商議中不圖其提議ヲ爲スコトヲ取落候次第ニ有之然ルニ同國ハ亞弗利加洲及亞細亞洲中ニ別紙ニ列記スル數殖民地ヲ有シ居リ候ヘハ將來帝國海外貿易ノ發達ニ從ヒ何時此等ノ諸地ニ向テ如何ナル通商航海上ノ關係ヲ有スルニ至ルヤモ不被計ハ此際是非何等ノ規定ヲ設置度ト存候就テハ閣下ニハ該條約ノ批准ヲ交換セラルハニ當リ右ノ趣ヲ同政府ニ提議セラレ該條約ヲ此等殖民地ニ適用スルコトニ關スル一ノ約條ヲ協定相成度尤其ノ約條ノ式ニ至テハ宣言ニテモ議定書ニテモ若クハ外交文書ニテモ敢テ擇フ所ニ無之候

但シ若シ此提議ヲ爲サレシ後急ニ同國政府承諾ヲ得難キ場含有之候トモ其ノ爲メ該條約ノ批准交換ヲ延緩セラルハニハ及ハス直チニ交換ヲ了ヘラレ而シテ本問題ハ懸案ト爲シ置キ成ルヘク新條約實施ノ日迄ニ協定スルコトニ同政府ノ

殖民地ニモ適用スルノ件ハ乍遺憾帝國政府ノ提議ニ應シ難キ旨懇々説明有之候乍去他日萬萬一葡國政府ニ於テ他殖民地ニ對シ何等ノ取極ヲ爲スカ如キコトアルニ於テハ（此ノ如キコトハ決シテ起ラサルコトナレトモ）必ス之ヲ日本トノ關係ニモ適用スヘキハ本大臣ノ保證スル所ナリ云々ト申述ヘラレ且ツ右殖民地ト外國トノ通商ニ關スル本官ノ反問ニ對シ葡國諸殖民地ハ諸外國ト直接商業ノ關係ヲ有セス皆葡萄牙本國ヲ經ルニ非サレハ通商スルコトナキ實際ニ有之

同意ヲ求メ置カレ度候
右及訓令候 敬具

五二七 明治三十年八月三日 栗野駐佛公使ヨリ
大隈外務大臣宛

殖民地ニ條約適用ノ件

葡萄牙國號外第二號 十月十一日到

日葡條約ヲ「マカオ」以外ノ葡國各殖民地ニ適用スルノ件ニ關シ本年五月二十六日附機密第四六號ヲ以テ縷々御來訓ノ儀ハ今般當府來着ノ後當外務大臣ト委曲相談ニ及ヒ候處同大臣ニハ葡國殖民地ニ關スル舊來ノ方針ヲ説明セラレ右ニ依リ其殖民地ニ對シテハ外國ト締結シタル通商條約ヲ之レニ適用スルコト能ハス此大方針ニ至リテハ如何ナル政黨ニ於テ政權ヲ掌握スルコトアリトモ決シテ變更スルコトナカルヘシ而シテ日葡條約第十九條第一項ニ於テ同條約ノ施行ヲ「マカオ」ニモ及ホシタルコトハ眞ニ空前絶後ノ唯一例外ニシテ獨リ日本ニ對シテノミ特別ニ爲シタル所ノ取極ナリ「マカオ」近傍ニ位スル其他諸國ニ對シテハ決シテ右ノ如キ取極ヲ爲シ居ラス此ノ如キ事情ニ付日葡條約ヲ他諸

候旨開說セラレ候就テハ帝國政府ノ提議タル日葡條約ヲ「マカオ」以外ノ諸殖民地ニ適用スルノ件ハ到底當葡國政府ノ同意ヲ得ル能ハサルモノニ有之候間右様御了承相成候様致度候右及復申候 敬具

明治三十年八月三十日

里斯本府ニ於テ

特命全權公使 栗野慎一郎（印）

外務大臣伯爵 大隈重信殿